



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

*Edition n° 08 du 31 mars 2011*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
***[www.meurthe-et-moselle.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr)***
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 31 mars 2011

## SOMMAIRE

<b>ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....</b>	<b>361</b>
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>361</b>
<b>CABINET.....</b>	<b>361</b>
Bureau du cabinet.....	361
Arrêté du 10 décembre 2010 portant attribution de la médaille d'honneur des travaux publics - Promotion du 1er janvier 2011.....	361
Arrêté du 21 mars 2011 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement.....	361
Arrêté du 22 mars 2011 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement.....	362
Service interministériel de défense et de la protection civile.....	362
Arrêté du 25 mars 2011 portant habilitation d'une association de formation et de préparation des jeunes sapeurs-pompiers au brevet national de jeunes sapeurs-pompiers.....	362
<b>DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....</b>	<b>362</b>
Bureau des réglementations.....	362
Arrêté du 15 mars 2011 portant autorisation d'apposer une marque distinctive d'interdiction de survol à basse altitude du site industriel de la station de compression de gaz naturel située sur le territoire de la commune de CERVILLE.....	362
Dossier n° 2011/0023 - Arrêté du 22 mars 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à POMPEY.....	363
Dossier n° 2011/0030 - Arrêté du 22 mars 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY.....	364
<b>DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....</b>	<b>365</b>
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	365
Arrêté du 16 mars 2011 désignant les représentants des communes, des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, des syndicats de communes et des syndicats mixtes au sein de la commission départementale de la coopération intercommunale de Meurthe-et-Moselle.....	365
Arrêté du 16 mars 2011 autorisant le retrait de la commune de THÉLOD du syndicat intercommunal scolaire du Saintois.....	366
Arrêté du 18 mars 2011 autorisant l'adhésion des communes de GUGNEY, OLLEY, OZERAILLES, PAGNY-SUR-MOSELLE, SAINT-MARCEL et du Syndicat Départemental d'Assainissement Autonome de MILLERY-AUTREVILLE (SIAMA) au Syndicat Mixte Départemental d'Assainissement Autonome de Meurthe-et-Moselle (SDAA54).....	366
Bureau des procédures environnementales.....	367
Arrêté du 17 mars 2011 prorogeant l'arrêté préfectoral du 17 juin 2010 autorisant l'occupation temporaire de parcelles pour la réalisation des travaux de mise en 2x2 voies de la RN 59 entre SAINT-CLEMENT et AZERAILLES.....	367
Arrêté du 17 mars 2011 portant déclaration d'utilité publique des travaux de création d'un parking et d'un cheminement piétons à CERVILLE.....	367
Arrêté du 17 mars 2011 portant déclaration d'utilité publique des travaux de construction d'un ouvrage de sur-inondation sur la commune de BARBONVILLE dans le cadre de la réalisation du programme de protection contre les inondations, de restauration, protection et valorisation des milieux aquatiques du Chaufontaine et de ses affluents.....	368
<b>DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....</b>	<b>368</b>
Bureau de l'interministérielle.....	368
Arrêté n° 11.BI.46 du 21 mars 2011 accordant délégation de signature au Colonel Francis PACCAGNINI, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.....	368
Arrêté n° 11.BI.47 du 21 mars 2011 accordant délégation de signature à M. Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique.....	369
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....</b>	<b>370</b>
<b>DIRECTION INTERREGIONALE</b>	
<b>DES SERVICES PENITENTIAIRES EST-STRASBOURG.....</b>	<b>370</b>
Centre de détention d'ECROUVES – Décision du 17 mars 2011 portant délégation de signature pour des décisions administratives individuelles.....	370
Centre de détention d'ECROUVES – Décision du 17 mars 2011 portant délégation de signature.....	372
Centre de semi-liberté de BRIEY – Décision du 10 mars 2011 portant délégation de signature pour des décisions administratives individuelles.....	372
<b>DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....</b>	<b>374</b>
DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....	374
Arrêté n° 2011-DIR-Est -M-55/54-006 en date du 16 mars 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de relevés topographiques sur la RN 4, du PR 53+600 (Meuse) au PR 3+050 (Meurthe-et-Moselle).....	374
Arrêté n° 2011-DIR-Est -M-54-008 en date du 18 mars 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement du ballast sur la voie ferrée impactant la circulation sur la RN 59 au PR 18+500.....	376
<b>AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....</b>	<b>377</b>
DELEGATION TERRITORIALE DE LA MOSELLE.....	377
Arrêté ARS DT- 57 n° 2011/101 du 15 mars 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement CH BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2011.....	377
Arrêté ARS DT- 57 n° 2011/102 du 15 mars 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement HOPITAL - JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2011.....	378
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	379
Arrêté n° 52 du 14 février 2011 portant composition nominative du Comité Départemental de l'Aide Médicale Urgente de la Permanence des Soins et des Transports Sanitaires de Meurthe-et-Moselle.....	379
Etablissements de santé.....	380
Arrêté ARS-DT 54 N° 01/2011 du 15 mars 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015.....	380
Arrêté ARS-DT 54 N° 02/2011 du 15 mars 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155.....	380
Arrêté ARS-DT 54 N° 03/2011 du 15 mars 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296.....	381
Arrêté ARS-DT 54 N° 04/2011 du 15 mars 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395.....	382
Arrêté ARS-DT 54 N° 05/2011 du 15 mars 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668.....	382
Arrêté ARS-DT 54 N° 06/2011 du 15 mars 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	383
Arrêté ARS-DT 54 N° 07/2011 du 15 mars 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286.....	384
Arrêté ARS-DT 54 N° 08/2011 du 15 mars 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072.....	384
Arrêté ARS-DT 54 N° 09/2011 du 15 mars 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163.....	385
Arrêté ARS-DT 54 N° 10/2011 du 15 mars 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	386
<b>DIRECTION DE LA STRATEGIE.....</b>	<b>386</b>
Arrêté n° 2011-103 du 11 mars 2011 portant modification des membres de la Commission Spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	386
Arrêté n° 2011-104 du 11 mars 2011 portant modification de la composition de la Commission Spécialisée de Prévention de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	388

Arrêté n° 2011-108 en date du 15 mars 2011 modifiant la composition de la commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile.....	389
DEPARTEMENT AMBULATOIRE ET ACCES A LA SANTE.....	390
Arrêté n° 79-2011 du 23 février 2011 portant composition de la commission régionale d'inscription au registre national des Psychothérapeutes.....	390
Arrêté n° 80 du 23 février 2011 portant composition de la commission régionale d'agrément des établissements de formation autorisés à délivrer la formation permettant l'usage du titre de Psychothérapeute.....	391
Arrêté n° 2011-106 du 14 mars 2011 portant agrément n° 178 de l'entreprise de transports sanitaires AMBULANCE « LES 2 ZEBRES » 54 - 2 rue de Nabécor - 54000 NANCY.....	391
Arrêté n° 2011-116 du 21 mars 2011 portant agrément provisoire n° 179 de l'entreprise de transports sanitaires ETABLISSEMENTS D'ASCENZIO - EURL VELLEURITTER - Zone artisanale des Abanis - 54730 GORCY.....	392
Arrêté n° 2011-117 du 21 mars 2011 portant agrément provisoire n° 180 de l'entreprise de transports sanitaires SARL DU RUPT, 26 rue du Moulin Bas - 54470 THIAUCOURT REGNIEVILLE.....	393
<b>DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE.....</b>	<b>393</b>
RESSOURCES ET MILIEUX NATURELS.....	393
Arrêté n° 2011-DREAL-RMN-10 en date du 15 mars 2011 autorisant la destruction, l'altération, la dégradation d'aires de reproduction ou de repos et la capture, destruction de spécimens d'espèces animales protégées ainsi que la coupe et l'arrachage de spécimens d'espèces végétales protégées.....	393
Arrêté n° 2011-DREAL-RMN-13 en date du 18 mars 2011 autorisant la capture à des fins scientifiques de spécimens d'espèces animales protégées.....	396
<b>DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE.....</b>	<b>398</b>
Arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/381 du 26 janvier 2011 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Florent ALBRECHT, « La Tchav'production », Ferme de Mehon - 54300 LUNÉVILLE.....	398
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/383 du 26 janvier 2011 accordant des licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Jean BALLADUR, Association « La Mousson d'été » 9, rue Saint-Martin, Abbaye des Prémontrés - 54705 PONT-À-MOUSSON.....	398
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/384 du 26 janvier 2011 accordant des licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Jean Camille BLANC, Association « Cie les Sourcieuses », 1, rue de la Croix - 54830 VALLOIS.....	398
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/385 du 26 janvier 2011 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Madame Audrey BODERE, Association « ENTHEOS », 16, rue Robert Schuman - 54340 POMPEY.....	399
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/386 du 26 janvier 2011 accordant des licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Pierre BOILEAU, Espace Chaudeau, 1, Rond Point Chaudeau - 54710 LUDRES.....	399
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/387 du 26 janvier 2011 renouvelant la licence d'entrepreneur de spectacles à Madame Patricia CHARLES, « Compagnie des Transports » 21, Avenue Anatole France - 54000 NANCY.....	399
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/388 du 26 janvier 2011 renouvelant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Joffrey DELHOTAL, Association « Harmo & Co » 1, rue Claude Bolling - 54740 XIROCOURT.....	399
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/389 du 26 janvier 2011 renouvelant des licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Frédéric DENIS, Association « Art Production » Allée de la Poste - 54840 VELAINE-EN-HAYE.....	400
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/390 du 26 janvier 2011 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Dominique FAUCHEUR, Association « Compagnie la Cigogne » 23, rue Dupont des Loges - 54000 NANCY.....	400
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/391 du 26 janvier 2011 renouvelant la licence d'entrepreneur de spectacles à Madame Lydie FERRY, Théâtre de poche, Rue du Béarn - 54400 COSNES.....	400
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/392 du 26 janvier 2011 accordant des licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Julien FICELY, Association « Compagnie Filament » 12, Place du colonel Fabien - 54000 NANCY.....	401
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/393 du 26 janvier 2011 renouvelant des licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Lionel GUINGRICH, Association « Les pieds dans la lune » 6, rue du Moulin - 54112 ALLAMPS.....	401
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/394 du 26 janvier 2011 renouvelant des licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Gérard HOWALD, Mairie de Toul, 13, rue de Rigny - 54200 TOUL.....	401
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/395 du 26 janvier 2011 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Madame Emilie LANDO, Association « Street Harmony » 54, rue des 4 églises - 54000 NANCY.....	401
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/396 du 26 janvier 2011 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Hugues LECLERE, Association « Nancyphonies » 7-11, rue Saint-Lambert - 54000 NANCY.....	402
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/397 du 26 janvier 2011 accordant des licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Henry LEMOINE, Mairie de Pont-à-Mousson, 19, Place Duroc - 54700 PONT-À-MOUSSON.....	402
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/398 du 26 janvier 2011 renouvelant la licence d'entrepreneur de spectacles à Madame Sylvie MAILLARD, Association « Tac'théâtre » 32, Bd de Baudricourt - 54600 VILLERS-LÈS-NANCY.....	402
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/399 du 26 janvier 2011 accordant des licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Romain MONEREAU, Association « The Link Productions », 15, rue du général Patton - 54270 ESSEY-LÈS-NANCY.....	403
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/400 du 26 janvier 2011 renouvelant des licences d'entrepreneur de spectacles à Madame Stéphanie MULLER, Association « Zyryal Productions » 4, rue Jean-Jacques Rousseau - 54400 LONGWY-HAUT.....	403
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/401 du 26 janvier 2011 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Madame Nadia REZETTE, Association « APALVA » Avenue de la Libération, Foyer Robert Bouillon - 54190 VILLERUPT.....	403
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/402 du 26 janvier 2011 renouvelant des licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Roger TIRLICIEN, « Musique et Danse en Lorraine » Abbaye des Prémontrés, BP 83, 9, rue Saint-Martin - 54704 PONT-À-MOUSSON.....	403
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/403 du 26 janvier 2011 renouvelant la licence d'entrepreneur de spectacles à Madame Danielle TREVIS, « Le Pavillon bleu » Le Pont de Fresnes - 54200 VILLEY-SAINT-ETIENNE.....	404
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/404 du 26 janvier 2011 renouvelant la licence d'entrepreneur de spectacles à Madame Véronique VALENTIN, Association « Cie l'Escalier » 26, rue de l'Orme - 54220 MALZÉVILLE.....	404
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/405 du 26 janvier 2011 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Antoine WATISSE, Association « Tara la Compagnie » 6, rue Callot - 54000 NANCY.....	404
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>405</b>
AGRICULTURE - FORET - CHASSE.....	405
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 009, du 28 janvier 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à TONNOY - ORMES-&-VILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3202.....	405
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 010, du 28 janvier 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à TONNOY - BENNEY - ORMES-&-VILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3207.....	405
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 012, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à SORNEVILLE - MONCEL-SUR-SEILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3210.....	405
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 013, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à FLAVIGNY-SUR-MOSELLE - CEINTREY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3174.....	405
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 014, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à FLAVIGNY-SUR-MOSELLE - CEINTREY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3205.....	406
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 015, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à FLAVIGNY-SUR-MOSELLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3196.....	406
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 016, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à PULNEY - GRIMONVILLER - FECOCOURT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3200.....	406
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 017, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à FECOCOURT - DOMMARIE- EULMONT - PULNEY - GRIMONVILLER - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3204.....	407
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 018, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à DOMMARIE-EULMONT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3206.....	407
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 019, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à MONT-L'ETROIT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3189.....	407
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 020, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à MONT-L'ETROIT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3209.....	408

Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 021, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à PAGNEY-DERRIERE-BARINE - ECRUVES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3182.....	408
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 022, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à UGNY - CONS-LA-GRANDVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3145.....	408
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 023, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT-MARCEL - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3187.....	409
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 024, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT-NICOLAS-DE-PORT - VARANGEVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3195.....	409
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 025, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à ROGEVILLE - DOMEVRE-EN-HAYE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3153.....	409
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 026, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à UGNY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3197.....	410
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 027, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à EINVAUX - CLAYEURES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3168.....	410
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 028, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à SORNEVILLE - MONCEL-SUR-SEILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3203.....	410
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 029, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à HENAMENIL - XURES - PARROY - MOUACOURT - EINVILLE-AU-JARD - BAUZEMONT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3107.....	411
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 030, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à THUMEREVILLE - ABBEVILLE-LES-CONFLANS - OZERAILLES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3188.....	411
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 123, du 14 mars 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à COLMEY - VILLETTE - GRAND-FAILLY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3199.....	411
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 124, du 14 mars 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à ALLAMONT - MOULOTTE 55 - VILLERS PAREID 55 - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3217.....	412
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 125, du 14 mars 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BICQUELEY - OCHEY - BLENOD-LES-TOUL - MOUTROT - GYE - CREZILLES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3231.....	412
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 126, du 14 mars 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à DOLCOURT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3211.....	412
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 127, du 14 mars 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à XEUILLEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3222.....	413
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 128, du 14 mars 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à PETTONVILLE - MIGNEVILLE - VEHO - BROUVILLE - REHERREY - RECLONVILLE - VAXAINVILLE - HABLAINVILLE - NEUVILLER-LES-BADONVILLER - HERBEVILLER - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3213.....	413
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 129, du 14 mars 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à NOMENY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3230.....	413
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 130, du 14 mars 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à LAGNEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3226.....	414
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 131, du 14 mars 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BARISEY-AU-PLAIN - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3190.....	414
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 132, du 14 mars 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à CONS-LA-GRANDVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3198.....	414
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 133, du 14 mars 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à RICHARDMENIL - CEINTREY - FLAVIGNY-SUR-MOSELLE - PULLIGNY - LEMAINVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3219.....	415
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 134, du 14 mars 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à VALHEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3118.....	415
Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/113, du 16 mars 2011, approuvant les statuts de l'association foncière d'AVILLERS .....	415
Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/114, du 16 mars 2011, approuvant les statuts de l'association foncière de CREPEY .....	416
Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/115, du 16 mars 2011, approuvant les statuts de l'association foncière de DOMPRIX .....	416
Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/116, du 16 mars 2011, approuvant les statuts de l'association foncière de JOPPECOURT .....	416
Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/117, du 16 mars 2011, approuvant les statuts de l'association foncière de LANTEFONTAINE-IMMONVILLE .....	417
Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/118, du 14 mars 2011, approuvant les statuts de l'association foncière de SOMMERVILLER .....	417
Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/119, du 14 mars 2011, approuvant les statuts de l'association foncière de SIONVILLER .....	418
Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/122, du 15 mars 2011, approuvant les statuts de l'association foncière de VITERNE .....	418
Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/152, du 25 mars 2011, approuvant les statuts de l'association foncière d'ARRAYE-ET-HAN.....	418
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE.....</b>	<b>419</b>
SOLIDARITE - INSERTION.....	419
Arrêté n° 47/54/11 du 17 février 2011 annulant l'arrêté n° 37/54/10 du 22 décembre 2010 et modifiant l'arrêté n° 729/54/10 du 27 octobre 2010 autorisant l'ouverture d'un service mandataire judiciaire à la protection des majeurs par l'Union Départementale Mutualiste.....	419
Arrêté n° DDSCS/SI/2011-59 du 10 mars 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs.....	420
Arrêté n° DDSCS/SI/2011-60 du 10 mars 2011 complétant l'arrêté n° DDSCS/SI/2010-74 du 16 février 2010 fixant la liste des mandataires judiciaires du département de Meurthe-et-Moselle.....	420
<b>AUTRES SERVICES.....</b>	<b>421</b>
<b>ETABLISSEMENT PUBLIC INTERCOMMUNAL 3H SANTE.....</b>	<b>421</b>
Décision du 25 février 2011 portant délégations de signatures.....	421
<b>MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE DE NANCY.....</b>	<b>422</b>
Décision n° 2011/001 du 22 mars 2011 portant délégation de signature.....	422
<b>CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY.....</b>	<b>422</b>
Décision n° 023/11 du 23 mars 2011 portant délégation de signature.....	422
<b>AVIS ET COMMUNICATIONS.....</b>	<b>423</b>
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....</b>	<b>423</b>
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>423</b>
AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME, RISQUES.....	423
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 43940 du 14 mars 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de JARVILLE.....	423
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 45202 du 14 mars 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de FONTENOY-LA-JOUTE.....	423
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 46470 du 22 mars 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de MARS-LA-TOUR.....	423
<b>AUTRES SERVICES.....</b>	<b>423</b>
<b>CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....</b>	<b>423</b>
Avis d'examen professionnel d'ouvrier professionnel qualifié (au titre de l'année 2010) (annule et remplace l'avis du 14 mars 2011).....	423

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****CABINET***Bureau du cabinet***Arrêté du 10 décembre 2010 portant attribution de la médaille d'honneur des travaux publics - Promotion du 1er janvier 2011**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret du 1er mai 1897 instituant la médaille d'honneur des travaux publics, modifié par les décrets des 1er juillet 1922 et 17 mars 1924,  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,  
VU le décret n° 98-469 du 10 juin 1998 modifiant le décret du 1er mai 1897 instituant la médaille d'honneur des travaux publics,  
VU l'arrêté du 30 juillet 1998 fixant les conditions d'application du décret du 1er mai 1897 modifié instituant les médailles d'honneur en faveur des personnels d'exploitation du ministère de l'équipement,  
VU l'article 1er du décret n° 98-469 du 10 juin 1998 modifiant le décret du 1er mai 1897 et portant attribution de la médaille d'honneur des travaux publics par le Préfet du département territorialement compétent,  
SUR proposition de Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet,

**A R R E T E**

**Article 1er :** La médaille d'honneur des travaux publics est décernée aux personnes suivantes :

- |  |   |
|--|---|
| - M. DANGEL Jean-Paul<br>agent d'exploitation spécialisé<br>55 rue Nungesser et Coli<br>54200 ECROUVES         | - M. WALD Gilbert<br>chef d'équipe d'exploitation principale<br>2 C rue de l'exploitation<br>54360 BLAINVILLE |
| - M. GAGEY Pascal<br>agent d'exploitation spécialisé<br>17 rue du Magnoray<br>70000 VESOUL                     | - M. LALLEMENT Lionel<br>agent d'exploitation spécialisé<br>2 allée des saules<br>54690 EULMONT               |
| - M. GALES Michel<br>agent d'exploitation spécialisé<br>14 rue de la Gare<br>54122 AZERAILLES                  | - M. MAGAR Philippe<br>chef d'équipe d'exploitation principale<br>152 chemin départemental<br>57440 ALGRANGE  |
| - M. GRANDJEAN Daniel<br>chef d'équipe d'exploitation<br>22 rue Anne Feriet<br>54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT     | - M. MANDASCH Alain<br>contrôleur des TPE<br>84 d'Hamanxard<br>88340 LE VAL D'AJOL                            |
| - M. GRECARD Eric<br>contrôleur des TPE<br>84 chemin sous la Roche<br>39310 LAMOURA                            | - M. MORANDINI Alain<br>contrôleur divisionnaire des TPE<br>14 JP Jean<br>57280 MAIZIERES LES METZ            |
| - M. DIDIERJEAN Alain<br>CTRLP<br>1 place de la Liberté<br>88130 CHARMES                                       | - M. QUERRY Patrick<br>agent d'exploitation spécialisé<br>21 rue de Bourgogne<br>54390 FROUARD                |
| - M. HALTER Fabrice<br>chef d'équipe d'exploitation principale<br>29 rue de Justemont<br>57290 FAMECK          | - M. DIEUDONNE Patrick<br>agent d'exploitation spécialisé<br>27 rue des Roses<br>57420 FLEURY                 |
| - M. HACHET Jean-Luc<br>Agent d'exploitation spécialisé<br>23 rue de la Croix Sainte Anne<br>54840 GONDREVILLE |   |

**Article 2 :** Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux intéressés ainsi qu'à Mme la ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement.

Nancy, le 10 décembre 2010

Le Préfet,  
Dominique BELLION

**Arrêté du 21 mars 2011 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924  
VU le décret n°70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour actes de courage et de dévouement  
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements  
SUR proposition de M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours

**A R R E T E**

**Article 1er :** la médaille de bronze pour actes de courage et de dévouement est décernée à :

- M. Laurent SCHERTZ.

Le 15 septembre 2010, sur le chemin de halage du canal, rue Vayringe à Nancy, M. SCHERTZ n'a pas hésité à plonger dans le canal afin de porter assistance à une jeune femme qui se noyait. Le courage et l'intervention rapide de M. SCHERTZ ont permis de sauver la victime.

**Article 2 :** le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur départemental des services d'incendie et de secours et sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.  
Nancy, le 21 mars 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

---

**Arrêté du 22 mars 2011 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924

VU le décret n°70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour actes de courage et de dévouement

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements

SUR proposition du général de corps d'armée, commandant la région de gendarmerie de Lorraine et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est.

**ARRETE**

**Article 1er :** la médaille de bronze pour actes de courage et de dévouement est décernée à :

- M. Florian NIDERLEIDNER (gendarme adjoint volontaire).

Le 2 février 2011, à Avricourt, M. NIDERLEIDNER, après avoir alerté les secours, intervient au domicile de son voisin, quinquagénaire handicapé, pour l'extraire de sa maison dont la toiture, en flammes, commence à s'effondrer. Le professionnalisme et le sang froid de M. NIDERLEIDNER ont permis de sauver la vie de la victime.

**Article 2 :** le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au général de corps d'armée, commandant la région de gendarmerie de Lorraine et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est et sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 22 mars 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

---

*Service interministériel de défense et de la protection civile*

**Arrêté du 25 mars 2011 portant habilitation d'une association de formation et de préparation des jeunes sapeurs-pompiers au brevet national de jeunes sapeurs-pompiers**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi du 1er juillet 1901 modifiée et complétée, relative aux contrats d'associations ;

VU la loi n° 96-370 du 3 mai 1996, modifiée relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers ;

VU le décret n° 97-1225 du 26 décembre 1997, relatif à l'organisation des Services d'Incendie et de Secours ;

VU le décret n° 99-1039 du 10 décembre 1999 modifié, relatif aux sapeurs-pompiers volontaires ;

VU le décret n° 2000-825 du 28 août 2000, relatif à la formation des jeunes sapeurs-pompiers et portant organisation du brevet national de cadets de sapeurs-pompiers, modifié par le décret n° 2002-1480 du 20 décembre 2002 ;

VU l'arrêté du 28 août 2001, relatif à la formation et à l'agrément des sections de jeunes sapeurs-pompiers, et portant organisation du brevet national de jeunes sapeurs-pompiers ;

VU la délibération du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle, en date du 21 septembre 2010 ;

VU le dossier de demande d'habilitation déposé par la Présidente de l'Union Départementale des Sapeurs-Pompiers de Meurthe-et-Moselle, en date du 15 février 2011 ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** L'Union Départementale des Sapeurs-Pompiers de Meurthe-et-Moselle est habilitée pour la formation et la préparation des jeunes Sapeurs-Pompiers, au Brevet National de Jeunes Sapeurs-Pompiers, pour une durée de trois années à compter du présent arrêté ;

**Article 2 :** Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du département.

Nancy, le 25 mars 2011

Pour le Préfet,  
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,  
Frédéric BERNARDO

---

**DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES**  
*Bureau des réglementations*

**Arrêté du 15 mars 2011 portant autorisation d'apposer une marque distinctive d'interdiction de survol à basse altitude du site industriel de la station de compression de gaz naturel située sur le territoire de la commune de CERVILLE**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code des transports,

VU le code de l'aviation civile,

VU le décret 2004-57 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU l'arrêté interministériel du 10 octobre 1957 relatif au survol des agglomérations et des rassemblements de personnes ou d'animaux,

VU l'arrêté du 17 novembre 1958 modifié, réglementant la circulation aérienne des hélicoptères,

VU l'arrêté du 15 juin 1959 précisant les marques distinctives à apposer sur les hôpitaux, les centres de repos ou tout autre établissement ou exploitation pour en interdire le survol à basse altitude,

VU la demande de la Direction des Grandes Infrastructures de Gaz de France SUEZ sollicitant l'autorisation d'apposer une marque distinctive d'interdiction du site industriel de la station de compression de gaz naturel située sur le territoire de la commune de CERVILLE,

VU l'avis favorable de la déléguée territoriale à l'aviation civile Lorraine Champagne Ardenne,  
CONSIDÉRANT que toutes les mesures visant à protéger un établissement industriel contre les intrusions par voie aérienne doivent être mises en œuvre,

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

#### ARRETE

**Article 1er :** La Direction des Grandes Infrastructures de Gaz de France SUEZ est autorisée à faire apposer sur le site industriel de la station de compression de gaz naturel située sur le territoire de la commune de CERVILLE, une marque distinctive d'interdiction de survol à basse altitude conformément aux dispositions techniques réglementaires de l'article 2 de l'arrêté du 15 juin 1959 susvisé.

**Article 2 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la déléguée territoriale de l'aviation civile Lorraine Champagne Ardenne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Direction des Grandes Infrastructures de Gaz de France SUEZ et dont copie sera transmise au maire de CERVILLE ;

- copie du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 15 mars 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François MALHANCHE

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa réception.*

#### Dossier n° 2011/0023 - Arrêté du 22 mars 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à POMPEY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Ateliers Techniques de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey allée des Jardiniers - 54340 POMPEY présentée par M. Laurent TROGRIC président de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéosurveillance en sa séance du 31 janvier 2011 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Monsieur Laurent TROGRIC est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2011/0023.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Laurent TROGRIC.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 6 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Laurent TROGRIC Président de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey, rue des 4 Eléments - 54340 POMPEY et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de POMPEY.

Nancy, le 22 mars 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Dossier n° 2011/0030 - Arrêté du 22 mars 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé boulangerie pâtisserie MILLER place Henri Mengin (marché couvert) - 54000 NANCY présentée par Monsieur Jean-Charles MULLER ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéosurveillance en sa séance du 31 janvier 2011 ;

VU l'avis émis par le responsable des marchés de détail de la ville de NANCY ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Monsieur Jean-Charles MILLER est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2011/0030.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jean-Charles MILLER.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Jean-Charles MULLER, 12 rue Fabert - 54060 VILLERS LES NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 22 mars 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA



## DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

*Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités***Arrêté du 16 mars 2011 désignant les représentants des communes, des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, des syndicats de communes et des syndicats mixtes au sein de la commission départementale de la coopération intercommunale de Meurthe-et-Moselle**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 5211-42 et suivants et R 5211-23-1 et suivants du code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 février 2011 fixant les modalités d'élections des membres représentant les communes, les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, les syndicats de communes et les syndicats mixtes, à la formation plénière de la commission départementale de la coopération intercommunale ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 février 2011 fixant le nombre de membres de la formation plénière et de la formation restreinte de la commission départementale de la coopération intercommunale, ainsi que l'attribution du nombre de sièges aux différentes catégories de représentants ;

VU la circulaire n° IOC K 11 03795 C du 04 février 2011 fixant les modalités de composition et de fonctionnement de la commission départementale de la coopération intercommunale ;

CONSIDÉRANT que pour la désignation des représentants des communes, lorsqu'une seule liste de candidats réunissant les conditions requises a été adressée au représentant de l'Etat dans le département par l'association départementale des maires et qu'aucune autre candidature individuelle ou collective n'est présentée, le représentant de l'Etat en prend acte et il n'est pas procédé à l'élection des représentants des différents collèges des maires, qu'il en est de même pour la désignation des représentants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et celle des représentants des syndicats et syndicats mixtes ;

CONSIDÉRANT que le vendredi 25 février 2011 à 16H00, date limite de réception des listes de candidatures à la préfecture - bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités -, seule l'association des maires de Meurthe-et-Moselle a déposé des listes satisfaisant aux conditions de la réglementation ;

CONSIDÉRANT que, si une liste portant sur le collège électoral n°3, non conforme aux conditions fixées par la réglementation, a bien été déposée dans le délai légal puis régularisée dans un délai de trois jours ouvrables, cette liste a été retirée le 04 mars 2011 ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er** : il est pris acte que la commission départementale de la coopération intercommunale dans sa formation plénière, pour les collèges des communes, le collège des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et le collège des syndicats de communes et syndicats mixtes, est composée ainsi qu'il suit :

Collège des communes dont la population est inférieure à la moyenne départementale, soit 1250 habitants :

membres titulaires :

- Mme Rose-Marie FALQUE, maire d'Azerailles,
- M. Jean-François DAMIEN, maire de Grand-Failly,
- M. Dominique POTIER, maire de Lay-Saint-Rémy
- M. Luc MARTIN, maire de Benney
- M. Olivier JACQUIN, adjoint au maire de Limey-Reménauville
- M. Jean-François GUILLAUME, maire de Ville-en-Vermois
- M. Claude MANET, maire de Bruley
- Mme Catherine BOURSIER, adjointe au maire de Champey-sur-Moselle

liste complémentaire :

- M. Daniel NEY, maire de Saint-Ail-Habonville
- M. Jacques BOULANGER, maire de Pierre-Percée
- Mme Marie-Louise HARALAMBON, maire de Favières
- M. Daniel ROESER, maire de Tellancourt

Collège des cinq communes les plus peuplées du département :

membres titulaires :

- M. André ROSSINOT, maire de Nancy
- Mme Marie-Thérèse MATTERA, adjointe au maire de Vandoeuvre
- M. Jacques LAMBLIN, maire de Lunéville
- Mme Nicole FEIDT, maire de Toul
- M. Laurent GARCIA, maire de Laxou
- Mme Claudine GUIDAT, adjointe au maire de Nancy

liste complémentaire :

- M. Gérard RONGEOT, conseiller municipal de Nancy
- M. Pierre ROUSSELOT, adjoint au maire de Vandoeuvre
- Mme Brigitte FLEURANTIN, adjointe au maire de Lunéville

Collège des communes d'au moins 1250 habitants, hors les cinq communes les plus peuplées du département :

membres titulaires :

- M. Henri BEGORRE, maire de Maxéville
- M. Christian ECKERT, maire de Trieux
- M. Guy VATTIER, maire de Brier
- M. Maurice VILLAUME, maire de Damelevières
- M. Filipe PINHO, maire de Chaligny

liste complémentaire :

- Mme Christiane CONTAL, maire de Pagny-sur-Moselle
- M. Luc BINSINGER, maire de Saint-Nicolas de Port
- M. Jean-Luc SENAULT, maire de Flavigny-sur-Moselle

Collège des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre :

membres titulaires :

- M. Edouard JACQUE, président de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy
- M. Laurent TROGRIC, président de la communauté de communes du Bassin de Pompey
- M. François GENAY, président de la communauté de communes de la Mortagne
- M. Pierre BOILEAU, vice-président de la communauté urbaine du Grand Nancy
- M. Christian DAYNAC, président de la communauté de communes du Pays de Colombey et du sud toulou
- M. Ennio BAZZARA, vice-président de la communauté de communes du Grand Couronné
- M. Henri LEMOINE, président de la communauté de communes du Pays de Pont-à-Mousson

- M. Bernard BRUNETTE, président de la communauté de communes des Deux Rivières  
- M. Henri POIRSON, président de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch  
- M. Laurent de GOUVION SAINT-CYR, président de la communauté de communes du Lunévillois  
- Mme Marie-José FOURNIER, présidente de la communauté de communes des côtes en Haye  
- M. Jacky ZANARDO, président de la communauté de communes du Jarnisy  
- M. Robert BLAISE, président de la communauté de communes des Pays du sel et du Vermois  
- M. Gilbert ZIEGER, président de la communauté de communes de la Vezouze  
- M. Jacques FLORENTIN, président de la communauté de communes de Seille et Mauchère  
- M. Michel CLAIRE, délégué de la communauté de communes du Bayonnais  
- Mme Annie VILLA, présidente de la communauté de communes Moselle et Madon  
- M. Serge DE CARLI, vice-président de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy  
- M. Pascal JACQUEMIN, délégué de la communauté urbaine du Grand Nancy

liste complémentaire :

- M. Jean-Pierre COUTEAU, président de la communauté de communes de Hazelle  
- M. Pierre MERSCH, président de la communauté de communes du Pays de Longuyon  
- Mme Annie FARRUDJA, présidente de la communauté de communes du Val de Meurthe  
- M. Christian GUILLAUME, président de la communauté de communes du Grand Couronné  
- M. Bernard MULLER, président de la communauté de communes du Badonvillois  
- M. Bernard BURTE, vice-président de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch  
- M. Jean-Jacques BIC, vice-président de la communauté de communes du Grand Valmon  
- M. Christian LOMBARD, vice-président de la communauté de communes du Pays de l'Orne  
- M. Antoine PERNOT, vice-président de la communauté de communes de Seille et Mauchère  
- M. Bernard LABBE, vice-président de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy

Collège des syndicats de communes et des syndicats mixtes :

membres titulaires :

- M. Jean-François HUSSON, président de syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale sud Meurthe-et-Moselle  
- M. Jean-François GRANDBASTIEN, président du syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement du Bassin de Pompey

liste complémentaire :

- M. Alain MERCIER, président du syndicat des eaux du Soiron

**Article 2** : ces listes peuvent être contestées devant le tribunal administratif dans les dix jours qui suivent la publication du présent arrêté par tout électeur, par les candidats et par le préfet.

**Article 3** : le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée aux membres de la commission départementale de la coopération intercommunale, à la présidente de l'association des maires de Meurthe-et-Moselle, et dont publication sera faite au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 16 mars 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

#### Arrêté du 16 mars 2011 autorisant le retrait de la commune de THÉLOD du syndicat intercommunal scolaire du Saintois

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5212-29 et L5211-25-1 ;

VU le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 juin 1973 portant création du syndicat intercommunal scolaire du Saintois ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Thélod en date du 26 septembre 2008 demandant son retrait du syndicat intercommunal du Saintois ;

VU la délibération du 9 décembre 2008, par laquelle le comité syndical du syndicat scolaire intercommunal du Saintois refuse ce retrait ;

VU la lettre de la commune de Thélod demandant au préfet de recourir à la procédure dérogatoire prévue par les articles L5212-29 et L5211-45 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'avis favorable au retrait de la commune de Thélod du syndicat intercommunal du Saintois, rendu le 28 mai 2010 par la commission départementale de coopération intercommunale, réunie en formation restreinte ;

CONSIDÉRANT que la commune de Thélod n'emporte aucun bien dans son propre patrimoine lors de sa sortie et qu'elle n'en conservera pas les droits et obligations qui s'y rattachent, qu'en conséquence, elle n'est pas tenue de supporter le remboursement du solde de l'encours de la dette au-delà de sa sortie du syndicat ;

VU la lettre de la présidente du syndicat intercommunal scolaire du Saintois en date 25 janvier 2011 ;

VU la lettre de la commune de Thélod en date du 28 janvier 2011 ;

SUR proposition de la sous-préfète chargée de mission ;

#### ARRETE

**Article 1er** : Le retrait de la commune de Thélod du syndicat intercommunal scolaire du Saintois est autorisé.

**Article 2** : Ce retrait s'effectue sans conditions financières.

**Article 3** : Le présent arrêté peut être contesté devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de 2 mois suivant sa notification ou sa publication.

**Article 4** : La sous-préfète chargée de mission, le président du syndicat intercommunal du Saintois et la commune de Thélod sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux communes membres du syndicat, à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 16 mars 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
La Sous-Préfète chargée de mission,  
Juliette TRIGNAT

#### Arrêté du 18 mars 2011 autorisant l'adhésion des communes de GUGNEY, OLLEY, OZERAILLES, PAGNY-SUR-MOSELLE, SAINT-MARCEL et du Syndicat Départemental d'Assainissement Autonome de MILLERY-AUTREVILLE (SIAMA) au Syndicat Mixte Départemental d'Assainissement Autonome de Meurthe-et-Moselle (SDAA54)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5711-1 et L5211-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU l'arrêté préfectoral du 14 juin 2002 autorisant la création du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome (SDAA54) ;  
VU les délibérations des communes suivantes : Gugney (12/10/2009), Olley (01/02/2010), Ozerailles (11/12/2009), Pagny-sur-Moselle (18/12/2008) et Saint-Marcel (5/03/2010) demandant leur adhésion au SDAA54 ;  
VU la délibération du syndicat intercommunal d'assainissement de Millery- Autreville-sur-Moselle (SIAMA) en date du demandant son adhésion au SDAA54 ;  
VU la délibération n° 16-2010 du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome du 22 septembre 2009 par laquelle le conseil syndical accepte ces demandes d'adhésion ;  
VU la lettre de notification du 30 septembre 2010, demandant aux conseils des collectivités membres du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome de délibérer ;  
VU les délibérations des collectivités membres favorables à ces adhésions telles que recensées en annexe 1 du présent arrêté ;  
CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des collectivités membres du SDAA54, la majorité qualifiée édictée par les articles L5211-18 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

**Article 1er** : L'adhésion des communes de Gugney, Olley, Ozerailles, Pagny-sur-Moselle et Saint-Marcel au syndicat mixte départemental d'assainissement autonome est autorisée.

Les communes de Gugney, Olley, Ozerailles, Pagny-sur-Moselle et Saint-Marcel sont représentées au sein du comité syndical, chacune, par 1 délégué titulaire et un délégué suppléant.

**Article 2** : L'adhésion du syndicat intercommunal d'assainissement de Millery- Autreville-sur-Moselle (SIAMA) au syndicat mixte départemental d'assainissement autonome est autorisée.

Le syndicat intercommunal d'assainissement de Millery- Autreville-sur-Moselle (SIAMA) est représenté au sein du comité syndical par 1 délégué titulaire et un délégué suppléant.

**Article 3** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul, et le président du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires et présidents des collectivités concernées ainsi qu'à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 mars 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François MALHANCHE

#### *Bureau des procédures environnementales*

#### **Arrêté du 17 mars 2011 prorogeant l'arrêté préfectoral du 17 juin 2010 autorisant l'occupation temporaire de parcelles pour la réalisation des travaux de mise en 2x2 voies de la RN 59 entre SAINT-CLEMENT et AZERAILLES**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'article 433-11 du code pénal ;  
VU la loi du 29 décembre 1892 modifiée sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution de travaux publics ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU l'arrêté préfectoral du 28 juin 2006, autorisant l'occupation temporaire de parcelles pour la réalisation des travaux de mise à 2X2 voies de la RN 59, entre SAINT-CLEMENT et AZERAILLES ;  
VU les arrêtés préfectoraux des 24 juin 2009 et 17 juin 2010 prorogeant l'occupation temporaire des terrains ;  
VU la demande de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Lorraine du 14 février 2011 sollicitant la prorogation jusqu'au 30 septembre 2011 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2010 susvisé ;  
SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

#### ARRETE

**Article 1er** : L'occupation temporaire des terrains accordée par l'arrêté préfectoral du 17 juin 2010 est prorogée jusqu'au 30 septembre 2011 pour les parcelles désignées sur l'état et plans parcellaires joints au présent arrêté.

**Article 2** : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 3** : Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Sous-Préfet de LUNEVILLE, le Maire de la commune de SAINT-CLEMENT, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Lorraine sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée au Directeur départemental des territoires.

Nancy, le 17 mars 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François MALHANCHE

#### **Arrêté du 17 mars 2011 portant déclaration d'utilité publique des travaux de création d'un parking et d'un cheminement piétons à CERVILLE**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1 à L.11-6 et R.11-1 à R.11-18 ;  
VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et son décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU la délibération du 13 septembre 2010 du conseil municipal de Cerville demandant l'ouverture d'une enquête en vue d'aboutir à une déclaration d'utilité publique du projet de création de parking et cheminement piétons ;  
VU le dossier établi par le maire de Cerville en vue de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;  
VU l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2010 prescrivant l'ouverture, du 6 janvier 2011 au 27 janvier 2011 inclus, d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;  
VU les pièces justificatives de l'accomplissement des formalités de publicité de ladite enquête ;  
VU les résultats de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;

VU l'avis favorable, émis le 10 février 2011, par le commissaire enquêteur ;  
CONSIDERANT que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies ;  
SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

**ARRETE**

**Article 1er** : Les travaux de création d'un parking et d'un cheminement piétons à CERVILLE, sont déclarés d'utilité publique.

**Article 2** : Le maire de CERVILLE est autorisé à acquérir les parcelles nécessaires au projet, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

**Article 3** : L'expropriation doit être accomplie dans le délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

**Article 4** : Le présent arrêté sera affiché, dès sa réception, dans la commune de CERVILLE aux lieux habituels d'information du public. L'accomplissement de cette formalité sera constaté par la production d'un certificat d'affichage établi par le maire.

Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 6** : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 7** : Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Maire de CERVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à la présidente du tribunal administratif de Nancy, au Directeur départemental des territoires.

Nancy, le 17 mars 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François MALHANCHE

---

**Arrêté du 17 mars 2011 portant déclaration d'utilité publique des travaux de construction d'un ouvrage de sur-inondation sur la commune de BARBONVILLE dans le cadre de la réalisation du programme de protection contre les inondations, de restauration, protection et valorisation des milieux aquatiques du Chaufontaine et de ses affluents**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1 à L.11-6 et R.11-1 à R.11-18 ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et son décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la délibération du 8 juillet 2010 de la communauté de communes du Val de Meurthe sollicitant la déclaration d'intérêt général valant déclaration d'utilité publique et l'autorisation du programme de protection contre les inondations, de restauration, de protection et de valorisation des milieux aquatiques du Chaufontaine et de ses affluents, au titre des articles L.211-7 et L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement ;

VU le dossier établi par la communauté de communes du Val de Meurthe en vue de l'enquête préalable à la déclaration d'intérêt général valant déclaration d'utilité publique ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2010 prescrivant l'ouverture, du lundi 16 août 2010 au vendredi 3 septembre 2010 inclus, d'une enquête préalable à la déclaration d'intérêt général valant déclaration d'utilité publique et l'autorisation du programme de protection contre les inondations, de restauration, de protection et de valorisation des milieux aquatiques du Chaufontaine et de ses affluents, au titre des articles L.211-7 et L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement ;

VU les pièces justificatives de l'accomplissement des formalités de publicité de ladite enquête ;

VU les résultats de l'enquête préalable à la déclaration d'intérêt général valant déclaration d'utilité publique ;

VU l'avis favorable, émis le 2 novembre 2010, par le commissaire enquêteur ;

VU l'avis favorable du 8 novembre 2010 du Sous-Préfet de LUNEVILLE ;

VU le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 17 janvier 2011 ;

CONSIDERANT que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies ;

CONSIDERANT que l'enquête préalable à la déclaration d'intérêt général vaut enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

**ARRETE**

**Article 1er** : Les travaux de construction d'un ouvrage de sur-inondation sur la commune de BARBONVILLE dans le cadre de la réalisation du programme de protection contre les inondations, de restauration, protection et valorisation des milieux aquatiques du Chaufontaine et de ses affluents sont déclarés d'utilité publique.

**Article 2** : La communauté de communes du Val de Meurthe est autorisée à acquérir les parcelles nécessaires au projet, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

**Article 3** : L'expropriation doit être accomplie dans le délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

**Article 4** : Le présent arrêté sera affiché, dès sa réception, dans la commune de BARBONVILLE aux lieux habituels d'information du public. L'accomplissement de cette formalité sera constaté par la production d'un certificat d'affichage établi par le maire.

Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 6** : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 7** : Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Sous-Préfet de LUNEVILLE, le Maire de BARBONVILLE, la Présidente de la communauté de communes du Val de Meurthe sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au Directeur départemental des territoires.

Nancy, le 17 mars 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François MALHANCHE

---

**DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS**

*Bureau de l'interministérialité*

**Arrêté n° 11.BI.46 du 21 mars 2011 accordant délégation de signature au Colonel Francis PACCAGNINI, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

VU l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

VU l'ordonnance modifiée n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ;

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 95-304 du 21 mars 1995 portant publication de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des états de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU le décret n° 95-305 du 21 mars 1995 portant publication de l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 16 mai 2008 nommant Monsieur Francis PACCAGNINI au grade de colonel ;

VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n° 2010-1295 du 28 octobre 2010 modifiant le décret n° 97-199 du 5 mars 1997 relatif au remboursement de certaines dépenses supportées par les forces de police et de gendarmerie et le décret n° 2008-252 du 12 mars 2008 relatif à la rémunération de certains services rendus par le ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté préfectoral N° 11.BI.21 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature au Colonel Francis PACCAGNINI, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'ordre de mutation 034524 DEF/GEND/RH/P/PO en date du 12 mars 2008 désignant le Colonel Francis PACCAGNINI pour commander le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1er août 2008 ;

VU le protocole de complémentarité entre la direction régionale des douanes et droits indirects, la direction départementale de la sécurité publique, la direction départementale de la police aux frontières, le groupement de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle et la CRS Lorraine Alsace relatif à la reconduite des étrangers en situation irrégulière en date du 1er mars 2005 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**Article 1er :** L'article 1 de l'arrêté préfectoral N° 11.BI.21 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature au Colonel Francis PACCAGNINI, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« Délégation de signature est donnée au colonel Francis PACCAGNINI, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer :

- les décisions de remise aux autorités d'Allemagne, de Belgique et du Luxembourg prévues à l'article L.531-1 de l'ordonnance N° 2004-1248 du 24 novembre 2004 relative à la partie législative du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile,
- les conventions concernant le remboursement des dépenses supportées par l'Etat, à l'occasion de services d'ordre et de relations publiques exécutés à la demande de tiers par les effectifs du groupement de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, ainsi que la convention particulière établie à chaque rencontre sportive détaillant les moyens en personnels et en moyens mis en oeuvre par l'Etat. »

**Article 2 :** Le secrétaire général de la préfecture et le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 mars 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

#### **Arrêté n° 11.BI.47 du 21 mars 2011 accordant délégation de signature à M. Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

VU l'ordonnance modifiée n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 95-304 du 21 mars 1995 portant publication de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU le décret n° 95-305 du 21 mars 1995 portant publication de l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2010-1295 du 28 octobre 2010 modifiant le décret n° 97-199 du 5 mars 1997 relatif au remboursement de certaines dépenses supportées par les forces de police et de gendarmerie et le décret n° 2008-252 du 12 mars 2008 relatif à la rémunération de certains services rendus par le ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;

VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel n° 849 du 4 août 2008 nommant M. Lionel RAZUREL, commissaire divisionnaire, directeur départemental de la sécurité publique dans le département de Meurthe-et-Moselle, chef de district et commissaire central à Nancy à compter du 10 septembre 2008 ;

VU l'arrêté préfectoral N° 11.BI.15 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle ;

VU le protocole de complémentarité entre la direction régionale des douanes et droits indirects, la direction départementale de la sécurité publique, la direction départementale de la police aux frontières, le groupement de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle et la CRS Lorraine Alsace relatif à la reconduite des étrangers en situation irrégulière en date du 1er mars 2005 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**Article 1er :** L'article 1 de l'arrêté préfectoral N° 11.BI.15 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle, est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« Délégation de signature est donnée à M. Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer :

- les décisions de remise aux autorités d'Allemagne, de Belgique et du Luxembourg prévues à l'article L.531-1 de l'ordonnance N° 2004-1248 du 24 novembre 2004 relative à la partie législative du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile,

- les conventions concernant le remboursement des dépenses supportées par l'Etat, à l'occasion de services d'ordre et de relations publiques exécutés à la demande de tiers par les effectifs du groupement de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, ainsi que la convention particulière établie à chaque rencontre sportive détaillant les moyens en personnels et en moyens mis en oeuvre par l'Etat. »

**Article 2 :** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 mars 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

---

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

### DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES EST-STRASBOURG

**Centre de détention d'ECROUVES – Décision du 17 mars 2011 portant délégation de signature pour des décisions administratives individuelles**

VU le code de procédure pénale, notamment son article R57-6-24 ;

VU l'article 7 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 ;

VU l'article 30 du décret n° 2005-1755 du 30 décembre 2005 ;

VU l'arrêté du ministre de la justice en date du 20 juillet 2010 nommant Monsieur Olivier PIPINO en qualité de chef d'établissement du Centre de détention d'ECROUVES ;

Monsieur Olivier PIPINO, Chef d'établissement du Centre de détention d'ECROUVES,

#### DECIDE

**Article 1er :** Délégation permanente est donnée à Madame Katia SIRE-GELIS, Directrice des services pénitentiaires, adjointe au chef d'établissement, aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 2 :** Délégation permanente est donnée à Madame Odette MARCHAL, Capitaine pénitentiaire, chef de détention, aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 3 :** Délégation permanente est donnée à Monsieur Jean-Marc GUYOT, lieutenant pénitentiaire, responsable local du travail, aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 4 :** Délégation permanente est donnée à Messieurs les officiers suivants :

- M. Christian ECKER, Capitaine,
- M. Jean-François HEYMELOT, Capitaine,
- M. Célestin MBOUKOU, Lieutenant,

aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 5 :** Délégation permanente est donnée à Messieurs les personnels d'encadrement suivants :

- |                                       |   |
|---------------------------------------|---|
| - M. Fabien ANDRIS, 1er surveillant,  | - M. Philippe LECOLIER, Major,          |
| - M. Pascal AUDINEAU, Major,          | - M. Emmanuel MARCHAL, 1er surveillant, |
| - M. Laurent FERINO, 1er surveillant, | - M. Pascal NOUE, 1er surveillant,      |
| - M. Jean-Pierre GUYOT, Major,        | - M. Robert PIERSON, 1er surveillant,   |
| - M. Azdine HARNAFI, 1er surveillant, | - M. Didier RIQUELME, 1er surveillant,  |

aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Ecrouves, le 17 mars 2011

Le Directeur,  
O. PIPINO

Le Chef d'établissement du Centre de détention d'Ecrouves donne délégation de signature, en application du code de procédure pénale (R.57-6-24 ; R.57-7-5) aux personnes désignées et pour les décisions ci-dessous :

Décisions administratives individuelles	Sources : code de Procédure pénale	Directrice Adjointe	Chef de Détention	Officiers	Majors et premiers surveillants
Présidence et désignation des membres de la CPU	D. 90	X	X		
Mesures d'affectation des personnes détenues en cellule	R. 57-6-24	X	X	X	X
Désignation des personnes détenues à placer ensemble en cellule	D. 93	X	X	X	
Affectation des personnes détenues malades dans des cellules situées à proximité de l'UCSA	D. 370	X	X	X	
Désignation des personnes détenues autorisées à participer à des activités	D. 446	X	X	X	
Destination à donner aux aménagements faits par une personne détenue dans sa cellule, en cas de changement de cellule, de transfert ou de libération	D. 449	X	X	X	
Demande de modification du régime d'une personne détenue, de transfertement ou d'une mesure de grâce	D. 254	X	X		
Décision en cas de recours gracieux des personnes détenues, requêtes ou plaintes	D. 259	X			
Usage des armes	D. 267	X	X		
Retrait à une personne détenue pour des raisons de sécurité, de médicaments, matériels et appareillages médicaux lui appartenant et pouvant permettre un suicide, une agression ou une évasion	D. 273	X	X		
Interdiction pour une personne détenue de participer aux activités sportives pour des raisons d'ordre et de sécurité	D. 459-3	X	X	X	
Intention de procéder à la fouille des personnes détenues	R. 57-7-79	X	X	X	
Demande d'investigation corporelle interne adressée au procureur de la République	R. 57-7-82	X	X	X	
Emploi des moyens de contrainte à l'encontre d'une personne détenue	D. 283-3	X	X	X	
Placement à titre préventif en cellule disciplinaire ainsi qu'en cellule de confinement	R. 57-7-18	X	X	X	X
Suspension à titre préventif de l'activité professionnelle	R. 57-7-22	X	X	X	
Engagement des poursuites disciplinaires	R. 57-7-15	X	X		
Présidence de la commission de discipline	R. 57-7-6	X	X		
Désignation des membres assesseurs de la commission de discipline	R. 57-7-8	X	X		
Prononcé des sanctions disciplinaires	R. 57-7-7	X	X		
Ordonner et révoquer le sursis à exécution des sanctions disciplinaires	R. 57-7-84 à R. 57-7-89	X	X		
Dispense d'exécution, suspension ou fractionnement des sanctions	R. 57-7-60	X	X		
Désignation d'un interprète pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française	R. 57-7-25 ; R. 57-7-64	X	X	X	
Autorisation pour une personne détenue placée à l'isolement de participer à une activité organisée pour les détenus soumis au régime de détention ordinaire	R. 57-7-62	X	X		
Autorisation pour une personne détenue placée à l'isolement de participer à une activité commune aux personnes placées au quartier d'isolement	R. 57-7-62	X	X		
Décision de ne pas communiquer les informations ou documents de la procédure d'isolement de nature à porter atteinte à la sécurité des personnes ou des établissements pénitentiaires	R. 57-7-64	X	X		
Proposition de prolongation de la mesure d'isolement	R. 57-7-64 ; R. 57-7-70	X	X		
Rédaction du rapport motivé accompagnant la proposition de prolongation de la mesure d'isolement	R. 57-7-67 ; R. 57-7-70	X	X		
Placement provisoire à l'isolement des personnes détenues en cas d'urgence	R. 57-7-65	X	X		
Placement initial des personnes détenues à l'isolement et premier renouvellement de la mesure	R. 57-7-66 ; R. 57-7-70	X	X		
Levée de la mesure d'isolement	R. 57-7-72 ; R. 57-7-76	X	X		
Fixation de la somme que les personnes détenues placées en semi-liberté ou bénéficiant d'un placement extérieur, d'un placement sous surveillance électronique ou d'une permission de sortir, sont autorisés à détenir	D. 122	X	X		
Autorisation pour les condamnés d'opérer un versement à l'extérieur depuis la part disponible de leur compte nominatif	D. 330	X	X		
Autorisation pour une personne détenue de retirer des sommes de son livret de Caisse d'Epargne	D. 331	X	X		
Autorisation pour les personnes détenues d'envoyer à leur famille, des sommes figurant sur leur part disponible	D. 421	X	X		
Autorisation pour une personne détenue hospitalisée de détenir une somme d'argent provenant de la part disponible de son compte nominatif	D. 395	X	X		
Autorisation pour les personnes détenues de recevoir des subsides de personnes non titulaires d'un permis permanent de visite	D. 422	X	X		
Retenue sur la part disponible du compte nominatif des personnes détenues en réparation de dommages matériels causés	D. 332	X	X		
Refus de prise en charge d'objets ou de bijoux dont sont porteurs les détenus à leur entrée dans un établissement pénitentiaire	D. 337	X	X		
Autorisation de remise à un tiers, désigné par la personne détenue, d'objets lui appartenant qui ne peuvent pas être transférés en raison de leur volume ou de leur poids	D. 340	X	X	X	
Suspension de l'habilitation d'un personnel hospitalier de la compétence du chef d'établissement	D. 388	X	X		
Suspension provisoire, en cas d'urgence, de l'agrément d'un mandataire agréé	R. 57-6-16	X	X		
Suspension de l'agrément d'un visiteur de prison en cas d'urgence et pour des motifs graves	D. 473	X	X		
Autorisation d'accéder dans l'établissement pénitentiaire	R. 57-6-24 ; D. 277	X	X		
Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire des personnels hospitaliers non titulaires d'une habilitation	D. 389	X	X	X	
Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire aux personnes intervenant dans le cadre d'actions de prévention et d'éducation pour la santé	D. 390	X	X		
Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire aux personnels des structures spécialisées de soins intervenant dans le cadre de la prise en charge globale des personnes présentant une dépendance à un produit licite ou illicite	D. 390-1	X	X		
Autorisation pour des ministres du culte extérieur de célébrer des offices ou prêches	D. 439-4	X	X		
Autorisation donnée pour des personnes extérieures d'animer des activités pour les détenus	D. 446	X	X		
Délivrance des permis de communiquer aux avocats dans les autres cas que ceux mentionnés à l'alinéa 1 de l'article R57-6-5	R. 57-6-5	X	X		
Délivrance, refus, suspension, retrait des permis de visite des condamnés, y compris lorsque le visiteur est un auxiliaire de justice ou un officier ministériel	R. 57-6-10	X	X		
Décision que les visites auront lieu dans un parloir avec dispositif de séparation	R. 57-8-12	X	X		
Interdiction pour des personnes détenues condamnées de correspondre avec des personnes autres que leur conjoint ou leur famille	D. 414	X	X		
Rétention de correspondance écrite, tant reçue qu'expédiée	R. 57-8-19	X	X		
Autorisation – refus – suspension – retrait de l'accès au téléphone pour les personnes détenues condamnées	R. 57-8-23	X	X		
Autorisation de recevoir des colis par dépôt à l'établissement pénitentiaire en dehors des visites, ou par voie postale pour les personnes détenues ne recevant pas de visite.	D. 431	X	X		
Autorisation de recevoir par dépôt à l'établissement pénitentiaire en dehors des visites, des publications écrites et audiovisuelles	D. 443-2	X	X		
Intention d'accéder à une publication écrite-audiovisuelle contenant des menaces graves contre la sécurité des personnes et des établissements ou des propos ou signes injurieux ou diffamatoires à l'encontre des agents et collaborateurs du service public pénitentiaire ou des personnes détenues	R. 57-9-8	X	X		
Proposition aux personnes condamnées d'exercer une activité ayant pour finalité la réinsertion	Art 27 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009	X	X	X Uniquement RLT	
Autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux organisés par l'éducation nationale	D. 436-2	X	X		
Refus opposé à une personne détenue de se présenter aux épreuves écrites ou orales d'un examen organisé dans l'établissement	D. 436-3	X	X		
Signature d'un acte d'engagement concernant l'activité professionnelle des personnes détenues	R. 57-9-2	X	X	X Uniquement RLT	
Autorisation pour les personnes détenues de travailler pour leur propre compte ou pour des associations	D. 432-3	X	X		
Déclassement ou suspension d'un emploi	D. 432-4	X	X	X Uniquement RLT	
Autorisation de recevoir par dépôt à l'établissement pénitentiaire en dehors des visites, des publications écrites et audiovisuelles	D. 443-2	X	X		
Intention d'accéder à une publication écrite-audiovisuelle contenant des menaces graves contre la sécurité des personnes et des établissements ou des propos ou signes injurieux ou diffamatoires à l'encontre des agents et collaborateurs du service public pénitentiaire ou des personnes détenues	R. 57-9-8	X	X		
Réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur	D. 124	X	X	X	

Fait à Ecrouves , le 17 mars 2011

Le chef d'établissement

Olivier PIPINO

**Centre de détention d'ECROUVES – Décision du 17 mars 2011 portant délégation de signature**

VU le code de procédure pénale, notamment ses articles R. 57-7-5 à R. 57-7-8, R. 57-7-15, R. 57-7-18, R. 57-7-22, R. 57-7-28, R. 57-7-54, R. 57-7-55, R. 57-7-58 à R. 57-7-60 ;

VU l'article 7 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 ;

VU l'article 30 du décret n° 2005-1755 du 30 décembre 2005 ;

VU l'arrêté du ministre de la justice en date du 20 juillet 2010 nommant Monsieur Olivier PIPINO en qualité de chef d'établissement du Centre de détention d'ECROUVES ;

Monsieur Olivier PIPINO, Chef d'établissement du Centre de détention d'ECROUVES,

**DECIDE**

Délégation permanente de signature est donnée à Mme Katia SIRE-GELIS, directrice des services pénitentiaires, adjointe au chef d'établissement,

Délégation permanente de signature est donnée à Mme Odette MARCHAL, capitaine pénitentiaire, chef de détention,

- de présider la commission de discipline et de prononcer les sanctions disciplinaires ;
- de désigner les assesseurs siégeant en commission de discipline ;
- de décider d'engager des poursuites disciplinaires à l'encontre des personnes détenues ;
- de décider de placer les personnes détenues, à titre préventif, en confinement en cellule individuelle ordinaire ou en cellule disciplinaire ;
- de suspendre, à titre préventif, l'exercice de l'activité professionnelle d'une personne détenue ;
- de transmettre copie des décisions de la commission de discipline au directeur interrégional des services pénitentiaires Est-Strasbourg, au juge de l'application des peines et au magistrat saisi du dossier de la procédure sous le contrôle duquel est placée la personne détenue ;
- de faire rapport à la commission de l'application des peines du prononcé des sanctions de cellule disciplinaire ou de confinement en cellule individuelle ordinaire dont la durée excède sept jours ;
- d'ordonner le sursis à exécution, total ou partiel, des sanctions prononcées en commission de discipline, assorti, le cas échéant, de travaux de nettoyage, et de fixer le délai de suspension de la sanction ;
- de révoquer, en tout ou partie, le sursis à exécution des sanctions prononcées en commission de discipline ;
- de dispenser les personnes détenues d'exécuter les sanctions prononcées en commission de discipline ;
- de suspendre ou de fractionner l'exécution des sanctions prononcées en commission de discipline.

Ecrouves, le 17 mars 2011

Le Chef d'établissement,  
Olivier PIPINO

---

**Centre de semi-liberté de BRIEY – Décision du 10 mars 2011 portant délégation de signature pour des décisions administratives individuelles**

VU le code de procédure pénale, notamment son article R57-6-24 ;

VU l'article 7 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 ;

VU l'article 30 du décret n° 2005-1755 du 30 décembre 2005 ;

VU l'arrêté du ministre de la justice en date du 27/04/1998 nommant Monsieur Fabian GOLLENTZ en qualité de chef d'établissement du Centre de semi-liberté de BRIEY ;

Monsieur Fabian GOLLENTZ, chef d'établissement du Centre de semi liberté de BRIEY

**DECIDE**

**Article 1er :** Délégation permanente est donnée à Monsieur Yves MICHALIK Major Pénitentiaire, adjoint au chef d'établissement, aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Briey, le 10 mars 2011

Le Directeur,  
Fabian GOLLENTZ



Le Chef d'établissement  
Donne délégation de signature, en application du code de procédure pénale (R.57-6-24 ; R.57-7-5)  
Aux personnes désignées et pour les décisions ci-dessous :

Décisions administratives individuelles	Sources : code de procédure pénale	Adjoint au chef d'établissement
<b>Monsieur Yves MICHALIK</b>		
Présidence et désignation des membres de la CPU	D.90	
Mesures d'affectation des personnes détenues en cellule	R. 57-6-24	X
Désignation des personnes détenues à placer ensemble en cellule	D.93	X
Suspension de l'encellulement individuel d'une personne détenue	D.94	X
Désignation des personnes détenues autorisées à participer à des activités	D. 446	X
Destination à donner aux aménagements faits par une personne détenue dans sa cellule, en cas de changement de cellule, de transfert ou de libération	D. 449	X
Demande de modification du régime d'une personne détenue, de transfèrement ou d'une mesure de grâce	D. 254	X
Décision en cas de recours gracieux des personnes détenues, requêtes ou plaintes	D. 259	X
Opposition à la désignation d'un aidant	R. 57-8-6	X
Retrait à une personne détenue pour des raisons de sécurité, de médicaments, matériels et appareillages médicaux lui appartenant et pouvant permettre un suicide, une agression ou une évasion	D. 273	X
Interdiction pour une personne détenue de participer aux activités sportives pour des raisons d'ordre et de sécurité	D. 459-3	X
Décision de procéder à la fouille des personnes détenues	R. 57-7-79	X
Demande d'investigation corporelle interne adressée au procureur de la République	R. 57-7-82	X
Emploi des moyens de contrainte à l'encontre d'une personne détenue	D. 283-3	X
Placement à titre préventif en cellule disciplinaire ainsi qu'en cellule de confinement	R.57-7-18	X
Suspension à titre préventif de l'activité professionnelle	R.57-7-22	X
Engagement des poursuites disciplinaires	R.57-7-15	X
Présidence de la commission de discipline	R.57-7-6	X
Désignation des membres assesseurs de la commission de discipline	R. 57-7-8	X
Prononcé des sanctions disciplinaires	R.57-7-7	X
Ordonner et révoquer le sursis à exécution des sanctions disciplinaires	R. 57-7-54 à R. 57-7-59	X
Dispense d'exécution, suspension ou fractionnement des sanctions	R.57-7-60	X
Désignation d'un interprète-pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française	R.57-7-25 ; R.57-7-64	X
Fixation de la somme que les personnes détenues placées en semi-liberté ou bénéficiant d'un placement extérieur, d'un placement sous surveillance électronique ou d'une permission de sortir, sont autorisés à détenir	D.122	X
Autorisation pour les condamnés d'opérer un versement à l'extérieur depuis la part disponible de leur compte nominatif	D. 330	X
Autorisation pour une personne détenue de retirer des sommes de son livret de Caisse d'Epargne	D. 331	X
Autorisation pour les personnes détenues d'envoyer à leur famille, des sommes figurant sur leur part disponible	D. 421	X
Autorisation pour une personne détenue hospitalisée de détenir une somme d'argent provenant de la part disponible de son compte nominatif	D. 395	X
Autorisation pour les personnes détenues de recevoir des subsides de personnes non titulaires d'un permis permanent de visite	D. 422	X
Retenue sur la part disponible du compte nominatif des personnes détenues en réparation de dommages matériels causés	D. 332	X
Refus de prise en charge d'objets ou de bijoux dont sont porteurs les détenus à leur entrée dans un établissement pénitentiaire	D. 337	X
Autorisation de remise à un tiers, désigné par la personne détenue, d'objets lui appartenant qui ne peuvent pas être transférés en raison de leur volume ou de leur poids	D. 340	X
Suspension de l'habilitation d'un personnel hospitalier de la compétence du chef d'établissement	D. 388	
Suspension provisoire, en cas d'urgence, de l'agrément d'un mandataire agréé	R. 57-6-16	
Suspension de l'agrément d'un visiteur de prison en cas d'urgence et pour des motifs graves	D. 473	X
Autorisation de visiter l'établissement pénitentiaire	R. 57-6-24 ; D. 277	X
Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire aux personnes intervenant dans le cadre d'actions de prévention et d'éducation pour la santé	D. 390	X
Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire aux personnels des structures spécialisées de soins intervenant dans le cadre de la prise en charge globale des personnes présentant une dépendance à un produit licite ou illicite	D. 390-1	X
Délivrance des permis de communiquer aux avocats dans les autres cas que ceux mentionnés à l'alinéa 1 de l'article R57-6-5	R. 57-6-5	X
Délivrance, refus, suspension, retrait des permis de visite des condamnés, y compris lorsque le visiteur est un auxiliaire de justice ou un officier ministériel	R. 57-8-10	X
Décision que les visites auront lieu dans un parloir avec dispositif de séparation	R. 57-8-12	
Interdiction pour des personnes détenues condamnées de correspondre avec des personnes autres que leur conjoint ou leur famille	D. 414	X
Rétention de correspondance écrite, tant reçue qu'expédiée	R. 57-8-19	X
Autorisation- refus- suspension-retrait de l'accès au téléphone pour les personnes détenues condamnées	R. 57-8-23	X
Autorisation de recevoir des colis par dépôt à l'établissement pénitentiaire en dehors des visites, ou par voie postale pour les personnes détenues ne recevant pas de visite.	D. 431	X
Autorisation de recevoir par dépôt à l'établissement pénitentiaire en dehors des visites, des publications écrites et audiovisuelles	D. 443-2	X
Interdiction d'accéder à une publication écrite-audiovisuelle contenant des menaces graves contre la sécurité des personnes et des établissements ou des propos ou signes injurieux ou diffamatoires à l'encontre des agents et collaborateurs du service public pénitentiaire ou des personnes détenues	R. 57-9-8	X
Proposition aux personnes condamnées d'exercer une activité ayant pour finalité la réinsertion	Art 27 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009	X
Autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux organisés par l'éducation nationale	D. 436-2	X
Refus opposé à une personne détenue de se présenter aux épreuves écrites ou orales d'un examen organisé dans l'établissement	D. 436-3	X
Signature d'un acte d'engagement concernant l'activité professionnelle des personnes détenues	R. 57-9-2	X
Autorisation pour les personnes détenues de travailler pour leur propre compte ou pour des associations	D. 432-3	X
Déclassement ou suspension d'un emploi	D. 432-4	X
Autorisation de recevoir par dépôt à l'établissement pénitentiaire en dehors des visites, des publications écrites et audiovisuelles	D. 443-2	X
Interdiction d'accéder à une publication écrite-audiovisuelle contenant des menaces graves contre la sécurité des personnes et des établissements ou des propos ou signes injurieux ou diffamatoires à l'encontre des agents et collaborateurs du service public pénitentiaire ou des personnes détenues	R. 57-9-8	X
Réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur	D.124	X
Modification des horaires d'entrée et de sortie en cas de placement sous surveillance électronique, semi-liberté, placement extérieur et permission de sortir faisant suite à une autorisation accordée au CE par le JAP	712-8, D. 147-30	X
Retrait, en cas d'urgence, de la mesure de surveillance électronique de fin de peine et réintégration du condamné	D. 147-30-47	X

Fait à BRIEY, le 10/03/2011

Le chef d'établissement

**DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST**  
**DIVISION EXPLOITATION DE METZ**

**Arrêté n° 2011-DIR-Est -M-55/54-006 en date du 16 mars 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de relevés topographiques sur la RN 4, du PR 53+600 (Meuse) au PR 3+050 (Meurthe-et-Moselle)**

Le Préfet de la Meuse,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N° 2010-1923 du 1 septembre 2010, portant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2010/DIR-Est/SG/CJ/55-01 du 1 Septembre 2010 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.30 du 17 janvier 2011, portant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 17 janvier 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU l'arrêté préfectoral permanent du 20 juillet 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 14/03/2011 présenté par le district de Nancy ;

VU l'avis du CG 54 ( 21/02/2011) et CG 55 (18/02/2011) ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 25/03/2011 ;

VU l'avis du district de Nancy en date du 14/03/2011 ;

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

**ARRETEMENT**

**Article 1er** : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

**Article 2** : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 4	
Points Repères PR. et sens	RN4 Meuse du PR53+600 au PR3+050 (Meurthe et Moselle)	
SECTION	2X2	
NATURE DES TRAVAUX	PDMI .Relevé géomètre	
PERIODE GLOBALE	Du 28 mars au 24 avril 2011 hors intempéries	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Basculement de circulation. Fermeture de bretelles avec déviation de circulation.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI de Ligny-en-Barrois	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Ligny-en-Barrois

**Article 3** : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
Phase N°1		Sens plus AK5 PR52+400	Neutralisation de la voie de gauche	Phase 1 semaine 13 : La circulation sur la bretelle Nancy Troussey étant interdite, on utilisera l'itinéraire suivant: la circulation continuera sur la RN4 en direction de Paris sortira au niveau de Void-Vacon, pour reprendre la direction de Nancy via la RD964 et retrouver l' échangeur de Troussey. La circulation sur la bretelle Troussey Paris étant interdite, on utilisera l'itinéraire suivant :la circulation sera déviée en direction de Nancy, sortira à L'échangeur de Pagny sur Meuse pour reprendre la RN4 en direction de Paris via la RD 36.
		Sens moins AK5 PR0-350	Neutralisation de la voie de droite	
		ITPC PR53+600	Basculement circulation du sens 2 sur le sens 1	
		ITPC PR59+900		
Phase N°2		Sens plus AK5 PR52+400	Neutralisation de la voie de gauche	Phase 2 semaine 14 : La circulation sur la bretelle Paris Troussey étant interdite, on utilisera l'itinéraire suivant :la circulation continuera sur la RN4 en direction de Nancy sortira au niveau de Foug, pour reprendre la direction de Paris via la RD11 et ressortir à l' échangeur de Troussey. La circulation sur la bretelle Troussey Nancy étant interdite, on utilisera l'itinéraire suivant :la circulation sera déviée en direction de Paris, sortira à L'échangeur de Void-Vacon pour reprendre la RN4 en direction de Nancy via la RD 964. La circulation sur la bretelle Paris Pagny sur Meuse étant interdite, on utilisera l'itinéraire suivant: la circulation continuera sur la RN4 en direction de Nancy sortira au niveau de Foug, pour reprendre la direction de Paris via la RD 11 et ressortir à l'échangeur de Pagny sur Meuse.
		Sens moins AK5 PR0-350	Neutralisation de la voie de gauche	
		ITPC PR53+600	Basculement circulation du sens 1 sur le sens 2	
		ITPC PR59+900		
Phase N°4		Sens plus AK5 PR56+500	Neutralisation de la voie de gauche	Phase 4 semaine 16 : La circulation sur la bretelle Paris Pagny sur Meuse étant interdite, on utilisera l'itinéraire suivant: la circulation continuera sur la RN4 en direction de Nancy sortira au niveau de Foug, pour reprendre la direction de Paris via la RD 11 et ressortir à l'échangeur de Pagny sur Meuse La circulation sur la bretelle Pagny sur Meuse Nancy étant interdite, on utilisera l'itinéraire suivant :la circulation sera déviée en direction de Paris, sortira à L'échangeur de Troussey pour reprendre la RN4 en direction de Nancy via la RD 36.
		Sens moins AK5 PR6-900	Neutralisation de la voie de gauche	
		ITPC PR57+750	Basculement circulation du sens 2 sur le sens 1	
		ITPC PR3+050		
Phase N°3		Sens plus AK5 PR56+500	Neutralisation de la voie de gauche	Phase 3 semaine 15 : La circulation sur la bretelle Nancy Pagny sur Meuse étant interdite, on utilisera l'itinéraire suivant: la circulation continuera sur la RN4 en direction de Paris sortira au niveau de Troussey, pour reprendre la direction de Nancy via la RD36 et retrouver à l'échangeur de Pagny sur Meuse. La circulation sur la bretelle Pagny sur Meuse Paris étant interdite, on utilisera l'itinéraire suivant :la circulation sera déviée en direction de Nancy, sortira à L'échangeur de Foug pour reprendre la RN4 en direction de Paris via la RD 11.
		Sens moins AK5 PR6-9000	Neutralisation de la voie de gauche	
		ITPC PR57+750	Basculement circulation du sens 1 sur le sens 2	
		ITPC PR3+050	Vitesse limitée à 90 km/h en section courante et 50km/h dans le basculement. Interdiction de doubler.	

**Article 4 :** En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 5 :** Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Pagny sur Meuse et Void-Vacon ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

**Article 6 :** La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

**Article 7 :** Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

**Article 8 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 9 :** Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 10 :** Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de la Meuse, Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes – Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de la Meuse, Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de la Meuse, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle et Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire des communes de ,Pagny sur Meuse et Void-Vacon.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de la Meuse,
- Monsieur le Président du Conseil Général de la Meuse,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Meuse,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de la Meuse,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Bar le Duc responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 16 mars 2011

Le Préfet du Département de la Meuse,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef de la Division d'Exploitation de Metz,  
David MAZOYER

**Arrêté n° 2011-DIR-Est -M-54-008 en date du 18 mars 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement du ballast sur la voie ferrée impactant la circulation sur la RN 59 au PR 18+500**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.30 du 17 janvier 2011, portant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 17 janvier 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 17/03/2011 présenté par le district de Nancy ;

VU l'avis du CG 54 en date du 17/03/2011 ;

VU l'information du CISGT « Myrabel »

VU l'avis du district de nancy en date du 17/03/2011 ;

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

**Article 2 :** Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 59	
PR + SENS	PR 18+500. SENS 1	
SECTION	St. Clément, Baccarat	
NATURE DES TRAVAUX	Renouvellement du Ballast sur la voie SNCF	
PERIODE GLOBALE (date à date)	21/03/2011 au 7/04/2011	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Fermeture de la bretelle de sortie vers Azerailles	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	MISE EN PLACE PAR : CEI de Lunéville	SOUS LA RESPONSABILITE DE : CEI de Lunéville

**Article 3 :** Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

Phase n°	Date à date	PR et SENS	Description des travaux	Mesures d'exploitation
1	21/03 au 07/04	18+500 sens 1	Fermeture de la bretelle de sortie dans le sens vers Baccarat	Déviations vers Baccarat et retour vers Azerailles par la RD (ancienne RN 59)

**Article 4 :** En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 5 :** Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Azerailles ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

**Article 6 :** La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

**Article 7 :** Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

**Article 8 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 9 :** Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 10 :** Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes – Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace et Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de Azerailles.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulin-lès-Metz, le 18 mars 2011

Le Préfet du Département de la Meurthe-et-Moselle,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef de la Division d'Exploitation de Metz,  
David MAZOYER

## AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE DELEGATION TERRITORIALE DE LA MOSELLE

**Arrêté ARS DT- 57 n° 2011/101 du 15 mars 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement CH BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2011**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale

VU le code de la santé publique

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale

VU l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale  
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie  
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique  
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale  
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004  
VU l'arrêté du Directeur Adjoint, suppléant dans les fonctions de Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation en date du 25 mars 2010 fixant le coefficient de transition convergé mentionné au III de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007, pour l'établissement :CH BRIEY ; en vigueur jusqu'au 28 février 2011  
VU l'arrêté ARS n° 2011/02 modifié en date du 23 juin 2010 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de janvier 2011, par l'établissement : CH BRIEY

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 359 314 € soit :

- 1) 2 271 739 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 1 984 664 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
  - 36 780 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
  - 246 810 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
  - 3 485 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 57 575 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 30 000 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

**Article 3 :** La Déléguée Territoriale de la Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Moselle.

Metz, le 15 mars 2011

Le Directeur Général de l'ARS de Lorraine,  
Pour le Directeur Général et par délégation,  
La Déléguée Territoriale de la Moselle,  
Chantal KIRSCH

#### **Arrêté ARS DT- 57 n° 2011/102 du 15 mars 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement HOPITAL - JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2011**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale  
VU le code de la santé publique  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée  
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles  
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale  
VU l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale  
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie  
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique  
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale  
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004  
VU l'arrêté du Directeur Adjoint, suppléant dans les fonctions de Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation en date du 25 mars 2010 fixant le coefficient de transition convergé mentionné au III de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007, pour l'établissement :HOPITAL - JOEUF ; en vigueur jusqu'au 28 février 2011  
VU l'arrêté ARS n° 2011/02 modifié en date du 23 juin 2010 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de janvier 2011, par l'établissement : HOPITAL - JOEUF

**ARRETE**

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 293 984 € soit :

293 984 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

192 514 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

100 181 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

1 289 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

**Article 3 :** La Déléguée Territoriale de la Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Moselle.

Metz, le 15 mars 2011

Le Directeur Général de l'ARS de Lorraine,  
Pour le Directeur Général et par délégation,  
La Déléguée Territoriale de la Moselle,  
Chantal KIRSCH

**DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****Arrêté n° 52 du 14 février 2011 portant composition nominative du Comité Départemental de l'Aide Médicale Urgente de la Permanence des Soins et des Transports Sanitaires de Meurthe-et-Moselle**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 1435-5 et L. 6314-1, et R. 6313-1 et suivants ;

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement des commissions administratives à caractère consultatif ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-809 du 13 juillet 2010 relatif aux modalités d'organisation de la permanence des soins, notamment son article 4 ;

VU le décret n° 2010-810 du 13 juillet 2010 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires ;

CONSIDERANT les candidatures proposées conformément aux dispositions de l'article R 6313-1-1 du code de la santé publique ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Le comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires, coprésidé par le Préfet ou son représentant, et le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant, est chargé de :

-veiller à la qualité de la distribution de l'aide médicale urgente, à l'organisation de la permanence des soins et à son ajustement aux besoins de la population dans le respect du cahier des charges régional défini à l'article R 6315-6

-de s'assurer de la coopération des personnes physiques et morales participant à l'aide médicale urgente, au dispositif de la permanence des soins et aux transports sanitaires

Il est composé comme suit :

1° de représentants de collectivités territoriales :

a) un conseiller général désigné par le conseil général : Mme Dominique OLIVIER

b) deux maires désignés par l'association départementale des maires ou, à défaut, élus par le collège des maires du département, convoqué à cet effet par le préfet, à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation. Le vote peut avoir lieu par correspondance : M. Jean-Pierre HURPEAU, maire de Jarville-La-Malgrange – Mme Annie VILLA, maire-adjointe de Neuves-Maisons

2° des partenaires de l'aide médicale urgente :

a) un médecin responsable du service d'aide médicale urgente et un médecin responsable de structure mobile d'urgence et de réanimation dans le département : M. le Docteur NACE (SAMU) – M. le Docteur Laurent DACCORDI (SMUR)

b) un directeur d'établissement public de santé doté, de moyens mobiles de secours et de soins d'urgence M. Jean-Marc LALLEMAND, directeur du Centre hospitalier de Lunéville

c) le président du conseil d'administration du service d'incendie et de secours ou son représentant : M. Bernard LECLERC

d) le directeur départemental du service d'incendie et de secours ou son représentant : M. Jean-Philippe VENNIN

e) le médecin-chef départemental du service d'incendie et de secours : M. Francis HUOT-MARCHAND

f) un officier de sapeurs-pompiers chargé des opérations, désigné par le directeur départemental des services d'incendie et de secours : M. Bruno CESCO

3° des membres nommés sur proposition des organismes qu'ils représentent :

a) un médecin représentant le conseil départemental de l'Ordre des médecins : M. le Docteur Didier MASSE

b) quatre représentants de l'union régionale des professionnels de santé représentant les médecins : Mme le Docteur Angélique GLUZIKI-M. le Docteur Jean-Jacques DERLON-M. le Docteur Rémi UNVOIS-M. le Docteur Michel VIRTE

c) un représentant du conseil de la délégation départementale de la Croix-Rouge Française : M. Cyril CORON

d) deux praticiens hospitaliers proposés chacun respectivement par les deux organisations les plus représentatives au plan national des médecins exerçant dans les structures des urgences hospitalières : M. le Docteur VINCKEL (AMUHF) - M. le Docteur Ph. ATAIN KOUADIO (SAMU de France)

e) un médecin proposé par l'organisation la plus représentative au niveau national des médecins exerçant dans les structures de médecine d'urgence des établissements de santé privés, lorsqu'elles existent dans le département : M. le Docteur Thierry POLET, président de la CME de la Clinique de Gentilly

f) un représentant de chacune des associations de permanence des soins lorsqu'elles interviennent dans le dispositif de permanence des soins au plan départemental : M. le Docteur SI ABDALLAH

g) un représentant de l'organisation la plus représentative de l'hospitalisation publique : M. Jean LEFEVRE, directeur du Centre hospitalier de Pont-à-Mousson

h) un représentant de chacune des deux organisations d'hospitalisation privée les plus représentatives au plan départemental, dont un directeur d'établissement de santé privé assurant des transports sanitaires : M. Renaud MICHEL (FEHAP) – Melle Alexandre PLAYA (FHP)

i) un représentant de chacune des quatre organisations professionnelles nationales des transports sanitaires les plus représentatives au plan départemental : M. Anthony POIREL (CNSA)-M. Jérémy YVON (FNAF)

j) un représentant de l'association départementale de transports sanitaires d'urgence la plus représentative au plan départemental : M. Joseph GIORDANO

k) un représentant du conseil régional de l'Ordre des pharmaciens : Mme Monique DURAND

l) un représentant de l'union régionale des professionnels de santé représentant les pharmaciens d'officine : M. Michel CHANAL

m) un représentant de l'organisation de pharmaciens d'officine la plus représentative au niveau national : M. Jean GERARD

n) un représentant du conseil départemental de l'Ordre des chirurgiens-dentistes : M. le Docteur Michel PASDZIERNY

o) un représentant de l'union régionale des professionnels de santé représentant les chirurgiens-dentistes : M. le Docteur Franck LEFEBVRE

4° un représentant des associations d'usagers : M. Bernard BLAISON (ALIRAS)

**Article 2 :** Les représentants des collectivités territoriales sont nommés pour la durée de leur mandat électif. Les autres membres du comité sont nommés pour une durée de trois ans.

**Article 3 :** Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 4 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de NANCY, 5 place de la Carrière – 54000 NANCY, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

**Article 5 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 28 février 2011

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,  
Adolphe COLRAT

Le Directeur Général de l'ARS de Lorraine,  
Docteur Jean-Yves GRALL

### *Etablissements de santé*

**Arrêté ARS-DT 54 N° 01/2011 du 15 mars 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale

VU le code de la santé publique

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004

VU l'arrêté du Directeur Adjoint, suppléant dans les fonctions de Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation en date du 25 mars 2010 fixant le coefficient de transition convergé mentionné au III de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007, pour la MATERNITE REGIONALE ; en vigueur jusqu'au 28 février 2011.

VU l'arrêté n° 2010-481 du 6 décembre 2010 portant délégation de signatures du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de janvier 2011, par la MATERNITE REGIONALE

#### **ARRETE**

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 791 620 € soit :

1) 2 786 031 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 501 210 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

258 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

20 387 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

263 520 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

656 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 3 160 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 2 429 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié à la MATERNITE REGIONALE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,  
L'Animateur Territorial,  
Martine RICARD

**Arrêté ARS-DT 54 N° 02/2011 du 15 mars 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;



VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;  
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;  
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;  
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du Directeur Adjoint, suppléant dans les fonctions de Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation en date du 25 mars 2010 fixant le coefficient de transition convergé mentionné au III de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007, pour le centre hospitalier de LUNEVILLE ; en vigueur jusqu'au 28 février 2011.  
VU l'arrêté n° 2010-481 du 6 décembre 2010 portant délégation de signatures du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de janvier 2011, par le centre hospitalier de LUNEVILLE

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 623 789 € soit :

- 1) 1 574 450 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
    - 1 405 586 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
    - 23 853 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
    - 3 683 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
    - 141 328 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
  - 2) 24 223 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
  - 3) 25 116 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,  
L'Animateur Territorial,  
Martine RICARD

**Arrêté ARS-DT 54 N° 03/2011 du 15 mars 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale  
VU le code de la santé publique  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;  
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;  
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;  
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du Directeur Adjoint, suppléant dans les fonctions de Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation en date du 25 mars 2010 fixant le coefficient de transition convergé mentionné au III de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007, pour le centre hospitalier de PONT A MOUSSON ; en vigueur jusqu'au 28 février 2011.

VU l'arrêté n° 2010-481 du 6 décembre 2010 portant délégation de signatures du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de janvier 2011, par le centre hospitalier de PONT A MOUSSON

**ARRETE**

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 464 546 € soit :

- 1) 464 501 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :  
389 667 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,  
15 695 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;  
59 005 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;  
134 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 45 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,  
L'Animateur Territorial,  
Martine RICARD

**Arrêté ARS-DT 54 N° 04/2011 du 15 mars 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale

VU le code de la santé publique

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004

VU l'arrêté du Directeur Adjoint, suppléant dans les fonctions de Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation en date du 25 mars 2010 fixant le coefficient de transition convergé mentionné au III de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007, pour la Maison Hospitalière Saint – Charles à NANCY ; en vigueur jusqu'au 28 février 2011.

VU l'arrêté n° 2010-481 du 6 décembre 2010 portant délégation de signatures du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de janvier 2011, par la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY

**ARRETE**

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 192 549 € soit :

192 549 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 192 248 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
- 301 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,  
L'Animateur Territorial,  
Martine RICARD

**Arrêté ARS-DT 54 N° 05/2011 du 15 mars 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale

VU le code de la santé publique

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;  
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale  
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004  
VU l'arrêté du Directeur Adjoint, suppléant dans les fonctions de Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation en date du 25 mars 2010 fixant le coefficient de transition convergé mentionné au III de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007, pour le centre Jacques Parisot de BAINVILLE ; en vigueur jusqu'au 28 février 2011.  
VU l'arrêté n° 2010-481 du 6 décembre 2010 portant délégation de signatures du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de janvier 2011, par le centre Jacques Parisot de BAINVILLE

**ARRETE**

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 67 931 € soit :

67 931 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

67 931 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au centre Jacques Parisot de BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,  
L'Animateur Territorial,  
Martine RICARD

**Arrêté ARS-DT 54 N° 06/2011 du 15 mars 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale

VU le code de la santé publique

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004

VU l'arrêté du Directeur Adjoint, suppléant dans les fonctions de Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation en date du 25 mars 2010 fixant le coefficient de transition convergé mentionné au III de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007, pour le centre hospitalier universitaire de NANCY ; en vigueur jusqu'au 28 février 2011.

VU l'arrêté n° 2010-481 du 6 décembre 2010 portant délégation de signatures du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de janvier 2011, par le centre hospitalier universitaire de NANCY

**ARRETE**

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 26 094 936 € soit :

1) 23 562 648 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

21 227 204 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

77 560 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

- 2 231 940 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;  
7 725 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;  
18 219 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;  
2) 1 795 048 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;  
3) 737 240 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier universitaire de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,  
L'Animateur Territorial,  
Martine RICARD

---

**Arrêté ARS-DT 54 N° 07/2011 du 15 mars 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale

VU le code de la santé publique

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004

VU l'arrêté du Directeur Adjoint, suppléant dans les fonctions de Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation en date du 25 mars 2010 fixant le coefficient de transition convergé mentionné au III de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007, pour le centre régional de lutte contre le cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE ; en vigueur jusqu'au 28 février 2011.

VU l'arrêté n° 2010-481 du 6 décembre 2010 portant délégation de signatures du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de janvier 2011, par le centre régional de lutte contre le cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 154 973 € soit :

- 1) 2 718 812 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 552 722 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

163 918 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2 172 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

- 2) 430 708 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

- 3) 5 453 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au centre régional de lutte contre le cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,  
L'Animateur Territorial,  
Martine RICARD

---

**Arrêté ARS-DT 54 N° 08/2011 du 15 mars 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale

VU le code de la santé publique

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;  
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale  
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004  
VU l'arrêté du Directeur Adjoint, suppléant dans les fonctions de Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation en date du 25 mars 2010 fixant le coefficient de transition convergé mentionné au III de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007, pour la Maison Hospitalière de BACCARAT ; en vigueur jusqu'au 28 février 2011.  
VU l'arrêté n° 2010-481 du 6 décembre 2010 portant délégation de signatures du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de janvier 2011, par la Maison Hospitalière de BACCARAT

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 105 971 € soit :

105 971 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

105 971 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,  
L'Animateur Territorial,  
Martine RICARD

**Arrêté ARS-DT 54 N° 09/2011 du 15 mars 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale

VU le code de la santé publique

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004

VU l'arrêté du Directeur Adjoint, suppléant dans les fonctions de Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation en date du 25 mars 2010 fixant le coefficient de transition convergé mentionné au III de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007, pour le syndicat interhospitalier nancéen de la chirurgie de l'appareil locomoteur (SINCAL) ; en vigueur jusqu'au 28 février 2011.

VU l'arrêté n° 2010-481 du 6 décembre 2010 portant délégation de signatures du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de janvier 2011, par le SINCAL

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 481 744 € soit :

1) 2 245 518 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 040 974 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

7 411 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

196 452 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

681 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 3 433 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 232 793 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au SINCAL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,  
L'Animateur Territorial,  
Martine RICARD

**Arrêté ARS-DT 54 N° 10/2011 du 15 mars 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale

VU le code de la santé publique

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004

VU l'arrêté du Directeur Adjoint, suppléant dans les fonctions de Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation en date du 25 mars 2010 fixant le coefficient de transition convergé mentionné au III de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007, pour le Centre Hospitalier de TOUL ; en vigueur jusqu'au 28 février 2011.

VU l'arrêté n° 2010-481 du 6 décembre 2010 portant délégation de signatures du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de janvier 2011, par le centre hospitalier de TOUL

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 291 037 € soit :

1) 1 272 559 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 071 044 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

24 044 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2 660 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

174 315 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

496 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 4 925 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 13 553 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,  
L'Animateur Territorial,  
Martine RICARD

#### DIRECTION DE LA STRATEGIE

**Arrêté n° 2011-103 du 11 mars 2011 portant modification des membres de la Commission Spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;

VU le décret en date du 1er avril 2010 portant nomination de M. Jean-Yves GRALL, en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

VU les arrêtés n° 2010-94 en date du 26 juin 2010 et n° 2010-131 en date du 5 juillet 2010, relatifs à la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2010-281 en date du 29 septembre 2010, portant nomination des membres de la Commission Spécialisée pour les prises en charge et accompagnement médico-sociaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

# ARRETE

**Article 1er :** La Commission spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux constituée au sein de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine, est composée comme suit :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
<b>Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales</b>	
Michèle GRUNER (Conseillère Régionale)	Maryvonne MUSSET (Conseillère Régionale)
Michèle PILOT (Vice-présidente Conseil Général de Meurthe et Moselle)	Bernard LEUYET (Directeur Général Adjoint Solidarité)
Michel LANGLOIX (Vice-président Conseil Général des Vosges)	Jean-Pierre NOEL (Directeur Général Adjoint CG 88)
Philippe TARILLON (Président Communauté de Communes du Val de Fensch)	Philippe DAVID
<b>Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux</b>	
Marie-Claude BARROCHE (Présidente Espoir 54)	Marie-Thérèse PRECHEUR (Déléguee Régionale UNAFAM)
<b>attente de désignation</b>	Marie-Hélène PRECHEUR (Vice-présidente France Dépression Lor.)
Marie-Thérèse ANDREUX (Représentante Retraités CFDT - M & M)	Georges GIRARD (Fédération Générale Retraités Fonction Publique – M & M)
Marius HAMANN (Confédération Française de l'Encadrement - Moselle)	Yves FICI (Union Syndicale des Retraités CGT – Moselle)
Jean-Pierre HARTEL (UDAPEIM)	Michèle FRANOZ (Association ENVOL lorraine)
Emmanuel HOCHSTRASSER (Délégué départemental APF Meuse)	<b>attente de désignation</b>
<b>Collège n° 4 : Partenaires sociaux</b>	
Pascale LINCK (CFTC)	Pascal SPLITTGERBER (CFTC)
Alain LABRE (CGPME)	Pierre MULLER (CGPME)
Bernard NICOLLE (Président Régional UNPL)	Etienne MALHER (Chambre Régionale Commerce et Industrie Lorraine)
Nathalie THOMAS (Organisation représentant les exploitants agricoles)	Gérard RENOARD (Organisation représentant les Exploitants Agricoles)
<b>Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale</b>	
Danièle SOMMELET (Présidente départementale 54 de la Croix Rouge)	Chantal SIBUE De CAIGNY (Représentant délégation régionale Lorraine ATD QUART MONDE)
Jean-Philippe MAMCARZ (Président de la Mutualité Française)	André LECOINTRE
<b>Collège n° 7 : Offreurs des services de santé</b>	
Denis BUREL (Délégué interrégional du GEPSO)	Laurent SPANNAGEL (Directeur d'EHPAD)
Etienne FABERT (Délégué Régional FEGAPEI)	Alain RIOU (Directeur Général APEI Vallée de l'Orne)
Gilles DUPUITS (Directeur Général AEIM)	Giovanni LONGO (Directeur Général Adjoint AEIM)
Sylvie MATHIEU (Directrice URIOPSS)	Michel ULRICH (APF)
Jean-Luc SACCANI (Directeur Général Hospitalor)	Bernard MATHIEU (Directeur Maison hospitalière Saint-Charles)
Hamid IDIRI (Directeur EHPAD de Vic sur Seille)	Christophe GASSER (Directeur Maison de Retraite Gerbeviller)
Vincent POIROT (Directeur résidence Pierre Herment à Ban Saint Martin)	Catherine CHAIX (Directrice l'Oseraie Laxou)
Guy RENARD (Administrateur FNARS)	Serge BEE
Rémi UNVOIS (Président de l'URML)	Michel VIRTE (Représentant URML)
<b>Représentants de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins</b>	
Daniel REINE (Directeur CARSAT NORD EST)	Catherine VERONIQUE (Sous Directrice CARSAT)

Patrick LSTIBUREK (Directeur d'établissement FEHAP)	Camille BECK (Directeur d'établissement FEHAP)
--	---

**Article 2 :** La Présidente de la Commission spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux est Mme Sylvie MATHIEU

Le Vice-président est M. Gilles DUPUITS

**Article 3 :** Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

**Article 4 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy le 11 mars 2011

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Docteur Jean-Yves GRALL

**Arrêté n° 2011-104 du 11 mars 2011 portant modification de la composition de la Commission Spécialisée de Prévention de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;

VU le décret en date du 1er avril 2010 portant nomination de M. Jean-Yves GRALL, en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

VU les arrêtés n° 2010-94 en date du 26 juin 2010 et n° 2010-131 en date du 5 juillet 2010, relatifs à la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2010-280 du 29 septembre 2010, modifiant la composition de la Commission Spécialisée de Prévention de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La Commission spécialisée de prévention constituée au sein de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine, est composée comme suit :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
<b>Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales</b>	
Jacqueline FONTAINE (Vice-présidente Conseil Régional)	Guy HARAU (Conseiller Régional)
Alex STAUB (Vice président Conseil Général de la Moselle)	Jean KARMANN (Vice président Conseil Général de la Moselle)
Jean-Marie MISSLER (Vice président Conseil Général de la Meuse)	Jean-François LAMORLETTE (Vice président Conseil Général de la Meuse)
Jacques FLORENTIN (Président Communauté de Communes de Seille et Mauchère)	Chantal CHERY
<b>Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux</b>	
Jacques FROMENT (Président Comité Meuse ligue contre le cancer)	Jean-Paul CLEMENT (Représentant France Parkinson)
Josette BURY (Présidente AFTC)	Jean Philippe JULO (Délégué départemental AIDES 54)
Nathalie BAUCHAT (Le Planning Familial)	Angélique VINOLAS (Directrice AFM Alsace Lorraine)
Marianne RIVIERE (Déléguée Régionale Alliance maladies rares)	Valérie DOLLE (Déléguée régionale Association Grandir)
René MASSON (Fédération Nationale Association des Retraités de l'Artisanat)	Françoise LAMY (Union Territoriale Retraités CFDT/Meuse)
Bertrand HESSE (Président Association Turbulence Vosges)	Gilbert DIDIERJEAN (Président de la FMS – Vosges)
<b>Collège n° 4 : Partenaires sociaux</b>	
Philippe ZUNINO (CFE - CGC)	Elise CUVILLON (CFE – CGC)
Alain LABRE (CGPME)	Pierre MULLER (CGPME)
Bernard NICOLLE (Président Régional UNPL)	Etienne MALHER (C.R.C.I. lorraine)
Nathalie THOMAS (Organisation représentant les Exploitants Agricoles)	Gérard RENOARD (Organisation représentant les Exploitants Agricoles)
<b>Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale</b>	
Anne-Marie WORMS (Médecin du Monde)	Alain BUFFONI (Administrateur FNARS)



Daniel REINE (Directeur CARSAT NORD EST)	Catherine VERONIQUE (Sous Directrice CARSAT)
Jacques MARECHAL (Membre du Conseil d'Administration CAF57)	Blandine NEUMANN (Membre du Conseil d'Administration CAF 57)
Jean-Philippe MAMCARZ (Président de la Mutualité Française)	André LECOINTRE

**Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé**

Sylvie VAILLANT (Médecin Directeur du SUMPPS)	Sylvie WOLTRAGER (Conseillère Technique Service Social Rectorat)
Martine LEONARD (Médecin Inspecteur du Travail en Lorraine)	Patrick CUIGNET (Médecin – Service Santé Travail du BTP)
Philippe BADOIT (Médecin Chef de PMI)	Fabienne BAPTISTE SCHUTZ (Médecin Chef de Service PMI Metz Est)
Muriel CONTE (Déléguee Régionale ANPAA)	Martine DEMANGEON (Déléguee Régionale ANITEA)
Michel BONNEFOY (Directeur ORSAS)	Pierre-Edouard BOLLAERT (Professeur d'Université)
Norlhouda WERNAIN (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)	Michèle JOCHEM-CANTAUD (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)

**Collège n° 7 : Offreurs des services de santé**

Bernard MONTINET (Président de la CME CHR Metz-Thionville)	Jean-Pierre MAZUR (Directeur du CH. Verdun)
Denis BUREL (Délégué Interrégional GEPPO)	Laurent SPANNAGEL (Directeur d'EHPAD)
Christophe WILCKE (Fédération des Syndicats Pharmaceutiques de France)	Jean BIWER (Union Nationale des Pharmaciens de France)
Danièle ANTOINE (Fédération Nationale des Infirmiers)	Gilles CHESNEAU (Syndicat National des Infirmiers libéraux)

**Article 2 :** La Présidente de la Commission spécialisée de prévention est Mme Jacqueline FONTAINE  
La Vice-présidente est Mme Muriel CONTE

**Article 3 :** Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

**Article 4 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 11 mars 2011

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Docteur Jean-Yves GRALL

**Arrêté n° 2011-108 en date du 15 mars 2011 modifiant la composition de la commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2010-346 du 31 mars 2010 relatif aux commissions de coordination des politiques publiques de santé ;

VU le décret en date du 1<sup>er</sup> avril 2010 portant nomination de Mr Jean-Yves GRALL, en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2010 - 243 du 14 septembre 2010 modifiant la composition de la commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

**ARRETE**

**Article 1er :** La commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile en Lorraine dont les missions sont définies par le décret n° 2010-346 du 31 mars 2010 est ainsi composée :

**Membres de droits**

- Le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant ;
- Le représentant du préfet de région ;
- Des représentants de l'Etat exerçant des compétences dans le domaine de la prévention et de la promotion de la santé :
  - \* Le recteur de l'académie ou son représentant ;
  - \* Le directeur de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ou son représentant ;
  - \* Le directeur régional des entreprises, de la consommation, du travail et de l'emploi ou son représentant ;
  - \* Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant ;
  - \* Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ;
  - \* Le directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse ;
  - \* Le directeur départemental de la cohésion sociale du chef lieu de la région.

## Représentants des collectivités territoriales

TITULAIRES	SUPPLEANTS
<b>Conseillers régionaux</b>	
Jacqueline FONTAINE (Vice Présidente au Conseil Régional)	Guy HARAU (Conseiller Régional)
Michèle GRUNER (Conseillère Régionale)	Maryvonne MUSSET (Conseillère Régionale)
<b>Conseils généraux</b>	
Dominique OLIVIER (Conseillère Générale Meurthe et Moselle)	Marie-Christine COLOMBO (Médecin Responsable PMI CG 54)
Sylvain DENOYELLE (Vice Président Conseil Général de la Meuse)	Roland CORRIER (Conseiller Général de Bar le Duc Nord)
Alex STAUB (Vice Président Conseil Général de la Moselle)	Jean KARMANN (Vice Président Conseil Général de la Moselle)
Guy MARTINACHE (Conseiller Général délégué des Vosges)	Anne CLEMENCE (Chef de service PMI - Conseil Général des Vosges)
<b>Représentants des groupements de communes ou des communes</b>	
A désigner	A désigner
A désigner	A désigner
A désigner	A désigner
A désigner	A désigner

## Représentants des organismes de sécurité sociale

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Daniel REINE (Directeur de la CARSAT du Nord-Est)	Catherine VERONIQUE (Sous directrice de la CARSAT du Nord-Est)
Jean-Pierre MINEUR (Directeur de la DRSM Nord-Est – Directeur de la Coordination régionale de la GDR)	Dominique PERREAU (Sous-directrice coordination GDR)
Daniel BOURGER (Directeur du RSI de Lorraine)	Nathalie PINEL (Directrice Adjointe RSI de Lorraine)
Claude GUGLIELMINA (Directeur adjoint de l'ARMSAL)	Michel ORDENER (médecin conseil de l'ARMSAL)

## Membres supplémentaires

- Le Président du Régime Local Alsace Moselle ou son représentant ;

- Le Directeur Interrégional de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires Est-Strasbourg ou son représentant.

**Article 2 :** La commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile en Lorraine est présidée par le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant.

**Article 3 :** Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

**Article 4 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 15 mars 2011

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Docteur Jean-Yves GRALL

## DEPARTEMENT AMBULATOIRE ET ACCES A LA SANTE

## Arrêté n° 79-2011 du 23 février 2011 portant composition de la commission régionale d'inscription au registre national des Psychothérapeutes

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique notamment son article 52 modifié par l'article 91 de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'Hôpital et relative aux Patients, à la Santé et aux Territoires

VU le décret n° 90-255 du 22 mars 1990 modifié fixant la liste des diplômes permettant de faire usage professionnel du titre de psychologue

VU le décret n° 2001-492 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à l'accusé de réception des demandes présentées aux autorités administratives

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement des commissions administratives à caractère consultatif, modifié par le décret n° 2009-613 du 4 juin 2009

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU le décret du 1er avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;

VU le décret n° 2010-534 du 20 mai 2010 relatif à l'usage du titre de psychothérapeute ;

VU l'arrêté du 8 juin 2010 relatif à la formation en psychopathologie clinique conduisant au titre de psychothérapeute ;

VU l'arrêté du 9 juin 2010 relatif aux demandes d'inscription au registre national des psychothérapeutes modifié par l'arrêté du 13 décembre 2010 ;

CONSIDERANT les candidatures proposées conformément aux dispositions de l'article 16 du décret n° 2010-534 du 20 mai 2010,

## ARRETE

**Article 1er :** La commission régionale est chargée de donner un avis sur les dossiers de demande d'inscription au registre national des psychothérapeutes.

**Article 2 :** La commission régionale est composée comme suit :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ou son représentant, Président

Membres titulaires :

- Monsieur SIBERTIN-BLANC, Professeur des Universités-Praticien Hospitalier,

- Monsieur Thierry MONTAUT, Praticien Hospitalier, Psychiatre

- Monsieur Cyril TARQUINIO, Professeur des Universités,

- Madame Marie-Lou COSTANTINI, Maître de conférences en Psychanalyse

- Monsieur Frédéric VERHAEGEN, Maître de conférences en psychopathologie cognitive,

- Madame Joëlle LIGHEZZOLO-ALNOT, Professeur en psychologie et psychopathologie cliniques

Membres suppléants :

- Monsieur François LARUELLE, Praticien Hospitalier, Psychiatre

- Monsieur le Professeur SCHWAN, Professeur des Universités-Praticien Hospitalier

- Monsieur Sébastien MONTEL, Maître de conférences en Psychopathologie Clinique

- Madame Barbara HOUBRE, Maître de conférences en Psychologie de la Santé et Clinique

- Monsieur Philippe CLAUDON, Maître de conférences HDR en psychologie clinique et pathologique

- Madame Marianne DOLLANDER, Maître de conférences en psychopathologie clinique

**Article 3 :** La durée du mandat des membres est fixée à 3 ans renouvelable une fois.

**Article 4 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de NANCY, 5 place de la Carrière à 54000 NANCY, ou d'un recours hiérarchique auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé, 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS 07 SP, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 5 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Article 6 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle et Vosges et affiché à l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Nancy, le 23 février 2011

Le Directeur Général de l'ARS de Lorraine,  
Docteur Jean-Yves GRALL

---

**Arrêté n° 80 du 23 février 2011 portant composition de la commission régionale d'agrément des établissements de formation autorisés à délivrer la formation permettant l'usage du titre de Psychothérapeute**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique, notamment son article 52 modifié par l'article 91 de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'Hôpital et relative aux Patients, à la Santé et aux Territoires ;

VU le décret n° 90-255 du 22 mars 1990 modifié fixant la liste des diplômes permettant de faire usage professionnel du titre de psychologue ;

VU le décret n° 2001-492 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à l'accusé de réception des demandes présentées aux autorités administratives ;

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement des commissions administratives à caractère consultatif, modifié par le décret n° 2009-613 du 4 juin 2009 ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU le décret du 1er avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;

VU le décret n° 2010-534 du 20 mai 2010 relatif à l'usage du titre de psychothérapeute ;

VU l'arrêté du 8 juin 2010 relatif à la formation en psychopathologie clinique conduisant au titre de psychothérapeute ;

VU l'arrêté du 9 juin 2010 relatif aux demandes d'inscription au registre national des psychothérapeutes modifié par l'arrêté du 13 décembre 2010 ;

CONSIDERANT les candidatures proposées conformément aux dispositions de l'article 10 du décret n° 534-2010 du 20 mai 2010,

**ARRETE**

**Article 1er :** La commission régionale est chargée de se prononcer sur les demandes d'agrément des établissements souhaitant dispenser la formation en psychopathologie clinique.

**Article 2 :** La commission régionale est composée comme suit :

Membres titulaires :

- Monsieur Jean-Pierre KAHN, Professeur des Universités-Praticien Hospitalier, Président

- Monsieur Cyril TARQUINIO, Professeur des Universités,

- Madame Marie-Lou COSTANTINI, Maître de conférences en Psychanalyse

- Monsieur François LARUELLE, Praticien Hospitalier, Psychiatre

- Monsieur Frédéric VERHAEGEN, Maître de conférences en Psychopathologie cognitive

- Madame Marianne DOLLANDER, Maître de conférences en Psychopathologie Clinique

Membres suppléants :

- Monsieur KABUTH, Professeur des Universités-Praticien Hospitalier

- Monsieur Sébastien MONTEL, Maître de conférences en Psychopathologie Clinique

- Madame Barbara HOUBRE, Maître de conférences en Psychanalyse

- Monsieur Lionel DANTIN, Praticien Hospitalier, Psychiatre

- Monsieur Philippe CLAUDON, Maître de conférences HDR en Psychologie clinique et pathologique

- Madame Joëlle LIGHEZZOLO-ALNOT, Professeur en psychologie et psychopathologie cliniques

**Article 3 :** La durée du mandat des membres est fixée à 3 ans renouvelable une fois.

**Article 4 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de NANCY, 5 place de la Carrière à 54000 NANCY, ou d'un recours hiérarchique auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé, 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS 07 SP, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

**Article 5 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Article 6 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle et Vosges et affiché à l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Nancy, le 23 février 2011

Le Directeur Général de l'ARS de Lorraine,  
Docteur Jean-Yves GRALL

---

**Arrêté n° 2011-106 du 14 mars 2011 portant agrément n° 178 de l'entreprise de transports sanitaires AMBULANCE « LES 2 ZEBRES » 54 - 2 rue de Nabécor - 54000 NANCY**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU les articles L 6312-1 à L 6312-5, R 6312-1 à R 6312-23 et R 6314-1 à R 6314-6 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté modifié du 21 décembre 1987 relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

VU l'arrêté modifié du 10 février 2009 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;

VU la décision du 1er avril 2010 portant organisation de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

VU l'arrêté du 1er avril 2010 portant délégation de signature de Monsieur Jean-Yves GRALL, directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

VU le dossier présenté le 15 février 2011 par Monsieur AMLAL Khalid tendant à obtenir l'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires ;

VU la visite des locaux effectuée le 11 mars 2011 ;

CONSIDERANT :

- que le dossier déposé à l'appui de la demande de Monsieur AMLAL Khalid est conforme à l'article R 6312-13 du code de la santé publique ;
- que les locaux répondent aux normes actuellement en vigueur ;
- qu'un agrément peut être délivré à titre provisoire, conformément à l'article R6313-7 du Code de santé publique, dans l'attente de l'avis du sous-comité des transports sanitaires du département de Meurthe-et-Moselle,

#### ARRETE

**Article 1er :** Est agréée, à titre provisoire, pour l'accomplissement de transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente et pour l'accomplissement de transports sanitaires de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale, l'entreprise de transports sanitaires terrestres ci-après désignée :

- Dénomination sociale : AMBULANCE « LES 2 ZEBRES » 54
- Forme juridique : société à responsabilité limitée à associé unique
- Capital : 10 000 €
- Siège social : 3 rue de Nabécor 54000 NANCY
- Nom commercial : AMBULANCE « LES 2 ZEBRES » 54
- Gérant associé unique : Monsieur AMLAL Khalid

**Article 2 :** La liste des membres du personnel composant les équipages des véhicules de transports sanitaires précisant leur qualification est constamment tenue à jour.

Cette liste est adressée annuellement à l'Agence Régionale de Santé qui est avisée sans délai de toute modification de la liste.

**Article 3 :** Toute modification de l'entreprise doit être signalée à l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

**Article 4 :** L'entreprise peut, à tout moment, être inspectée ou contrôlée par les services de l'Agence Régionale de Santé. Ces inspections ou contrôles peuvent avoir lieu inopinément ou sur rendez-vous.

**Article 5 :** Toute infraction à la réglementation sur les transports sanitaires terrestres peut faire l'objet de sanctions dans les formes et conditions prévues aux articles L 6313-1 et R 6314-1 à R 6314-6 du code de la santé publique.

**Article 6 :** Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 Avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique, devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5 Place Carrière à 54000 NANCY - pour le recours contentieux.

**Article 7 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la région Lorraine, de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et notifié à Monsieur AMLAL Khalid. Un exemplaire sera adressé à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 14 mars 2011

Le Directeur Général de l'ARS de Lorraine,  
Docteur Jean-Yves GRALL

#### **Arrêté n° 2011-116 du 21 mars 2011 portant agrément provisoire n° 179 de l'entreprise de transports sanitaires ETABLISSEMENTS D'ASCENZIO - EURL VELLEURITTER - Zone artisanale des Abanis - 54730 GORCY**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU les articles L 6312-1 à L 6312-5, R 6312-1 à R 6312-23 et R 6314-1 à R 6314-6 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté modifié du 21 décembre 1987 relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

VU l'arrêté modifié du 10 février 2009 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;

VU le dossier complet présenté le 14 mars 2011 par Madame VELLEURITTER Sandrine, agissant en qualité d'associée unique de l'EURL VELLEURITTER, tendant à obtenir l'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires ;

CONSIDERANT :

- La visite des locaux effectuée le 3 mars 2011 ;
- Que le dossier déposé à l'appui de la demande de Madame VELLEURITTER Sandrine est conforme à l'article R 6312-13 du code de la santé publique ;
- Que les locaux répondent aux normes actuellement en vigueur ;
- Qu'un agrément peut être délivré à titre provisoire, conformément à l'article R6313-7 du Code de santé publique, dans l'attente de l'avis du sous-comité des transports sanitaires du département de Meurthe-et-Moselle,

#### ARRETE

**Article 1er :** Est agréée, à titre provisoire, pour l'accomplissement de transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente et pour l'accomplissement de transports sanitaires de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale, l'entreprise de transports sanitaires terrestres ci-après désignée :

- Dénomination sociale : EURL VELLEURITTER
- Forme juridique : entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée
- Capital : 55 000 €
- Siège social : Zone artisanale des Abanis  
54730 GORCY
- Nom commercial : Etablissements d'ASCENZIO
- Gérant associé unique : Madame VELLEURITTER Sandrine

**Article 2 :** La liste des membres du personnel composant les équipages des véhicules de transports sanitaires précisant leur qualification est constamment tenue à jour.

Cette liste est adressée annuellement à l'Agence Régionale de Santé qui est avisée sans délai de toute modification de la liste.

**Article 3 :** Toute modification de l'entreprise doit être signalée à l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

**Article 4 :** L'entreprise peut, à tout moment, être inspectée ou contrôlée par les services de l'Agence Régionale de Santé. Ces inspections ou contrôles peuvent avoir lieu inopinément ou sur rendez-vous.

**Article 5 :** Toute infraction à la réglementation sur les transports sanitaires terrestres peut faire l'objet de sanctions dans les formes et conditions prévues aux articles L 6313-1 et R 6314-1 à R 6314-6 du code de la santé publique.

**Article 6 :** Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 Avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique, devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5 Place Carrière à 54000 NANCY - pour le recours contentieux.

**Article 7 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la région Lorraine, de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et notifié à Madame VELLEURITTER Sandrine. Un exemplaire sera adressé à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 mars 2011

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Docteur Jean-Yves GRALL

---

**Arrêté n° 2011-117 du 21 mars 2011 portant agrément provisoire n° 180 de l'entreprise de transports sanitaires SARL DU RUPT, 26 rue du Moulin Bas - 54470 THIAUCOURT REGNIEVILLE**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU les articles L 6312-1 à L 6312-5, R 6312-1 à R 6312-23 et R 6314-1 à R 6314-6 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté modifié du 21 décembre 1987 relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

VU l'arrêté modifié du 10 février 2009 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;

VU le dossier complet présenté le 23 février 2011 par Monsieur PAQUOT Philippe tendant à obtenir l'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires ;

CONSIDERANT :

- La visite des locaux effectuée le 17 mars 2011 ;

- Que le dossier déposé à l'appui de la demande de M. PAQUOT Philippe est conforme à l'article R 6312-13 du code de la santé publique ;

- Que les locaux répondent aux normes actuellement en vigueur ;

- Qu'un agrément peut être délivré à titre provisoire, conformément à l'article R6313-7 du Code de santé publique, dans l'attente de l'avis du sous-comité des transports sanitaires du département de Meurthe-et-Moselle,

**ARRETE**

**Article 1er :** Est agréée, à titre provisoire, pour l'accomplissement de transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente et pour l'accomplissement de transports sanitaires de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale, l'entreprise de transports sanitaires terrestres ci-après désignée :

- Dénomination sociale : DU RUPT

- Forme juridique : société à responsabilité limitée

- Capital : 17 000 €

- Siège social : 18 rue du Moulin Bas

54470 THIAUCOURT REGNIEVILLE

- Adresse de l'entreprise : 26 rue du Moulin Bas

54470 THIAUCOURT REGNIEVILLE

- Nom commercial : DU RUPT

- Gérant : Monsieur PAQUOT Philippe

**Article 2 :** La liste des membres du personnel composant les équipages des véhicules de transports sanitaires précisant leur qualification est constamment tenue à jour.

Cette liste est adressée annuellement à l'Agence Régionale de Santé qui est avisée sans délai de toute modification de la liste.

**Article 3 :** Toute modification de l'entreprise doit être signalée à l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

**Article 4 :** L'entreprise peut, à tout moment, être inspectée ou contrôlée par les services de l'Agence Régionale de Santé. Ces inspections ou contrôles peuvent avoir lieu inopinément ou sur rendez-vous.

**Article 5 :** Toute infraction à la réglementation sur les transports sanitaires terrestres peut faire l'objet de sanctions dans les formes et conditions prévues aux articles L 6313-1 et R 6314-1 à R 6314-6 du code de la santé publique.

**Article 6 :** Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa notification : auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 Avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique, devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5 Place Carrière à 54000 NANCY - pour le recours contentieux.

**Article 7 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la région Lorraine, de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et notifié à Monsieur PAQUOT Philippe. Un exemplaire sera adressé à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 mars 2011

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Docteur Jean-Yves GRALL

---

**DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT  
ET DU LOGEMENT DE LORRAINE**

**RESSOURCES ET MILIEUX NATURELS**

**Arrêté n° 2011-DREAL-RMN-10 en date du 15 mars 2011 autorisant la destruction, l'altération, la dégradation d'aires de reproduction ou de repos et la capture, destruction de spécimens d'espèces animales protégées ainsi que la coupe et l'arrachage de spécimens d'espèces végétales protégées**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre IV du Code de l'Environnement, notamment ses articles L 411-1 et L 411-2 et les articles R 411-1 à R 411-14 ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 et le décret n° 97-1204 du 19 décembre 1997 relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles, notamment en matière de capture d'espèces animales protégées ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2007-15 du 4 janvier 2007 relatif aux espèces animales non domestiques ainsi qu'aux espèces végétales non cultivées et modifiant le Code de l'Environnement ;

VU le décret du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du Code de l'Environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

VU l'arrêté interministériel du 19 novembre 2007 fixant la liste des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;  
 VU l'arrêté interministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;  
 VU l'arrêté interministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;  
 VU l'arrêté ministériel du 4 janvier 2010 nommant M. Alain LIGER, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine (DREAL Lorraine) ;  
 VU l'arrêté préfectoral n° 10.BMSSE.05 de M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à M. Alain LIGER, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine ;  
 VU l'arrêté préfectoral 2010-DREAL-04 du 8 février 2010 portant subdélégation de signature ;  
 VU la demande de dérogation au régime de protection des espèces en date du 04 octobre 2010 formulée par le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Longeau et de la Seigneulle et le dossier présenté à l'expert faune délégué du Conseil National de Protection de la Nature ;  
 VU les avis du Conseil National de Protection de la Nature en date du 22 janvier 2011 et du 29 janvier 2011 ;  
 CONSIDÉRANT que la demande de dérogation porte sur la coupe et l'arrachage de spécimens d'espèces végétales protégées, sur la destruction, l'altération ou la dégradation de milieu particulier et à la destruction de spécimens d'espèces protégées ;  
 CONSIDÉRANT que la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, aux populations d'espèces protégées citées dans le dossier dans leur aire de répartition naturelle, notamment du fait des mesures d'évitement, d'atténuation et de compensation à la destruction, l'altération ou la dégradation des milieux particuliers de ces espèces, proposées dans le dossier ;

## ARRETE

### Article 1er : Identité du bénéficiaire

Le bénéficiaire de la dérogation est le Syndicat intercommunal d'aménagement du Longeau et de la Seigneulle – 26 grand rue – 54800 BRAINVILLE.

### Article 2 : Nature de la dérogation

Le Syndicat intercommunal d'aménagement du Longeau et de la Seigneulle est autorisé à déroger à l'interdiction de coupe et d'arrachage, sur les lieux des travaux d'aménagement des cours d'eau du Longeau et de la Seigneulle sur les communes de Brainville, Friaucourt et Allamont (Meurthe et Moselle) tels que décrits dans le dossier de demande, d'environ 2000 spécimens de Germandrée des marais (*Teucrium scordium*) et de 5 spécimens de Stellaire des marais (*Stellaria palustris*). Les 2000 pieds de Germandrée des marais prélevés à l'annexe 6 bis seront réimplantés dans les habitats favorables des annexes 4 et 5.

Le Syndicat intercommunal d'aménagement du Longeau et de la Seigneulle est autorisé à déroger à l'interdiction de détruire, altérer ou dégrader les aires de repos ou les sites de reproduction des espèces suivantes, sur les lieux des travaux d'aménagement des cours d'eau du Longeau et de la Seigneulle sur les communes de Brainville, Friaucourt et Allamont (Meurthe et Moselle) tels que décrits dans le dossier de demande :

- |   |   |
|---|---|
| • Lézard des murailles ( <i>Podarcis muralis</i> )          | • Epervier d'Europe ( <i>Accipiter nisus</i> )                  |
| • Couleuvre à collier ( <i>Natrix natrix</i> )              | • Faucon crécerelle ( <i>Falco tinnunculus</i> )                |
| • Hérisson commun ( <i>Erinaceus europaeus</i> )            | • Faucon émerillon ( <i>Falco columbarius</i> )                 |
| • Chat forestier ( <i>Felis sylvestris</i> )                | • Faucon hobereau ( <i>Falco subbuteo</i> )                     |
| • Noctule de Leisler ( <i>Nyctalus leisleri</i> )           | • Fauvette à tête noire ( <i>Sylvia atricapilla</i> )           |
| • Noctule commune ( <i>Nyctalus noctua</i> )                | • Fauvette babillarde ( <i>Sylvia curruca</i> )                 |
| • Sérotine commune ( <i>Eptesicus serotinus</i> )           | • Fauvette des jardins ( <i>Sylvia borin</i> )                  |
| • Pipistrelle commune ( <i>Pipistrellus pipistrellus</i> )  | • Fauvette grisette ( <i>Sylvia communis</i> )                  |
| • Pipistrelle de Nathusius ( <i>Pipistrellus nathusii</i> ) | • Gobemouche noir ( <i>Ficedula hypoleuca</i> )                 |
| • Pipistrelle pygmée ( <i>Pipistrellus pygmaeus</i> )       | • Grand Cormoran ( <i>Phalacrocorax carbo</i> )                 |
| • Barbastelle d'Europe ( <i>Barbastella barbastellus</i> )  | • Grande Aigrette ( <i>Casmerodius albus</i> )                  |
| • Cuivré des marais ( <i>Lycaena dispar</i> )               | • Grèbe huppé ( <i>Podiceps cristatus</i> )                     |
| • Lamproie de Planer ( <i>Lampetra planeri</i> )            | • Grimpereau des jardins ( <i>Certhia brachydactyla</i> )       |
| • Vandoise ( <i>Leuciscus leuciscus</i> )                   | • Grosbec casse-noyaux ( <i>Coccothraustes coccothraustes</i> ) |
| • Loche de rivière ( <i>Cobitis taenia</i> )                | • Grue cendrée ( <i>Grus grus</i> )                             |
| • Brochet ( <i>Esox lucius</i> )                            | • Héron cendré ( <i>Ardea cinerea</i> )                         |
| • Bouvière ( <i>Rhodeus amarus</i> )                        | • Hirondelle de fenêtre ( <i>Delichon urbica</i> )              |
| • Mulette épaisse ( <i>Unio crassus</i> )                   | • Hirondelle rustique ( <i>Hirundo rustica</i> )                |
| • Accenteur mouchet ( <i>Prunella modularis</i> )           | • Hypolaïs polyglotte ( <i>Hippolais polyglotta</i> )           |
| • Autour des palombes ( <i>Accipiter gentilis</i> )         | • Linotte mélodieuse ( <i>Carduelis cannabina</i> )             |
| • Balbuzard pêcheur ( <i>Pandion haliaetus</i> )            | • Locustelle tachetée ( <i>Locustella naevia</i> )              |
| • Bergeronnette grise ( <i>Motacilla alba</i> )             | • Lorient d'Europe ( <i>Oriolus oriolus</i> )                   |
| • Bergeronnette printanière ( <i>Motacilla flava</i> )      | • Martinet noir ( <i>Apus apus</i> )                            |
| • Bondrée apivore ( <i>Pernis apivorus</i> )                | • Martin-pêcheur d'Europe ( <i>Alcedo atthis</i> )              |
| • Bouvreuil pivoine ( <i>Pyrrhula pyrrhula</i> )            | • Mésange à longue queue ( <i>Aegithalos caudatus</i> )         |
| • Bruant des roseaux ( <i>Emberiza schoeniclus</i> )        | • Mésange bleue ( <i>Parus caeruleus</i> )                      |
| • Bruant jaune ( <i>Emberiza citrinella</i> )               | • Mésange charbonnière ( <i>Parus major</i> )                   |
| • Bruant proyer ( <i>Miliaria calandra</i> )                | • Mésange nonnette ( <i>Parus palustris</i> )                   |
| • Busard cendré ( <i>Circus pygargus</i> )                  | • Milan noir ( <i>Milvus migrans</i> )                          |
| • Busard des roseaux ( <i>Circus aeruginosus</i> )          | • Moineau domestique ( <i>Passer domesticus</i> )               |
| • Busard Saint-Martin ( <i>Circus cyaneus</i> )             | • Moineau friquet ( <i>Passer montanus</i> )                    |
| • Buse variable ( <i>Buteo buteo</i> )                      | • Phragmite des joncs ( <i>Acrocephalus schoenobaenus</i> )     |
| • Chardonneret élégant ( <i>Carduelis carduelis</i> )       | • Pic épeiche ( <i>Dendrocopos major</i> )                      |
| • Chevalier culblanc ( <i>Tringa ochropus</i> )             | • Pic vert ( <i>Picus viridis</i> )                             |
| • Chevêche d'Athéna ( <i>Athene noctua</i> )                | • Pie-grièche écorcheur ( <i>Lanius collurio</i> )              |
| • Choucas des tours ( <i>Corvus monedula</i> )              | • Pinson des arbres ( <i>Fringilla coelebs</i> )                |
| • Chouette hulotte ( <i>Strix aluco</i> )                   | • Pipit des arbres ( <i>Anthus trivialis</i> )                  |
| • Coucou gris ( <i>Cuculus canorus</i> )                    | • Pipit farlouse ( <i>Anthus pratensis</i> )                    |
| • Cygne tuberculé ( <i>Cygnus olor</i> )                    |   |
| • Effraie des clochers ( <i>Tyto alba</i> )                 |   |

- Pouillot fitis (*Phylloscopus trochilus*)
- Pouillot siffleur (*Phylloscopus sibilatrix*)
- Pouillot véloce (*Phylloscopus collybita*)
- Roitelet huppé (*Regulus regulus*)
- Rossignol philomèle (*Luscinia megarhynchos*)
- Rougegorge familier (*Erithacus rubecula*)
- Rougequeue noir (*Phoenicurus ochruros*)

- Rousserolle effarvatte (*Acrocephalus scirpaceus*)
- Rousserolle verderolle (*Acrocephalus palustris*)
- Sittelle torchepot (*Sitta europaea*)
- Tarier pâtre (*Saxicola torquata*)
- Tarin des aulnes (*Carduelis spinus*)
- Troglodyte mignon (*Troglodytes troglodytes*)
- Verdier d'Europe (*Carduelis chloris*)

Le Syndicat intercommunal d'aménagement du Longeau et de la Seigneulle est autorisé à déroger à l'interdiction de capture, sur les lieux des travaux d'aménagement des cours d'eau du Longeau et de la Seigneulle sur les communes de Brainville, Friaucourt et Allamont (Meurthe et Moselle) tels que décrits dans le dossier de demande, de spécimens de Mulette épaisse (*Unio crassus*). Les spécimens seront relâchés dans les sites prévus à cet effet, tels que décrits dans le dossier de demande.

Après avoir mis en œuvre toute démarche pertinente d'évitement et, notamment, après avoir déplacé les spécimens d'*Unio crassus* présents sur l'emprise vers un site favorable, le Syndicat intercommunal d'aménagement du Longeau et de la Seigneulle est également autorisée à déroger à l'interdiction de détruire les spécimens des espèces suivantes qui, malgré les précautions prises, subsisteraient sur l'emprise au cours des travaux d'aménagement des cours d'eau du Longeau et de la Seigneulle sur les communes de Brainville, Friaucourt et Allamont (Meurthe et Moselle) tels que décrits dans le dossier de demande :

- Triton alpestre (*Ichthyosaura alpestris*)
- Triton palmé (*Lissotriton helveticus*)
- Triton ponctué ([Lissotriton vulgaris](#))
- Crapaud commun (*Bufo bufo*)
- Léopard des murailles (*Podarcus muralis*)
- Orvet fragile (*Anguis fragilis*)
- Couleuvre à collier (*Natrix natrix*)
- Hérisson commun (*Erinaceus europaeus*)
- Chat forestier (*Felis sylvestris*)
- Noctule de Leisler (*Nyctalus leisleri*)
- Noctule commune (*Nyctalus noctua*)
- Sérotine commune (*Eptesicus serotinus*)
- Pipistrelle commune (*Pipistrellus pipistrellus*)
- Pipistrelle de Nathusius (*Pipistrellus nathusii*)
- Pipistrelle pygmée (*Pipistrellus pygmaeus*)
- Barbastelle d'Europe (*Barbastella barbastellus*)
- Cuivré des marais (*Lycaena dispar*)
- Agrion de mercure (*Coenagrion mercuriale*)
- Lamproie de Planer (*Lampetra planeri*)
- Vandoise (*Leuciscus leuciscus*)
- Loche de rivière (*Cobitis taenia*)
- Brochet (*Esox lucius*)
- Bouvière (*Rhodeus amarus*)
- Mulette épaisse (*Unio crassus*)
- Accenteur mouchet (*Prunella modularis*)
- Autour des palombes (*Accipiter gentilis*)
- Balbuzard pêcheur (*Pandion haliaetus*)
- Bergeronnette grise (*Motacilla alba*)
- Bergeronnette printanière (*Motacilla flava*)
- Bondrée apivore (*Pernis apivorus*)
- Bouvreuil pivoine (*Pyrrhula pyrrhula*)
- Bruant des roseaux (*Emberiza schoeniclus*)
- Bruant jaune (*Emberiza citrinella*)
- Bruant proyer (*Miliaria calandra*)
- Busard cendré (*Circus pygargus*)
- Busard des roseaux (*Circus aeruginosus*)
- Busard Saint-Martin (*Circus cyaneus*)
- Buse variable (*Buteo buteo*)
- Chardonneret élégant (*Carduelis carduelis*)
- Chevalier culblanc (*Tringa ochropus*)
- Chevêche d'Athéna (*Athene noctua*)
- Choucas des tours (*Corvus monedula*)
- Chouette hulotte (*Strix aluco*)
- Coucou gris (*Cuculus canorus*)
- Cygne tuberculé (*Cygnus olor*)
- Effraie des clochers (*Tyto alba*)
- Epervier d'Europe (*Accipiter nisus*)
- Faucon crécerelle (*Falco tinnunculus*)
- Faucon émerillon (*Falco columbarius*)
- Faucon hobereau (*Falco subbuteo*)

- Fauvette à tête noire (*Sylvia atricapilla*)
- Fauvette babillarde (*Sylvia curruca*)
- Fauvette des jardins (*Sylvia borin*)
- Fauvette grisette (*Sylvia communis*)
- Gobemouche noir (*Ficedula hypoleuca*)
- Grand Cormoran (*Phalacrocorax carbo*)
- Grande Aigrette (*Casmerodius albus*)
- Grèbe huppé (*Podiceps cristatus*)
- Grimpereau des jardins (*Certhia brachydactyla*)
- Grosbec casse-noyaux (*Coccothraustes coccothraustes*)
- Grue cendrée (*Grus grus*)
- Héron cendré (*Ardea cinerea*)
- Hirondelle de fenêtre (*Delichon urbica*)
- Hirondelle rustique (*Hirundo rustica*)
- Hypolaïs polyglotte (*Hippolais polyglotta*)
- Linotte mélodieuse (*Carduelis cannabina*)
- Locustelle tachetée (*Locustella naevia*)
- Lorient d'Europe (*Oriolus oriolus*)
- Martinet noir (*Apus apus*)
- Martin-pêcheur d'Europe (*Alcedo atthis*)
- Mésange à longue queue (*Aegithalos caudatus*)
- Mésange bleue (*Parus caeruleus*)
- Mésange charbonnière (*Parus major*)
- Mésange nonnette (*Parus palustris*)
- Milan noir (*Milvus migrans*)
- Moineau domestique (*Passer domesticus*)
- Moineau friquet (*Passer montanus*)
- Phragmite des joncs (*Acrocephalus schoenobaenus*)
- Pic épeiche (*Dendrocopos major*)
- Pic vert (*Picus viridis*)
- Pie-grièche écorcheur (*Lanius collurio*)
- Pinson des arbres (*Fringilla coelebs*)
- Pipit des arbres (*Anthus trivialis*)
- Pipit farlouse (*Anthus pratensis*)
- Pouillot fitis (*Phylloscopus trochilus*)
- Pouillot siffleur (*Phylloscopus sibilatrix*)
- Pouillot véloce (*Phylloscopus collybita*)
- Roitelet huppé (*Regulus regulus*)
- Rossignol philomèle (*Luscinia megarhynchos*)
- Rougegorge familier (*Erithacus rubecula*)
- Rougequeue noir (*Phoenicurus ochruros*)
- Rousserolle effarvatte (*Acrocephalus scirpaceus*)
- Rousserolle verderolle (*Acrocephalus palustris*)
- Sittelle torchepot (*Sitta europaea*)
- Tarier pâtre (*Saxicola torquata*)
- Tarin des aulnes (*Carduelis spinus*)
- Troglodyte mignon (*Troglodytes troglodytes*)
- Verdier d'Europe (*Carduelis chloris*)

La présente dérogation est délivrée sous réserve de la mise en œuvre de l'ensemble des engagements et mesures décrites dans le dossier de demande de dérogation aux interdictions et des mesures suivantes qui les précisent ou les complètent :

- Absence d'intervention sur le tronçon de la Seigneulle qui abrite une importante population d'Agrion de Mercure ;
- Assistance technique d'un écologue durant toute la durée du chantier ;
- Délimitation de périmètres à exclure des travaux (notamment pour des intérêts botanique et ornithologique) et balisage des zones les plus sensibles ;
- Maniement précautionneux des terrains à espèces végétales invasives afin d'éviter tout risque d'introduction ou d'extension d'espèces invasives ;
- Aménagement écologique des tronçons comblés (création d'habitats de substitution) ;
- le chantier s'effectue entre le 01 juillet et le 31 mars afin de se situer hors période de reproduction de la majorité des espèces ;
- Création de mares ;
- Pêche de sauvegarde ;
- Acquisition et mise en gestion conservatoire de certains secteurs à enjeux écologiques avérés ;
- Création d'un groupe de travail au sein du CSRPN pour le suivi du déroulement du projet ;
- Délimitation et validation d'un périmètre ENS prioritaire sur l'ensemble « vallée du Longeau, de la Seigneulle et du marais de Droitaumont » (sous maîtrise d'ouvrage du Conseil Général de la Meurthe-et-Moselle) afin de pérenniser les mesures et établir un plan de gestion pour ceux-ci.
- Proposer au CG 54 l'acquisition foncière des secteurs présentant un grand intérêt écologique sur cet ENS, en particulier les zones de l'affaissement minier de « La prairie » (10 ha), de la « Parcelle du Moulin » (10 ha) et de « l'Etang » (8 ha) ;
- Déplacement d'espèces protégées ;
- Proposition de désignation d'une zone Natura 2000 (ZSC) et mise en place de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement par le biais notamment de MAET
- Réalisation d'un suivi scientifique sur 10 ans ;
- Se rapprocher de RFF qui a mené une expérimentation sur la capture et le déplacement de ce type de mollusques dans le cadre du projet de la LGV SEA.

Pour les détails, il convient de se référer aux tomes 1, 2 et 3 du dossier de demande d'autorisation – version du 30 septembre 2010.

**Article 4 :** Modalités de suivi

Le bénéficiaire de la présente dérogation fait réaliser à ses frais :

- en phase chantier, un suivi spécifique par un ou des écologues compétents ;
- un suivi scientifique est mis en place sur 10 ans, selon un ou des protocoles validés par le CSRPN. A chaque campagne de suivi (années n+1, n+2, n+3, n+5 et n+10), un rapport d'étude sera transmis au plus tard le 31 janvier de l'année suivante au CNPN, au CSRPN de Lorraine et à la DREAL Lorraine.

**Article 5 :** Localisation

Les dérogations aux interdictions listées à l'article 2 seront réalisées au droit du projet de renaturation des cours d'eau de la vallée du Longeau et de la Seigneulle, sur les communes de Brainville, Friaucourt et Allamont.

**Article 6 :** Durée de validité de la dérogation et échéances de réalisation des aménagements au titre des mesures compensatoires

La présente dérogation permet la réalisation des activités visées à l'article 2 du présent arrêté jusqu'au 31 décembre 2014 entre le 20 juillet et le 31 mars de chaque année, de sorte à couvrir la période des travaux d'aménagement des cours d'eau.

**Article 7 :** Mesures de contrôle

La mise en œuvre des dispositions définies aux articles 3 et 4 peut faire l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

**Article 8 :** Sanctions

Le non-respect du présent arrêté est passible des sanctions définies à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

**Article 9 :** Droits de recours et informations des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours par le bénéficiaire, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, auprès de la juridiction compétente.

**Article 10 :** Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à M. BOUVIER Patrice, Président du Syndicat intercommunal d'aménagement du Longeau et de la Seigneulle ;

- publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle ;

- et dont copie sera adressée à :

- \* Monsieur le Sous-Préfet de Briey,
- \* Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Meurthe-et-Moselle,
- \* Monsieur le Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse,
- \* Monsieur le Délégué du service départemental de la Meurthe-et-Moselle de l'Office Nationale de l'Eau et des Milieux Aquatiques,
- \* Monsieur le Directeur du service départemental de la Meurthe-et-Moselle de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- \* Monsieur le Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement, Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, Direction de l'eau et de la biodiversité,
- \* Monsieur le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle,
- \* Monsieur le Commissaire principal, Directeur de la sécurité publique.

Metz, le 15 mars 2011

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Régional,

Par subdélégation, le Chef du Service Ressources et Milieux Naturels,  
Marie-Laure MÉTAYER

**Arrêté n° 2011-DREAL-RMN-13 en date du 18 mars 2011 autorisant la capture à des fins scientifiques de spécimens d'espèces animales protégées**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre IV du Code de l'Environnement, notamment ses articles L 411-1 et L 411-2 et les articles R 411-1 à R 411-14 ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 et le décret n° 97-1204 du 19 décembre 1997 relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles, notamment en matière de capture d'espèces animales protégées,



VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret n°2007-15 du 4 janvier 2007 relatif aux espèces animales non domestiques ainsi qu'aux espèces végétales non cultivées et modifiant le Code de l'Environnement ;  
VU le décret du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du Code de l'Environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;  
VU l'arrêté interministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;  
VU l'arrêté ministériel du 4 janvier 2010 nommant M. Alain LIGER, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine (DREAL Lorraine) ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 10.BMSSE.05 de M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à M. Alain LIGER, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine ;  
VU l'arrêté préfectoral 2010-DREAL-04 du 8 février 2010 portant subdélégation de signature ;  
VU la demande de dérogation au régime de protection des espèces en date du 26 octobre 2010 formulée par la Commission Permanente d'Etude et de Protection des Eaux, du Sous-sol et des Cavernes de Lorraine (CPEPESC) et le dossier présenté à l'expert faune délégué du Conseil National de Protection de la Nature ;  
VU l'avis du Conseil National de Protection de la Nature en date du 23 janvier 2011 ;  
CONSIDÉRANT que la demande de dérogation porte sur la capture à des fins scientifique de spécimens de chiroptères protégées ;  
CONSIDÉRANT que la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, aux populations d'espèces protégées citées dans le dossier dans leur aire de répartition naturelle ;

## AR R E T E

### **Article 1er :** Identité du bénéficiaire

Le bénéficiaire de la dérogation est la Commission Permanente d'Etude et de Protection des Eaux, du Sous-sol et des Cavernes de Lorraine (CPEPESC). Les mandataires sont MM. GAMARDE Mickaël et HANOTEL Rémi.

### **Article 2 :** Nature de la dérogation

MM. GAMARDE Mickaël et HANOTEL Rémi sont autorisés à déroger à l'interdiction de capture et relâcher, de toutes les espèces de chauves-souris présentes en Meurthe-et-Moselle à l'exception de *Rhinolophus mehelyi* et *Myotis dasycneme*.

Cette dérogation aux interdictions a comme objectifs la protection de la faune, l'inventaire de population, l'étude écoéthologique, l'étude génétique et biométrique et le sauvetage de spécimens (hors intervention dans le cadre de travaux relevant des dérogations au titre des « infrastructures » au sens large).

Elle s'inscrit dans le cadre du plan de restauration national chiroptère.

### **Article 3 :** Conditions de la dérogation

La présente dérogation est délivrée sous réserve de la mise en œuvre de l'ensemble des engagements des codes de déontologie de la CPEPESC Lorraine pour le sauvetage et la capture temporaire.

Il est notamment interdit de réaliser des captures dans une colonie de mise-bas ou d'hibernation (pendant la période du 15 novembre au 1er mars).

Les animaux capturés soit manuellement, soit au filet, seront relâchés sur place. Les animaux trouvés morts devront être transmis au service diagnostic de la rage à l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Aliments à MALZEVILLE.

### **Article 4 :** Modalités de suivi

Les bénéficiaires de la présente dérogation transmettront un rapport de leurs activités à la Commission Permanente d'Etude et de Protection des Eaux, du Sous-sol et des Cavernes de Lorraine (CPEPESC). Celle-ci établira un rapport de synthèse au niveau régional et le transmettra aux Directions Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine et de Franche-Comté ainsi qu'au Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer, Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, Direction de l'eau et de la biodiversité.

De plus, les données seront intégrées à la base de données nationale.

### **Article 5 :** Localisation

Les dérogations aux interdictions listées à l'article 2 seront réalisées sur l'ensemble des communes du département.

### **Article 6 :** Durée de validité de la dérogation et échéances de réalisation des aménagements au titre des mesures compensatoires

La présente dérogation permet la réalisation des activités visées à l'article 2 du présent arrêté jusqu'au 31 décembre 2012.

### **Article 7 :** Mesures de contrôle

La mise en œuvre des dispositions définies aux articles 3 et 4 peut faire l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

### **Article 8 :** Sanctions

Le non-respect du présent arrêté est passible des sanctions définies à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

### **Article 9 :** Droits de recours et informations des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours par le bénéficiaire, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, auprès de la juridiction compétente.

### **Article 10 :** Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à la CPEPESC Lorraine ;
- publié au Recueil des Actes Administratifs de la Meurthe-et-Moselle ;
- et dont copie sera adressée à :

- \* Messieurs les Sous-préfets de la Meurthe-et-Moselle,
- \* Monsieur le Directeur territorial de l'Office National des Forêts,
- \* Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Meurthe-et-Moselle,
- \* Monsieur le Délégué du service départemental de la Meurthe-et-Moselle de l'Office Nationale de l'Eau et des Milieux Aquatiques,
- \* Monsieur le Directeur du service départemental de la Meurthe-et-Moselle de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- \* Madame la Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement, Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, Direction de l'eau et de la biodiversité,
- \* Monsieur le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle,
- \* Monsieur le Commissaire principal, Directeur de la sécurité publique.

Metz, le 18 mars 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional,  
Par subdélégation, le Chef du Service Ressources et Milieux Naturels,  
Marie-Laure MÉTAYER

## DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE

**Arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/381 du 26 janvier 2011 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Florent ALBRECHT, « La Tchav'production », Ferme de Mehon - 54300 LUNÉVILLE**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU les codes du Commerce, du Travail et de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000, modifié, pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2006-61 en date du 22 février 2006, portant renouvellement des membres de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,

VU l'arrêté 11.BI.32 du 17 janvier 2011 donnant délégation de signature à M. Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 25 janvier 2011,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRETE**

**Article 1er :** La licence d'entrepreneur de spectacles de 3ème catégorie portant le numéro 3-1042422 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Florent ALBRECHT, « La Tchav'production », Ferme de Mehon - 54300 LUNÉVILLE.

**Article 2 :** Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 janvier 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Jean-Luc BREDEL

**Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/383 du 26 janvier 2011 accordant des licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Jean BALLADUR, Association « La Mousson d'été » 9, rue Saint-Martin, Abbaye des Prémontrés - 54705 PONT-À-MOUSSON**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRETE**

**Article 1er :** Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2ème et 3ème catégorie portant les numéros 2-1042408 et 3-1042409 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Jean BALLADUR, Association « La Mousson d'été » 9, rue Saint-Martin, Abbaye des Prémontrés - 54705 PONT-À-MOUSSON.

**Article 2 :** Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 janvier 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Jean-Luc BREDEL

**Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/384 du 26 janvier 2011 accordant des licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Jean Camille BLANC, Association « Cie les Sourcieuses », 1, rue de la Croix - 54830 VALLOIS**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRETE**

**Article 1er :** Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2ème et 3ème catégorie portant les numéros 2-1042435 et 3-1042436 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Jean Camille BLANC, Association « Cie les Sourcieuses », 1, rue de la Croix - 54830 VALLOIS.

**Article 2 :** Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 janvier 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Jean-Luc BREDEL

**Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/385 du 26 janvier 2011 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Madame Audrey BODERE, Association « ENTHEOS », 16, rue Robert Schuman - 54340 POMPEY**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRETE**

**Article 1er** : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2ème catégorie portant le numéro 2-1042429 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Audrey BODERE, Association « ENTHEOS », 16, rue Robert Schuman - 54340 POMPEY.

**Article 2** : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3** : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

**Article 4** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 janvier 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Jean-Luc BREDEL

---

**Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/386 du 26 janvier 2011 accordant des licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Pierre BOILEAU, Espace Chaudeau, 1, Rond Point Chaudeau - 54710 LUDRES**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRETE**

**Article 1er** : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1ère et 3ème catégorie portant les numéros 1-1042455 et 3-1042456 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Pierre BOILEAU, Espace Chaudeau, 1, Rond Point Chaudeau - 54710 LUDRES.

**Article 2** : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3** : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

**Article 4** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 janvier 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Jean-Luc BREDEL

---

**Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/387 du 26 janvier 2011 renouvelant la licence d'entrepreneur de spectacles à Madame Patricia CHARLES, « Compagnie des Transports » 21, Avenue Anatole France - 54000 NANCY**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRETE**

**Article 1er** : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2ème catégorie portant le numéro 2-1008288 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Patricia CHARLES, « Compagnie des Transports » 21, Avenue Anatole France - 54000 NANCY.

**Article 2** : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3** : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

**Article 4** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 janvier 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Jean-Luc BREDEL

---

**Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/388 du 26 janvier 2011 renouvelant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Joffrey DELHOTAL, Association « Harmo & Co » 1, rue Claude Bolling - 54740 XIROCOURT**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRETE**

**Article 1er** : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2ème catégorie portant le numéro 2-1008259 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Joffrey DELHOTAL, Association « Harmo & Co » 1, rue Claude Bolling - 54740 XIROCOURT.

**Article 2 :** Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 janvier 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Jean-Luc BREDEL

---

**Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/389 du 26 janvier 2011 renouvelant des licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Frédéric DENIS, Association « Art Production » Allée de la Poste - 54840 VELAIN-EN-HAYE**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRETE**

**Article 1er :** Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2ème et 3ème catégorie portant les numéros 54-417 et 54-418 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Frédéric DENIS, Association « Art Production » Allée de la Poste - 54840 VELAIN-EN-HAYE.

**Article 2 :** Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 janvier 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Jean-Luc BREDEL

---

**Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/390 du 26 janvier 2011 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Dominique FAUCHEUR, Association « Compagnie la Cigogne » 23, rue Dupont des Loges - 54000 NANCY**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRETE**

**Article 1er :** La licence d'entrepreneur de spectacles de 2ème catégorie portant le numéro 2-1042443 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Dominique FAUCHEUR, Association « Compagnie la Cigogne » 23, rue Dupont des Loges - 54000 NANCY.

**Article 2 :** Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 janvier 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Jean-Luc BREDEL

---

**Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/391 du 26 janvier 2011 renouvelant la licence d'entrepreneur de spectacles à Madame Lydie FERRY, Théâtre de poche, Rue du Béarn - 54400 COSNES**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRETE**

**Article 1er :** La licence d'entrepreneur de spectacles de 3ème catégorie portant le numéro 54-0456 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Lydie FERRY, Théâtre de poche, Rue du Béarn - 54400 COSNES.

**Article 2 :** Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 janvier 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Jean-Luc BREDEL

**Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/392 du 26 janvier 2011 accordant des licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Julien FICELY, Association « Compagnie Filament » 12, Place du colonel Fabien - 54000 NANCY**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRETE**

**Article 1er** : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2ème et 3ème catégorie portant les numéros 2-1042411 et 3-1042412 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Julien FICELY, Association « Compagnie Filament » 12, Place du colonel Fabien - 54000 NANCY.

**Article 2** : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3** : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

**Article 4** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 janvier 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Jean-Luc BREDEL

**Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/393 du 26 janvier 2011 renouvelant des licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Lionel GUINGRICH, Association « Les pieds dans la lune » 6, rue du Moulin - 54112 ALLAMPS**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRETE**

**Article 1er** : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2ème et 3ème catégorie portant les numéros 2-1008277 et 3-1008278 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Lionel GUINGRICH, Association « Les pieds dans la lune » 6, rue du Moulin - 54112 ALLAMPS.

**Article 2** : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3** : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

**Article 4** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 janvier 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Jean-Luc BREDEL

**Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/394 du 26 janvier 2011 renouvelant des licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Gérard HOWALD, Mairie de Toul, 13, rue de Rigny - 54200 TOUL**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRETE**

**Article 1er** : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1ère et 3ème catégorie portant les numéros 54-0409 et 54-0410 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Gérard HOWALD, Mairie de Toul, 13, rue de Rigny - 54200 TOUL.

**Article 2** : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3** : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

**Article 4** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 janvier 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Jean-Luc BREDEL

**Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/395 du 26 janvier 2011 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Madame Emilie LANDO, Association « Street Harmony » 54, rue des 4 églises - 54000 NANCY**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRETE**

**Article 1er** : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2ème catégorie portant le numéro 2-1042450 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Emilie LANDO, Association « Street Harmony » 54, rue des 4 églises - 54000 NANCY.

**Article 2** : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3** : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

**Article 4** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 janvier 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Jean-Luc BREDEL

---

**Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/396 du 26 janvier 2011 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Hugues LECLERE, Association « Nancyphonies » 7-11, rue Saint-Lambert - 54000 NANCY**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRETE**

**Article 1er** : La licence d'entrepreneur de spectacles de 3ème catégorie portant le numéro 3-1042434 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Hugues LECLERE, Association « Nancyphonies » 7-11, rue Saint-Lambert - 54000 NANCY.

**Article 2** : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3** : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

**Article 4** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 janvier 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Jean-Luc BREDEL

---

**Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/397 du 26 janvier 2011 accordant des licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Henry LEMOINE, Mairie de Pont-à-Mousson, 19, Place Duroc - 54700 PONT-À-MOUSSON**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRETE**

**Article 1er** : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1ère, 2ème et 3ème catégorie portant les numéros 1-1042446, 1-1042445, 2-1042444 et 3-1042447 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Henry LEMOINE, Mairie de Pont-à-Mousson, 19, Place Duroc - 54700 PONT-À-MOUSSON.

Licence 1-1042446 pour l'Espace Saint-Laurent, rue Philippe de Gueldres, 54700 PONT-À-MOUSSON ;

Licence 1-1042445 pour l'Espace Montrichard, Chemin de Montrichard, 54700 PONT-À-MOUSSON.

**Article 2** : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3** : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

**Article 4** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 janvier 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Jean-Luc BREDEL

---

**Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/398 du 26 janvier 2011 renouvelant la licence d'entrepreneur de spectacles à Madame Sylvie MAILLARD, Association « Tac'théâtre » 32, Bd de Baudricourt - 54600 VILLERS-LÈS-NANCY**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRETE**

**Article 1er** : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2ème catégorie portant le numéro 2-1012085 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Sylvie MAILLARD, Association « Tac'théâtre » 32, Bd de Baudricourt - 54600 VILLERS-LÈS-NANCY.

**Article 2** : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3** : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

**Article 4** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 janvier 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Jean-Luc BREDEL

**Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/399 du 26 janvier 2011 accordant des licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Romain MONEREAU, Association « The Link Productions », 15, rue du général Patton - 54270 ESSEY-LÈS-NANCY**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRETE**

**Article 1er** : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2ème et 3ème catégorie portant les numéros 2-1042453 et 3-1042454 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Romain MONEREAU, Association « The Link Productions », 15, rue du général Patton - 54270 ESSEY-LÈS-NANCY.

**Article 2** : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3** : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

**Article 4** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 janvier 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Jean-Luc BREDEL

**Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/400 du 26 janvier 2011 renouvelant des licences d'entrepreneur de spectacles à Madame Stéphanie MULLER, Association « Zyryal Productions » 4, rue Jean-Jacques Rousseau - 54400 LONGWY-HAUT**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRETE**

**Article 1er** : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2ème et 3ème catégorie portant les numéros 54-0442 et 54-0443 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Stéphanie MULLER, Association « Zyryal Productions » 4, rue Jean-Jacques Rousseau - 54400 LONGWY-HAUT.

**Article 2** : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3** : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

**Article 4** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 janvier 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Jean-Luc BREDEL

**Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/401 du 26 janvier 2011 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Madame Nadia REZETTE, Association « APALVA » Avenue de la Libération, Foyer Robert Bouillon - 54190 VILLERUPT**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRETE**

**Article 1er** : La licence d'entrepreneur de spectacles de 3ème catégorie portant le numéro 3-1042437 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Nadia REZETTE, Association « APALVA » Avenue de la Libération, Foyer Robert Bouillon - 54190 VILLERUPT.

**Article 2** : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3** : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

**Article 4** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 janvier 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Jean-Luc BREDEL

**Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/402 du 26 janvier 2011 renouvelant des licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Roger TIRLICIEN, « Musique et Danse en Lorraine » Abbaye des Prémontrés, BP 83, 9, rue Saint-Martin - 54704 PONT-À-MOUSSON**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRETE**

**Article 1er** : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2ème et 3ème catégorie portant les numéros 54-0469 et 54-0470 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Roger TIRLICIEN, « Musique et Danse en Lorraine » Abbaye des Prémontrés, BP 83, 9, rue Saint-Martin - 54704 PONT-À-MOUSSON.

**Article 2 :** Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 janvier 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Jean-Luc BREDEL

---

**Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/403 du 26 janvier 2011 renouvelant la licence d'entrepreneur de spectacles à Madame Danielle TREVIS, « Le Pavillon bleu » Le Pont de Fresnes - 54200 VILLEY-SAINT-ETIENNE**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRETE**

**Article 1er :** La licence d'entrepreneur de spectacles de 2ème catégorie portant le numéro 2-1008261 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Danielle TREVIS, « Le Pavillon bleu » Le Pont de Fresnes - 54200 VILLEY-SAINT-ETIENNE.

**Article 2 :** Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 janvier 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Jean-Luc BREDEL

---

**Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/404 du 26 janvier 2011 renouvelant la licence d'entrepreneur de spectacles à Madame Véronique VALENTIN, Association « Cie l'Escalier » 26, rue de l'Orme - 54220 MALZÉVILLE**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRETE**

**Article 1er :** La licence d'entrepreneur de spectacles de 2ème catégorie portant le numéro 2-1008946 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Véronique VALENTIN, Association « Cie l'Escalier » 26, rue de l'Orme - 54220 MALZÉVILLE.

**Article 2 :** Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 janvier 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Jean-Luc BREDEL

---

**Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2011/405 du 26 janvier 2011 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Antoine WATISSE, Association « Tara la Compagnie » 6, rue Callot - 54000 NANCY**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**ARRETE**

**Article 1er :** La licence d'entrepreneur de spectacles de 2ème catégorie portant le numéro 2-1042426 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Antoine WATISSE, Association « Tara la Compagnie » 6, rue Callot - 54000 NANCY.

**Article 2 :** Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 janvier 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Jean-Luc BREDEL



## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

## AGRICULTURE - FORET - CHASSE

**Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 009, du 28 janvier 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à TONNOY - ORMES-&-VILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3202**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 21/12/2010 par Madame GRANDDIDIER Virginie à LUDRES concernant 18,21 ha situés à TONNOY et ORMES & VILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
CONSIDERANT qu'il existe plusieurs demandes pour reprendre l'exploitation de M. BLANQUIN Benoît à TONNOY et ORMES & VILLE,  
CONSIDERANT qu'il est nécessaire de s'assurer que les candidatures prioritaires éventuelles ont pu être recensées,

**DECIDE**

**Article 1er :** En application de l'article R 331-6 du code rural, le délai d'instruction est porté de 4 à 6 mois pour la demande d'autorisation d'exploiter présentée par Madame GRANDDIDIER Virginie portant sur les terres agricoles exploitées précédemment par M. BLANQUIN Benoît à TONNOY et ORMES & VILLE.

**Article 2 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée au(x) intéressé(s) demandeur(s) et sera publiée au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 28 janvier 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
M. MARTY

**Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 010, du 28 janvier 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à TONNOY - BENNEY - ORMES-&-VILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3207**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 21/12/2010 par Madame GRANDDIDIER Virginie à LUDRES concernant 65,84 ha situés à TONNOY - BENNEY et ORMES & VILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
CONSIDERANT qu'il existe plusieurs demandes pour reprendre l'exploitation de M. GRANDDIDIER Nicolas à TONNOY - BENNEY et ORMES & VILLE,  
CONSIDERANT qu'il est nécessaire de s'assurer que les candidatures prioritaires éventuelles ont pu être recensées,

**DECIDE**

**Article 1er :** En application de l'article R 331-6 du code rural, le délai d'instruction est porté de 4 à 6 mois pour la demande d'autorisation d'exploiter présentée par Madame GRANDDIDIER Virginie portant sur les terres agricoles exploitées précédemment par M. GRANDDIDIER Nicolas à TONNOY - BENNEY et ORMES & VILLE.

**Article 2 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée au(x) intéressé(s) demandeur(s) et sera publiée au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 28 janvier 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
M. MARTY

**Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 012, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à SORNEVILLE - MONCEL-SUR-SEILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3210**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 11/01/2011 par l'EARL des SABLES (Monsieur, Madame BOTTELIN Cyril et Colette) à LANEUVELOTTÉ concernant 22,84 ha situés à SORNEVILLE et MONCEL SUR SEILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement -  
VU l'absence de demande concurrente,

**DECIDE**

**Article 1er :** L'EARL des SABLES, composé de Monsieur, Madame BOTTELIN Cyril et Colette, est autorisé à exploiter 22,84 ha (MONCEL SUR SEILLE parcelle ZH 67 – SORNEVILLE parcelles C 601 - D 488 - ZC 19 - ZD 11-12-13-14-91 - ZE 23-35) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL des SABLES (Monsieur, Madame BOTTELIN Cyril et Colette).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Monsieur, Madame BOTTELIN Cyril et Colette, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SORNEVILLE et MONCEL SUR SEILLE pour affichage.

Nancy, le 1er février 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
M. MARTY

**Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 013, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à FLAVIGNY-SUR-MOSELLE - CEINTREY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3174**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 02/11/2010 par l'EARL DU VIEUX TILLEUL (Monsieur, Madame FRANCOIS Thierry et Marie) à TONNOY concernant 83,53 ha situés à FLAVIGNY SUR MOSELLE et CEINTREY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue de l'intégration de Monsieur ARNOULD Vincent en tant qu'associé

VU l'absence de demande concurrente,

**D E C I D E**

**Article 1er** : L'EARL DU VIEUX TILLEUL, composé de Monsieur, Madame FRANCOIS Thierry et Marie, est autorisé à exploiter 83,53 ha conformément à la demande déposée.

**Article 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DU VIEUX TILLEUL (Monsieur, Madame FRANCOIS Thierry et Marie).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Monsieur, Madame FRANCOIS Thierry et Marie, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de FLAVIGNY SUR MOSELLE et CEINTREY pour affichage.

Nancy, le 1er février 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
M. MARTY

---

**Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 014, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à FLAVIGNY-SUR-MOSELLE - CEINTREY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3205**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 20/12/2010 par Monsieur CHOIGNOT Alain à XEUILLEY concernant 12,40 ha situés à FLAVIGNY SUR MOSELLE et CEINTREY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU l'absence de demande concurrente,

**D E C I D E**

**Article 1er** : Monsieur CHOIGNOT Alain est autorisé à exploiter 12,40 ha (CEINTREY parcelles A 370 - ZL 015, 029 – FLAVIGNY SUR MOSELLE parcelle ZO 051) conformément à la demande déposée.

**Article 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur CHOIGNOT Alain.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur CHOIGNOT Alain, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de FLAVIGNY SUR MOSELLE et CEINTREY pour affichage.

Nancy, le 1er février 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
M. MARTY

---

**Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 015, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à FLAVIGNY-SUR-MOSELLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3196**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 16/12/2010 par Monsieur THOUVENIN Philippe à FLAVIGNY SUR MOSELLE concernant 15,05 ha situés à FLAVIGNY SUR MOSELLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU l'absence de demande concurrente,

**D E C I D E**

**Article 1er** : Monsieur THOUVENIN Philippe est autorisé à exploiter 15,05 ha (FLAVIGNY SUR MOSELLE parcelles ZV 042, 043, 090, 127, 129, 146, 147, 148, 176, 177, 180, 181) conformément à la demande déposée.

**Article 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur THOUVENIN Philippe.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur THOUVENIN Philippe, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de FLAVIGNY SUR MOSELLE pour affichage.

Nancy, le 1er février 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
M. MARTY

---

**Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 016, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à PULNEY - GRIMONVILLER - FECOCOURT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3200**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 20/12/2010 par le GAEC DU HAUT DE L'EPINE (Messieurs, Madame OLYR Yannick - Didier et Blandine) à FECOCOURT concernant 23,22 ha situés à PULNEY - GRIMONVILLER et FECOCOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU l'absence de demande concurrente,

**D E C I D E**

**Article 1er** : Le GAEC DU HAUT DE L'EPINE, composé de Messieurs, Madame OLYR Yannick - Didier et Blandine, est autorisé à exploiter 23,22 ha (GRIMONVILLER parcelles ZC 17-18-19-20 – FECOCOURT parcelles ZB 64 - ZC 15 – PULNEY parcelles C 428-429 - ZC 15-24-53-54-56 - ZE 28 - ZH 16) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle. Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DU HAUT DE L'EPINE (Messieurs, Madame OLR Y Yannick - Didier et Blandine).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs, Madame OLR Y Yannick - Didier et Blandine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de PULNEY - GRIMONVILLER et FECOCOURT pour affichage.

Nancy, le 1er février 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
M. MARTY

---

**Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 017, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à FECOCOURT - DOMMARIE- EULMONT - PULNEY - GRIMONVILLER - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3204**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 03/01/2011 par Monsieur JEANDEL Jean Claude à PULNEY concernant 26,05 ha situés à FECOCOURT - DOMMARIE EULMONT - PULNEY et GRIMONVILLER ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement

VU l'absence de demande concurrente,

**D E C I D E**

**Article 1er :** Monsieur JEANDEL Jean Claude est autorisé à exploiter 26,05 ha (DOMMARIE-EULMONT parcelles AI 68, 70 - ZA 24 - GRIMONVILLER parcelles ZE 18, 56 - ZI 73 - FECOCOURT parcelles ZB 27,28, 29, 30, 33,34, 35, 37, 38 - PULNEY parcelles ZC 1, 2, - ZE 12, 16, 19, 20, 21, 31, 39, 40 - ZI 68, 69, 70, 73) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur JEANDEL Jean Claude.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur JEANDEL Jean Claude, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de FECOCOURT - DOMMARIE EULMONT - PULNEY et GRIMONVILLER pour affichage.

Nancy, le 1er février 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
M. MARTY

---

**Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 018, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à DOMMARIE- EULMONT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3206**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 20/12/2010 par l'EARL DE TRICHAUPONT (Monsieur, Madame MANGENOT Thierry et Emmanuelle) à FECOCOURT concernant 2,80 ha situés à DOMMARIE EULMONT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU l'absence de demande concurrente,

**D E C I D E**

**Article 1er :** L'EARL DE TRICHAUPONT, composé de Monsieur, Madame MANGENOT Thierry et Emmanuelle, est autorisé à exploiter 2,80 ha (DOMMARIE-EULMONT parcelles ZA 27-37) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DE TRICHAUPONT (Monsieur, Madame MANGENOT Thierry et Emmanuelle).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Monsieur, Madame MANGENOT Thierry et Emmanuelle, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de DOMMARIE EULMONT pour affichage.

Nancy, le 1er février 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
M. MARTY

---

**Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 019, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à MONT-L'ETROIT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3189**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 05/01/2011 par le GAEC DES TROIS LIEUES (Monsieur, Madame BOULANGER Guillaume et Marie-Claude) à SAULXURES LES VANNES concernant 6,13 ha situés à MONT L'ETROIT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU la demande concurrente de Messieurs et Madame BANON Bruno, Sylvie et CHRETIEN Rémi (EARL DU PETIT FER),

Considérant que les demandes d'agrandissement de Monsieur et Madame BOULANGER Guillaume et Marie-Claude (GAEC DES TROIS LIEUES) et de Messieurs et Madame BANON Bruno et Sylvie et CHRETIEN Rémi (EARL DU PETIT FER), relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 SCOP/UMO),

**D E C I D E**

**Article 1er :** Le GAEC DES TROIS LIEUES, composé de Monsieur, Madame BOULANGER Guillaume et Marie-Claude, est autorisé à exploiter 6,13 ha (MONT L'ETROIT parcelle ZE 2) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DES TROIS LIEUES (Monsieur, Madame BOULANGER Guillaume et Marie-Claude).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Monsieur, Madame BOULANGER Guillaume et Marie-Claude, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MONT L'ETROIT pour affichage.

Nancy, le 1er février 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
M. MARTY

---

**Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 020, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à MONT-L'ETROIT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3209**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 06/01/2011 par l'EARL DU PETIT FER (Messieurs, Madame BANON Bruno et Sylvie et CHRETIEN Rémi) à PUNEROT concernant 6,13 ha situés à MONT L'ETROIT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU la demande concurrente de Monsieur et Madame BOULANGER Guillaume et Marie-Claude (GAEC DES TROIS LIEUES),

Considérant que les demandes d'agrandissement de Monsieur et Madame BOULANGER Guillaume et Marie-Claude (GAEC DES TROIS LIEUES) et de Messieurs et Madame BANON Bruno et Sylvie et CHRETIEN Rémi (EARL DU PETIT FER), relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 SCOP/UMO),

**D E C I D E**

**Article 1er :** L'EARL DU PETIT FER, composé de Messieurs, Madame BANON Bruno et Sylvie et CHRETIEN Rémi, est autorisé à exploiter 6,13 ha (MONT L'ETROIT parcelle ZE 2) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DU PETIT FER (Messieurs, Madame BANON Bruno et Sylvie et CHRETIEN Rémi).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Messieurs, Madame BANON Bruno et Sylvie et CHRETIEN Rémi, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MONT L'ETROIT pour affichage.

Nancy, le 1er février 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
M. MARTY

---

**Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 021, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à PAGNEY-DERRIERE-BARINE - ECROUVES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3182**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 03/01/2011 par le GAEC DU GRAND PARC (Messieurs COLLIN Pierre, François) à BOUVRON concernant 42,01 ha situés à PAGNEY DERRIERE BARINE et ECROUVES ; la motivation et le résultat étant la compensation,

VU l'absence de demande concurrente,

**D E C I D E**

**Article 1er :** Le GAEC DU GRAND PARC, composé de Messieurs COLLIN Pierre, François, est autorisé à exploiter 42,01 ha (ECROUVES parcelles AK 206 - AL 241, 243, 248, 245, 246, 251 à 256, 258, 259, 260, 261, 309, 313, 314 - ZA 1, 3, 8 à 12, 18, 21 à 27 - ZB 11, 13, 14 - PAGNEY DERRIERE BARINE parcelles ZH 54, 55 - ZI 16, 17, 19 à 22, 24, 25, 26 à 32, 102, 103, 104, 106 à 108, 124 - ZK 19, 44, 45) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DU GRAND PARC (Messieurs COLLIN Pierre, François).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs COLLIN Pierre, François, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de PAGNEY DERRIERE BARINE et ECROUVES pour affichage.

Nancy, le 1er février 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
M. MARTY

---

**Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 022, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à UGNY - CONS-LA-GRANDVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3145**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 14/12/2010 par la SCEA DE LA VALLEE (Messieurs, Madame JACQUE François, Rémi et Christiane) à CONS LA GRANDVILLE concernant 13,04 ha situés à UGNY et CONS LA GRANDVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU l'absence de demande concurrente,

**D E C I D E**

**Article 1er :** La SCEA DE LA VALLEE, composée de Messieurs, Madame JACQUE François, Rémi et Christiane, est autorisée à exploiter 13,04 ha (CONS LA GRANDVILLE parcelles ZB 013, 059 - UGNY parcelle ZI 004) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA DE LA VALLEE (Messieurs, Madame JACQUE François, Rémi et Christiane).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs, Madame JACQUE François, Rémi et Christiane, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de UGNY et CONS LA GRANDVILLE pour affichage.

Nancy, le 1er février 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
M. MARTY

---

**Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 023, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT-MARCEL - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3187**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 20/12/2010 par Monsieur HUMBERT Serge à TRONVILLE concernant 2,83 ha situés à SAINT MARCEL ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU l'absence de demande concurrente,

**D E C I D E**

**Article 1er :** Monsieur HUMBERT Serge est autorisé à exploiter 2,83 ha (SAINT MARCEL parcelle ZB 0024) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur HUMBERT Serge.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur HUMBERT Serge, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAINT MARCEL pour affichage.

Nancy, le 1er février 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
M. MARTY

---

**Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 024, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT-NICOLAS-DE-PORT - VARANGVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3195**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 21/12/2010 par le GAEC SAINT JEAN (Messieurs VOIRY Alex et REIGNIER Jean-Marc) à VARANGVILLE concernant 119,45 ha situés à SAINT NICOLAS DE PORT et VARANGVILLE ; la motivation et le résultat étant l'intégration d'un associé,

VU l'absence de demande concurrente,

**D E C I D E**

**Article 1er :** Le GAEC SAINT JEAN, composé de Messieurs VOIRY Alex et REIGNIER Jean-Marc, est autorisé à exploiter 119,45 ha conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC SAINT JEAN (Messieurs VOIRY Alex et REIGNIER Jean-Marc).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs VOIRY Alex et REIGNIER Jean-Marc, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAINT NICOLAS DE PORT et VARANGVILLE pour affichage.

Nancy, le 1er février 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
M. MARTY

---

**Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 025, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à ROGEVILLE - DOMEVRE-EN-HAYE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3153**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 05/01/2011 par le GAEC de la BLANCHE COTE (Messieurs DOYOTTE Frédéric et Pascal) à ROGEVILLE concernant 1,73 ha situés à ROGEVILLE et DOMEVRE EN HAYE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement, .

VU l'absence de demande concurrente,

**D E C I D E**

**Article 1er :** Le GAEC de la BLANCHE COTE, composé de Messieurs DOYOTTE Frédéric et Pascal, est autorisé à exploiter 1,73 ha (DOMEVRE EN HAYE parcelle A 21 – ROGEVILLE parcelle ZB 5) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC de la BLANCHE COTE (Messieurs DOYOTTE Frédéric et Pascal).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs DOYOTTE Frédéric et Pascal, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de ROGEVILLE et DOMEVRE EN HAYE pour affichage.  
Nancy, le 1er février 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
M. MARTY

---

**Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 026, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à UGNY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3197**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 03/01/2011 par Madame KORNIAC Nathalie à MONT SAINT MARTIN concernant 6,89 ha situés à UGNY ; la motivation et le résultat étant l'échange de foncier avec Mr GUERIN Serge,  
VU l'absence de demande concurrente,

**DECIDE**

**Article 1er** : Madame KORNIAC Nathalie est autorisée à exploiter 6,89 ha (UGNY parcelle ZC 10) conformément à la demande déposée.

**Article 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame KORNIAC Nathalie.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressée Madame KORNIAC Nathalie, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de UGNY pour affichage.

Nancy, le 1er février 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
M. MARTY

---

**Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 027, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à EINVAUX - CLAYEURES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3168**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 04/01/2011 par Monsieur BROCHERAY Vincent à CLAYEURES concernant 24,65 ha situés à EINVAUX et CLAYEURES ; la motivation et le résultat étant l'installation sans les aides de l'Etat,  
VU l'absence de demande concurrente,

**DECIDE**

**Article 1er** : Monsieur BROCHERAY Vincent est autorisé à exploiter 24,65 ha (EINVAUX parcelles ZD 87, 88 – CLAYEURES parcelles A 356 - D 857, 896 à 898, 1004 - E 07, 10, 13, 14, 20, 29, 32, 37,52, 54, 233, 264, 268, 693, 711,713 - ZA 13 - ZB 54, 55, 70, 71 - ZC 63, 64 - ZD 13 - ZE 29, 45, 49, 59, 75, 77, 79, 80, 88,89,90 - ZH 18, 19, 22) conformément à la demande déposée.

**Article 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BROCHERAY Vincent.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur BROCHERAY Vincent, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de EINVAUX et CLAYEURES pour affichage.

Nancy, le 1er février 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
M. MARTY

---

**Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 028, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à SORNEVILLE - MONCEL-SUR-SEILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3203**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 24/11/2010 par Madame THOUVENIN Béatrice à LE BARP concernant 143 ha situés à SORNEVILLE et MONCEL SUR SEILLE ; la motivation et le résultat étant l'installation sans les aides de l'Etat,  
VU l'absence de demande concurrente,

**DECIDE**

**Article 1er** : Madame THOUVENIN Béatrice est autorisée à exploiter 143 ha conformément à la demande déposée.

**Article 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame THOUVENIN Béatrice.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressée Madame THOUVENIN Béatrice, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SORNEVILLE et MONCEL SUR SEILLE pour affichage.

Nancy, le 1er février 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
M. MARTY

**Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 029, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à HENAMENIL - XURES - PARROY - MOUACOURT - EINVILLE-AU-JARD - BAUZEMONT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3107**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 24/11/2010 par la SCEA CLAMAU (Madame CONARD Marie José) à EINVILLE AU JARD concernant 125 ha situés à HENAMENIL - XURES - PARROY - MOUACOURT - EINVILLE AU JARD et BAUZEMONT ; la motivation et le résultat étant la transformation d'une exploitation individuelle en société avec intégration d'un associé,  
VU l'absence de demande concurrente,

**D E C I D E**

**Article 1er** : La SCEA CLAMAU, composée de Madame CONARD Marie José, est autorisée à exploiter 125 ha conformément à la demande déposée.

**Article 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA CLAMAU (Madame CONARD Marie José).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressée Madame CONARD Marie José, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de HENAMENIL - XURES - PARROY - MOUACOURT - EINVILLE AU JARD et BAUZEMONT pour affichage.

Nancy, le 1er février 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
M. MARTY

**Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 030, du 1er février 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à THUMEREVILLE - ABBEVILLE-LES-CONFLANS - OZERAILLES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3188**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 13/12/2010 par le GAEC de l'ERMITAGE (Messieurs LEFEVRE Emmanuel, Simon et BILLY Patrick) à OZERAILLES concernant 105,27 ha situés à THUMEREVILLE - ABBEVILLE LES CONFLANS et OZERAILLES ; la motivation et le résultat étant le changement de statut juridique avec intégration de M. BILLY Patrick et de M. LEFEVRE Simon.  
VU l'absence de demande concurrente,

**D E C I D E**

**Article 1er** : Le GAEC de l'ERMITAGE, composé de Messieurs LEFEVRE Emmanuel, Simon et BILLY Patrick, est autorisé à exploiter 105,27 ha conformément à la demande déposée.

**Article 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC de l'ERMITAGE (Messieurs LEFEVRE Emmanuel, Simon et BILLY Patrick).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs LEFEVRE Emmanuel, Simon et BILLY Patrick, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de THUMEREVILLE - ABBEVILLE LES CONFLANS et OZERAILLES pour affichage.

Nancy, le 1er février 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
M. MARTY

**Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 123, du 14 mars 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à COLMEY - VILLETTE - GRAND-FAILLY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3199**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 14/02/2011 par le GAEC DE MON IDEE (Messieurs BRETNACHER Alain et KIRCHER Rémi) à GRAND FAILLY concernant 145,93 ha situés à COLMEY - VILLETTE et GRAND FAILLY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement et l'intégration de M. ALFF Claude au sein du GAEC DE MON IDEE

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 10/03/2011 sur la demande précitée,

**D E C I D E**

**Article 1er** : Le GAEC DE MON IDEE, composé de Messieurs BRETNACHER Alain et KIRCHER Rémi, est autorisé à exploiter 145,93 ha conformément à la demande déposée.

**Article 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE MON IDEE (Messieurs BRETNACHER Alain et KIRCHER Rémi).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs BRETNACHER Alain et KIRCHER Rémi, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de COLMEY - VILLETTE et GRAND FAILLY pour affichage.

Nancy, le 14 mars 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
M. MARTY

**Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 124, du 14 mars 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à ALLAMONT - MOULOTTE 55 - VILLERS PAREID 55 - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3217**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 14/02/2011 par Madame COLLIGNON Marie-Flore à ALLAMONT concernant 73,76 ha situés à ALLAMONT - MOULOTTE 55 et VILLERS PAREID 55 ; la motivation et le résultat étant l'installation sans les aides de l'Etat,  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 10/03/2011 sur la demande précitée,

**D E C I D E**

**Article 1er :** Madame COLLIGNON Marie-Flore est autorisée à exploiter 73,76 ha conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame COLLIGNON Marie-Flore.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressée Madame COLLIGNON Marie Flore, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie d'ALLAMONT - MOULOTTE 55 et VILLERS PAREID 55 pour affichage.

Nancy, le 14 mars 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
M. MARTY

**Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 125, du 14 mars 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BICQUELEY - OCHEY - BLENOD-LES-TOUL - MOUTROT - GYE - CREZILLES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3231**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 21/02/2011 par le GAEC DU GRAND PARC (Messieurs COLLIN Pierre et François) à BOUVRON concernant 140,11 ha situés à BICQUELEY - OCHEY - BLENOD LES TOUL - MOUTROT - GYE et CREZILLES ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement et l'intégration de M. Gérard POIROT,  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 10/03/2011 sur la demande précitée,

**D E C I D E**

**Article 1er :** Le GAEC DU GRAND PARC, composé de Messieurs COLLIN Pierre et François, est autorisé à exploiter 140,11 ha conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DU GRAND PARC (Messieurs COLLIN Pierre et François).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs COLLIN Pierre et François, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BICQUELEY - OCHEY - BLENOD LES TOUL - MOUTROT - GYE et CREZILLES pour affichage.

Nancy, le 14 mars 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
M. MARTY

**Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 126, du 14 mars 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à DOLCOURT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3211**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 26/01/2011 par le GAEC DE LA SERRE (Messieurs DETHOREY Patrick et Philippe) à GERMINY concernant 4,47 ha situés à DOLCOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 10/03/2011 sur la demande précitée,

**D E C I D E**

**Article 1er :** Le GAEC DE LA SERRE, composé de Messieurs DETHOREY Patrick et Philippe, est autorisé à exploiter 4,47 ha (DOLCOURT parcelle ZD 18) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE LA SERRE (Messieurs DETHOREY Patrick et Philippe).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs DETHOREY Patrick et Philippe, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de DOLCOURT pour affichage.

Nancy, le 14 mars 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
M. MARTY



**Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 127, du 14 mars 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à XEUILLEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3222**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 21/02/2011 par le GAEC DE GRAVANNE (Messieurs FOURNIER Daniel et Mathieu) à XEUILLEY concernant 8,74 ha situés à XEUILLEY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU la demande concurrente de,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 10/03/2011 sur la demande précitée,

**DECIDE**

**Article 1er** : Le GAEC DE GRAVANNE, composé de Messieurs FOURNIER Daniel et Mathieu, est autorisé à exploiter 8,74 ha (XEUILLEY parcelles ZH 0007-0009) conformément à la demande déposée.

**Article 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE GRAVANNE (Messieurs FOURNIER Daniel et Mathieu).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs FOURNIER Daniel et Mathieu, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de XEUILLEY pour affichage.

Nancy, le 14 mars 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
M. MARTY

**Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 128, du 14 mars 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à PETTONVILLE - MIGNEVILLE - VEHO - BROUVILLE - REHERREY - RECLONVILLE - VAXAINVILLE - HABLAINVILLE - NEUVILLER-LES-BADONVILLER - HERBEVILLER - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3213**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 21/02/2011 par le GAEC DE L'EPI D'OR (Madame, Monsieur KIPPEURT Christian et Sylvie) à GONDREXON concernant 105,24 ha situés à PETTONVILLE - MIGNEVILLE - VEHO - BROUVILLE - REHERREY - RECLONVILLE - VAXAINVILLE - HABLAINVILLE - NEUVILLER LES BADONVILLER et HERBEVILLER ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 10/03/2011 sur la demande précitée,

**DECIDE**

**Article 1er** : Le GAEC DE L'EPI D'OR, composé de Madame, Monsieur KIPPEURT Christian et Sylvie, est autorisé à exploiter 102,53 ha conformément à la demande déposée.

**Article 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DE L'EPI D'OR (Madame, Monsieur KIPPEURT Christian et Sylvie).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Madame, Monsieur KIPPEURT Christian et Sylvie, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de PETTONVILLE - MIGNEVILLE - VEHO - BROUVILLE - REHERREY - RECLONVILLE - VAXAINVILLE - HABLAINVILLE - NEUVILLER LES BADONVILLER et HERBEVILLER pour affichage.

Nancy, le 14 mars 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
M. MARTY

**Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 129, du 14 mars 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à NOMENY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3230**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 21/02/2011 par l'EARL DES FRANCS (Monsieur KOENIG Josselin) à NOMENY concernant 273,09 ha situés à NOMENY ; la motivation et le résultat étant l'installation avec les aides de l'Etat,

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 10/03/2011 sur la demande précitée,

**DECIDE**

**Article 1er** : L'EARL DES FRANCS, composé de Monsieur KOENIG Josselin, est autorisé à exploiter 273,09 ha (NOMENY parcelle V 9) conformément à la demande déposée.

**Article 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DES FRANCS (Monsieur KOENIG Josselin).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur KOENIG Josselin, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de NOMENY pour affichage.

Nancy, le 14 mars 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
M. MARTY

**Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 130, du 14 mars 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à LAGNEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3226**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 14/02/2011 par Monsieur MAXEY Patrick à FOUG concernant 21,69 ha situés à LAGNEY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 10/03/2011 sur la demande précitée,

**DECIDE**

**Article 1er** : Monsieur MAXEY Patrick est autorisé à exploiter 21,69 ha (LAGNEY parcelles ZD 20-24-29) conformément à la demande déposée.

**Article 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MAXEY Patrick.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur MAXEY Patrick, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LAGNEY pour affichage.

Nancy, le 14 mars 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
M. MARTY

**Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 131, du 14 mars 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BARISEY-AU-PLAIN - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3190**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 08/02/2011 par l'EARL DU LIERRE (Monsieur MOUCHETTE Gérard) à BAGNEUX concernant 1,92 ha situés à BARISEY AU PLAIN ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 10/03/2011 sur la demande précitée,

**DECIDE**

**Article 1er** : L'EARL DU LIERRE, composé de Monsieur MOUCHETTE Gérard, est autorisé à exploiter 1,92 ha (BARISEY AU PLAIN parcelle ZI 19) conformément à la demande déposée.

**Article 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DU LIERRE (Monsieur MOUCHETTE Gérard).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur MOUCHETTE Gérard, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BARISEY AU PLAIN pour affichage.

Nancy, le 14 mars 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
M. MARTY

**Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 132, du 14 mars 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à CONS-LA-GRANDVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3198**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 20/01/2011 par Monsieur PIERSON Jean Paul à CHENIERES concernant 10,59 ha situés à CONS LA GRANDVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 10/03/2011 sur la demande précitée,

**DECIDE**

**Article 1er** : Monsieur PIERSON Jean Paul est autorisé à exploiter 10,59 ha (CONS LA GRANDVILLE parcelles ZA 009 - ZB 001-002-003-006-007-050-055) conformément à la demande déposée.

**Article 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur PIERSON Jean Paul.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur PIERSON Jean Paul, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CONS LA GRANDVILLE pour affichage.

Nancy, le 14 mars 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
M. MARTY

**Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 133, du 14 mars 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à RICHARDMENIL - CEINTREY - FLAVIGNY-SUR-MOSELLE - PULLIGNY - LEMAINVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3219**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 21/02/2011 par Monsieur THOMAS François à CEINTREY concernant 185 ha situés à RICHARDMENIL - CEINTREY - FLAVIGNY SUR MOSELLE - PULLIGNY et LEMAINVILLE ; la motivation et le résultat étant la création de la SCEA DES HOMBOIS,

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 10/03/2011 sur la demande précitée,

**DECIDE**

**Article 1er :** Monsieur THOMAS François est autorisé à exploiter 185 ha conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur THOMAS François.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur THOMAS François, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de RICHARDMENIL - CEINTREY - FLAVIGNY SUR MOSELLE - PULLIGNY et LEMAINVILLE pour affichage.

Nancy, le 14 mars 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
M. MARTY

**Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 134, du 14 mars 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à VALHEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3118**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 20/01/2011 par l'EARL DE MARTIN FONTAINE (Monsieur, Madame THOUVENIN André et RENARD Bernadette) à BAUZEMONT concernant 0,42 ha situés à VALHEY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 10/03/2011 sur la demande précitée,

**DECIDE**

**Article 1er :** L'EARL DE MARTIN FONTAINE, composé de Monsieur, Madame THOUVENIN André et RENARD Bernadette, est autorisé à exploiter 0,42 ha (VALHEY parcelle ZE 060) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DE MARTIN FONTAINE (Monsieur, Madame THOUVENIN André et RENARD Bernadette).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Monsieur, Madame THOUVENIN André et RENARD Bernadette, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VALHEY pour affichage.

Nancy, le 14 mars 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
M. MARTY

*Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent la notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :*

- *Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'alimentation de l'agriculture, et de la pêche.*

*L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Nancy dans les deux mois suivants.*

- *Par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy – 5, Place de la Carrière - C.O.38 -54036 NANCY CEDEX.*

**Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/113, du 16 mars 2011, approuvant les statuts de l'association foncière d'AVILLERS**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 28 février 2011 portant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 février 1965 portant institution de l'association foncière d'AVILLERS ;

VU la proposition du bureau de l'association foncière d'AVILLERS en date du 06 décembre 2010 ;

VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière d'AVILLERS en date du 13 décembre 2010 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;

VU les statuts de l'association foncière d'AVILLERS ;

VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 19 janvier 2011 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Les statuts de l'association foncière d'AVILLERS, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 13 décembre 2010, sont approuvés.

**Article 2** : La sous-préfète de Briey et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie d'AVILLERS, adressé au président de l'association foncière d'AVILLERS, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 16 mars 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète de Briey,  
Christine BOEHLER

---

**Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/114, du 16 mars 2011, approuvant les statuts de l'association foncière de CREPEY**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 17 janvier 2011 portant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 08 juillet 2005 portant institution de l'association foncière de CREPEY ;

VU la proposition du bureau de l'association foncière de CREPEY en date du 11 octobre 2010 ;

VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de CREPEY en date du 27 novembre 2010 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;

VU les statuts de l'association foncière de CREPEY ;

VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 06 décembre 2010 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Les statuts de l'association foncière de CREPEY, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 27 novembre 2010, sont approuvés.

**Article 2** : Le sous-préfet de Toul et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de CREPEY, adressé au président de l'association foncière de CREPEY, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 16 mars 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet de Toul,  
Hubert ESPIASSE

---

**Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/115, du 16 mars 2011, approuvant les statuts de l'association foncière de DOMPRIX**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 28 février 2011 portant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 25 janvier 1993 portant institution de l'association foncière de DOMPRIX ;

VU la proposition du bureau de l'association foncière de DOMPRIX en date du 30 novembre 2010 ;

VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de DOMPRIX en date du 21 janvier 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;

VU les statuts de l'association foncière de DOMPRIX ;

VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 17 février 2011 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Les statuts de l'association foncière de DOMPRIX, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 21 janvier 2011, sont approuvés.

**Article 2** : La sous-préfète de Briey et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de DOMPRIX, adressé au président de l'association foncière de DOMPRIX, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 16 mars 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète de Briey,  
Christine BOEHLER

---

**Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/116, du 16 mars 2011, approuvant les statuts de l'association foncière de JOPPECOURT**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;  
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 28 février 2011 portant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 02 juillet 1962 portant institution de l'association foncière de JOPPECOURT ;  
VU la proposition du bureau de l'association foncière de JOPPECOURT en date du 04 janvier 2011 ;  
VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de JOPPECOURT en date du 11 janvier 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;  
VU les statuts de l'association foncière de JOPPECOURT ;  
VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 11 février 2011 ;  
SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**Article 1er** : Les statuts de l'association foncière de JOPPECOURT, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 11 janvier 2011, sont approuvés.

**Article 2** : La sous-préfète de Briey et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de JOPPECOURT, adressé au président de l'association foncière de JOPPECOURT, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.  
Briey, le 16 mars 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète de Briey,  
Christine BOEHLER

#### Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/117, du 16 mars 2011, approuvant les statuts de l'association foncière de LANTEFONTAINE-IMMONVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;  
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 28 février 2011 portant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 23 avril 1968 portant institution de l'association foncière de LANTEFONTAINE-IMMONVILLE ;  
VU la proposition du bureau de l'association foncière de LANTEFONTAINE-IMMONVILLE en date du 21 décembre 2010 ;  
VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de LANTEFONTAINE-IMMONVILLE en date du 18 janvier 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;  
VU les statuts de l'association foncière de LANTEFONTAINE-IMMONVILLE ;  
VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 09 février 2011 ;  
SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**Article 1er** : Les statuts de l'association foncière de LANTEFONTAINE-IMMONVILLE, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 18 janvier 2011, sont approuvés.

**Article 2** : La sous-préfète de Briey et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de LANTEFONTAINE-IMMONVILLE, adressé au président de l'association foncière de LANTEFONTAINE-IMMONVILLE, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.  
Briey, le 16 mars 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète de Briey,  
Christine BOEHLER

#### Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/118, du 14 mars 2011, approuvant les statuts de l'association foncière de SOMMERVILLER

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;  
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 28 février 2011 portant délégation de signature à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 1998 portant institution de l'association foncière de SOMMERVILLER ;  
VU la proposition du bureau de l'association foncière de SOMMERVILLER en date du 28 septembre 2010 ;  
VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de SOMMERVILLER en date du 26 novembre 2010 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;  
VU les statuts de l'association foncière de SOMMERVILLER ;  
VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 10 janvier 2011 ;  
SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Les statuts de l'association foncière de SOMMERVILLER, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 26 novembre 2010, sont approuvés.

**Article 2 :** Le sous-préfet de Lunéville et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de SOMMERVILLER, adressé au président de l'association foncière de SOMMERVILLER, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Lunéville, le 14 mars 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet de Lunéville,  
Philippe SAFFREY

---

**Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/119, du 14 mars 2011, approuvant les statuts de l'association foncière de SIONVILLER**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 28 février 2011 portant délégation de signature à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 14 août 1996 portant institution de l'association foncière de SIONVILLER ;

VU la proposition du bureau de l'association foncière de SIONVILLER en date du 10 décembre 2010 ;

VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de SIONVILLER en date du 20 décembre 2010 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;

VU les statuts de l'association foncière de SIONVILLER ;

VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 10 janvier 2011 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Les statuts de l'association foncière de SIONVILLER, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 20 décembre 2010, sont approuvés.

**Article 2 :** Le sous-préfet de Lunéville et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de SIONVILLER, adressé au président de l'association foncière de SIONVILLER, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Lunéville, le 14 mars 2011

Pour le Préfet et par délégation  
Le Sous-Préfet de Lunéville  
Philippe SAFFREY

---

**Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/122, du 15 mars 2011, approuvant les statuts de l'association foncière de VITERNE**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 novembre 1995 portant institution de l'association foncière de VITERNE ;

VU la proposition du bureau de l'association foncière de VITERNE en date du 02 décembre 2010 ;

VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de VITERNE en date du 16 décembre 2010 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;

VU les statuts de l'association foncière de VITERNE ;

VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 04 février 2011 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Les statuts de l'association foncière de VITERNE, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 16 décembre 2010, sont approuvés.

**Article 2 :** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de VITERNE, adressé au président de l'association foncière de VITERNE, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 mars 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François MALHANCHE

---

**Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/152, du 25 mars 2011, approuvant les statuts de l'association foncière d'ARRAYE-ET-HAN**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;  
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 février 1990 portant institution de l'association foncière d'ARRAYE ET HAN ;  
VU la proposition du bureau de l'association foncière d'ARRAYE ET HAN en date du 09 novembre 2010 ;  
VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière d'ARRAYE ET HAN en date du 10 janvier 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;  
VU les statuts de l'association foncière d'ARRAYE ET HAN ;  
VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 09 février 2011 ;  
Sur proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**Article 1er** : Les statuts de l'association foncière d'ARRAYE ET HAN, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 10 janvier 2011, sont approuvés.

**Article 2** : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie d'ARRAYE ET HAN, adressé au président de l'association foncière d'ARRAYE ET HAN, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 mars 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François MALHANCHE

*Ces arrêtés peuvent être contestés dans les deux mois qui suivent la notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :*

*- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Nancy dans les deux mois suivants.*

*- Par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy – 5, Place de la Carrière - C.O.38 -54036 NANCY CEDEX*

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

### SOLIDARITE - INSERTION

**Arrêté n° 47/54/11 du 17 février 2011 annulant l'arrêté n° 37/54/10 du 22 décembre 2010 et modifiant l'arrêté n° 729/54/10 du 27 octobre 2010 autorisant l'ouverture d'un service mandataire judiciaire à la protection des majeurs par l'Union Départementale Mutualiste**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 313-1 à L. 313-9 et R. 313-1 à R. 313-10 ;  
VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;  
VU le décret n°2010-870 du 26 juillet 2010 relatif à la procédure d'appel à projet et d'autorisation mentionnée à l'article L. 313-1-1 du code de l'action sociale et des familles, notamment son article 3 ;  
VU la circulaire DREES/DGCS/DMSI/2A/2010/345 du 12 novembre 2010 relative à la protection des majeurs ;  
VU le schéma régional des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales arrêté le 27 avril 2010 ;  
VU le dossier déclaré complet le 31 mars 2010 présenté par l'Union Départementale Mutualiste, tendant à la création d'un service mandataire judiciaire à la protection des majeurs situé à 51 rue Emile Bertin à Nancy, destiné à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle et de la mesure d'accompagnement judiciaire pour les ressorts des tribunaux d'instance de l'ensemble du département ;  
VU l'inscription en date du 16 février 2010 à titre provisoire sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs.  
VU l'avis favorable émis par le comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale lors de sa séance du 22 juin 2010 ;  
VU l'avis favorable en date du 6 août 2010 du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 729/54/10 du 27 octobre 2010 autorisant l'ouverture d'un service mandataire judiciaire à la protection des majeurs par l'Union Départementale Mutualiste ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 37/54/10 du 22 décembre 2010 modifiant l'arrêté susvisé du 27 octobre 2010 ;  
CONSIDERANT qu'une erreur matérielle affecte la capacité retenue à l'article 1 de l'arrêté susvisé du 22 décembre 2010 ;  
SUR PROPOSITION du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale

#### ARRETE

**Article 1er** : L'arrêté n° 37/54/10 du 22 décembre 2010 modifiant l'arrêté préfectoral n° 729/54/10 du 27 octobre 2010 est annulé.

**Article 2** : L'article 6 de l'arrêté préfectoral n° 729/54/10 du 27 octobre 2010 autorisant l'ouverture d'un service mandataire judiciaire à la protection des majeurs par l'Union Départementale Mutualiste, modifié par l'arrêté préfectoral susvisé du 22 décembre 2010, est modifié comme suit :

Article 6 : Ce service est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

Union Territoriale Mutualiste Lorraine

7 rue Lyautey

54000 NANCY

N° Finess : 54 001 304 2

Code statut juridique : 47 Société mutualiste

Entité établissement :

UTM LORRAINE M.J.P.M

49/51 rue Emile Bertin

BP 422

54001 NANCY CEDEX

N° Finess : 54 002 109 4

Code catégorie : 340 M.J.P.M

Code discipline : 520

Capacité : 1 188 mesures

Code activité/fonctionnement : 50

Code clientèle : 860

Code MFT : 30

**Article 3 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 février 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François MALHANCHE

**Arrêté n° DDCS/SI/2011-59 du 10 mars 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;

VU le dossier déclaré complet le 1ER MARS 2011 présenté par Mme REGNIER épouse VILLA-REGNIER Claudine domiciliée 14, rue de Clauselle - 54990 XEUILLEY, en vue d'obtenir l'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, destinée à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans le ressort du tribunal d'instance de Nancy ;

VU l'arrêté N°DDCS/SI/2010-74 du 16 Février 2010 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;

VU l'avis favorable en date du 11 Février 2011 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;

CONSIDERANT que Madame REGNIER épouse VILLA-REGNIER Claudine satisfait aux conditions de moralité, d'âge, de formation et d'expérience professionnelle prévues par les articles L.471-4 et D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles ;

CONSIDERANT que Madame REGNIER épouse VILLA-REGNIER Claudine justifie d'une assurance en responsabilité civile dont les garanties sont susceptibles de couvrir les dommages que pourraient subir les personnes protégées du fait de son activité ;

CONSIDERANT que l'agrément s'inscrit dans les objectifs et répond aux besoins du schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine ;

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er :** L'agrément mentionné à l'article L 472-1 du code de l'action sociale et des familles est accordé à Madame REGNIER épouse VILLA REGNIER domiciliée 14, rue de Clauselle - 54990 XEUILLEY pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans le ressort du tribunal d'instance de Nancy.

L'agrément vaut inscription sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs pour le ressort du tribunal d'instance susmentionné.

**Article 2 :** Tout changement concernant la nature et la consistance des garanties prévues par l'assurance en responsabilité civile, tout changement de catégorie de mesures de protection exercées ainsi que toute évolution du nombre de personnes qui exercent auprès du mandataire judiciaire à la protection des majeurs les fonctions de secrétaire spécialisé donnent lieu à un nouvel agrément dans les conditions prévues aux articles R. 471-1 et R. 472-2 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 3 :** Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

**Article 4 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 10 mars 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François MALHANCHE

**Arrêté n° DDCS/SI/2011-60 du 10 mars 2011 complétant l'arrêté n° DDCS/SI/2010-74 du 16 février 2010 fixant la liste des mandataires judiciaires du département de Meurthe-et-Moselle**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU les articles L. 471-2 et L. 474 – 1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment ses articles 44 et 45 ;

VU la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit et d'allégement des procédures et notamment son article 116, § IV modifiant la loi 2007-308 du 5 mars 2007 ;

VU le décret n° 2008-1512 du 30 décembre 2008 fixant les modalités d'inscription sur les listes prévues aux articles L 471-2, L 471-3, L 474-1 et L 474-2 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2010-74 du 16 février 2010 fixant la liste provisoire des mandataires judiciaires du département de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2011-59 du 10 mars 2011 portant agrément de Mme REGNIER épouse VILLA REGNIER Claudine pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs ;

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La liste provisoire des personnes habilitées pour être désignées en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs par les juges des tutelles pour exercer des mesures de protection des majeurs au titre de la tutelle, de la curatelle ou du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice, fixée par l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2010-74 du 16 février 2010, est complétée comme suit :

1° Tribunal instance de Nancy

b) au titre de l'article L 471-2 du code de l'action sociale et des familles :

II ) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

- Mme REGNIER épouse VILLA REGNIER Claudine, domiciliée 14, rue de Clauselle 54990 XEUILLEY

**Article 2 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, soit hiérarchique auprès du Ministre chargé des solidarités et de la cohésion sociale, dans les deux mois à compter de la notification.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif, 5 place Carrière CO 38 - 54036 NANCY CEDEX, également dans un délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite



**Article 3 :** Une ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Mme REGNIER épouse VILLA REGNIER Claudine ;
- au procureur de la République près le tribunal de grande instance de NANCY ;
- aux juges des tutelles – tribunal d'instance de NANCY ;

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental de la Cohésion Sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 mars 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François MALHANCHE

## AUTRES SERVICES

### ETABLISSEMENT PUBLIC INTERCOMMUNAL 3H SANTE

#### Décision du 25 février 2011 portant délégations de signatures

Madame Isabelle CHANÉ, Directrice par Intérim de l'Etablissement Public Intercommunal 3H Santé,

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'Hôpital et relative aux Patients, à la Santé et aux Territoires, notamment en ces articles 10 et 131,

VU le Décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au Directeur et aux membres du Directoire,

VU l'Arrêté ARS n° 2011/100 du 10 mars 2011 la nommant à la Direction par Intérim de l'établissement,

#### DECIDE

Délégation de signature est donnée à :

**Article 1er :** Madame Evelynne FORINI, Attachée d'Administration Hospitalière, responsable de la Gestion des Ressources Humaines, pour signer les courriers administratifs courants, les décisions relatives au personnel (avancement de grade, NBI, congé parental...), les fiches d'évaluations, les fiches de notations, les changements d'affectation, la planification du travail, la planification des congés annuels à l'exception de celle des membres de l'équipe de direction, les rémunérations, les formations, les convocations aux diverses formations, les engagements des formations, les frais de déplacement, les astreintes, les ordres de missions, les contrats de travail, les demandes d'autorisation d'embauche pour remplacements, les bordereaux de mandatement paie, cotisations et autres dépenses liées au personnel, les bordereaux d'envoi, les demandes de remboursement assurances, les demandes de remboursement FEH, les conventions Pôle Emploi CUI/CAE, les conventions de stage souvent, les dossiers de validation de retraite et de rétablissement, les dossiers de retraite, les convocations à la médecine du travail, les Compte Epargne Temps, les attestations de salaire pour le remboursement des indemnités journalières, les attestations et certificats de travail, les honoraires médicaux, les accidents du travail, les avances sur salaire, les factures de Pôle Emploi (évaluation en milieu de travail), les réponses aux demandes d'emploi, les tableaux divers de recensement statistiques, les décisions liées aux œuvres sociales, à la M.N.H., aux partenaires sociaux, les recettes, les factures des prestations annexes, les mandats, hormis les mandats d'investissement, les demandes de fournitures et d'équipement, les notes d'information et les documents liés aux astreintes administratives.

A l'exclusion de tout document adressé aux autorités de tarification et de gestion des Etablissements Publics de Santé, autres Hôpitaux et aux collectivités locales et territoriales et les notes de services.

**Article 2 :** Madame Ghislaine STOCARD, Adjoint des Cadres, pour signer tous les courriers des affaires courantes concernant la gestion de la formation du personnel, les convocations, les frais de déplacement et tous les actes administratifs en l'absence de Madame FORINI et relevant de sa compétence, ainsi que les documents à l'occasion des astreintes administratives.

**Article 3 :** Madame Dominique HACHAIR et Mademoiselle Aurélie CALVISIO, Adjointes Administratives, pour signer tous les courriers courants et internes liés à leur fonction, les documents à l'occasion des astreintes et les relevés d'heures du personnel intérimaire.

**Article 4 :** Monsieur Denis ANTOINE, Attaché d'Administration Hospitalier, responsable de la gestion financière et économique, des services Magasin/Transport, pour signer tous les documents courants liés à sa responsabilité, les demandes de tarifs pour les achats dont le seuil est inférieur au MAPA soit 20 000 euros, les commandes de la section d'exploitation, les bordereaux de mandats de la section d'exploitation émis par le service Economat-Finances et ceux de la classe 1, les bordereaux des titres de recette émis par le service Economat-Finances, les déclarations TVA n° 3310-K-CA3, tous les documents relatifs aux écritures d'ordre comptable en relation avec la Trésorerie et ceux liés aux astreintes administratives, les notes d'information de son service.

A l'exception de tout document adressé aux autorités de tarification de gestion des Etablissements Publics de Santé, aux autres Hôpitaux et collectivités locales et territoriales et les notes de service.

**Article 5 :** Madame Edith BONNETIER, Mesdemoiselles Adeline GERARD et Elisabeth POTIER, Adjointes Administratives, pour signer les commandes de la section d'exploitation et les courriers courants liés à leurs fonctions ainsi que les demandes de tarifs pour les achats dont le seuil est inférieur au MAPA en l'absence de Monsieur ANTOINE et tous les documents liés aux astreintes administratives.

**Article 6 :** Mademoiselle Monique MILLER, Cadre Supérieur de Santé chargée de mission aux Affaires Générales pour les services de soins, de rééducation et médico-techniques, pour signer tous les documents et courriers courants, ceux liés aux astreintes, les notes d'information, les convocations aux conférences et les documents liés au travail des animateurs, à l'exception de tout document adressé aux autorités de tarification, de gestion des Etablissements Publics de Santé, aux autres Hôpitaux et aux collectivités locales et territoriales et les notes de service.

**Article 7 :** Mademoiselle Lydia MARCHAL, Cadre Supérieur de Santé, pour signer les notes d'information, les demandes de contrats de remplacements, les courriers courants, les plannings, les fiches de congés du personnel soignant placé sous sa responsabilité, les convocations et les courriers liés à l'organisation et aux travaux dont les comptes rendus et ceux des réunions d'encadrement et d'expression libre et collective du personnel ainsi que les documents des réunions organisées à la demande de la Direction ou avec son accord ainsi que les documents rattachés à l'exercice de ses responsabilités, à l'exception de tout document destiné à la signature de l'Ordonnateur, les notes de service, congés et gestion des congés de l'équipe de direction et destiné aux autorités de tarification et de gestion administrative de l'établissement.

**Article 8 :** Mademoiselle Aurélie KASTNER, Adjoint Administratif, Madame Arlette GEHWEILER, Agent de remplacement aux Admissions, Madame Nadine HALVICK, Adjoint Administratif, Madame Marie-Pierre SEIGNE, Responsable du Dossier Patient Administratif, Madame Françoise WITZ, Adjoint Administratif, pour la signature des documents relatifs au transport de corps sans mise en bière, du « Bordereau Journal Titres » lors de l'émission de titres de recettes, des factures donnant lieu à l'émission de titres de recettes, facture des repas, factures de prestation de linge aux établissements conventionnés, courriers administratifs et bordereaux d'envoi relatifs aux admissions.

**Article 9 :** Monsieur Jean-Sébastien TRESCHER, Pharmacien, pour signer les commandes et factures de médicaments (Circulaire 85 H 1809 du 19 décembre 1985) et toutes les correspondances courantes liées à sa fonction à l'exception de tout document adressé aux autorités de tarification, de gestion des Etablissements Publics de Santé, aux autres Hôpitaux et aux collectivités locales et territoriales.

**Article 10 :** Madame Céline MACHET, Assistante de Service Social, pour signer tous courriers administratifs courants liés à sa fonction, notamment les Aides au logement et à l'Aide Sociale.

**Article 11 :** Madame Emmanuelle FALLIGAN-DEVERGNE, Psychologue, pour signer les courriers courants liés à sa fonction.

**Article 12 :** En cas d'absence, les documents sont signés par son supérieur hiérarchique direct ou son délégataire.

**Article 13 :** Chaque délégataire informe la Direction de tout document soumis à signature dont la conformité apparaît douteuse et de toute conséquence particulière susceptible d'entraîner une difficulté ou un contentieux.

**Article 14 :** Cette délégation prend effet à compter du 25 février 2011.

Cirey-sur-Vezouze, le 25 février 2011

La Directrice par intérim,  
I. CHANÉ

## MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE DE NANCY

### Décision n° 2011/001 du 22 mars 2011 portant délégation de signature

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du CHU et de la Maternité Régionale Universitaire de Nancy,

VU les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 6143-33 et suivants du code de la santé publique,

VU le décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs des établissements hospitaliers publics,

VU l'arrêté de nomination en date du 26 janvier 2011, nommant Monsieur Philippe BOULANGÉ, Directeur Adjoint de la Maternité Régionale à compter du 1er novembre 2010,

VU l'arrêté de nomination en date du 7 février 2011, nommant Madame Clémence MAINPIN, Directrice Adjointe à compter du 1er avril 2011 au CHU de Nancy,

VU la convention de direction commune entre le CHU et la Maternité Régionale Universitaire du 2 novembre 2010,

VU la décision de nomination en date du 21 mai 2008, nommant Monsieur Sylvain GROB, Ingénieur chef, à la Maternité Régionale de Nancy,

#### DECIDE

**Article 1er :** Délégation principale est donnée à Monsieur Philippe BOULANGÉ, Directeur de la Maternité Régionale Universitaire, pour signer l'ensemble des documents, actes administratifs, décisions, documents budgétaires sans limitation ni d'objet, ni de montant, rendus utiles et nécessaires pour assurer le fonctionnement et la continuité de l'établissement, y compris les documents à transmettre à l'autorité judiciaire.

**Article 2 :** Délégation secondaire est donnée à Madame Clémence MAINPIN, Directrice Adjointe, en l'absence de Monsieur Philippe VIGOUROUX et Monsieur Philippe BOULANGÉ, pour signer l'ensemble des documents, actes administratifs, décisions, documents budgétaires sans limitation de montant, rendus utiles et nécessaires pour assurer le fonctionnement et la continuité de l'établissement, y compris les documents à transmettre à l'autorité judiciaire.

**Article 3 :** Délégation est donnée à Monsieur Sylvain GROB, Ingénieur Chef, en l'absence de Monsieur Philippe VIGOUROUX et Monsieur Philippe BOULANGÉ et Madame Clémence MAINPIN, pour signer l'ensemble des documents, actes administratifs, décisions, documents budgétaires sans limitation de montant, rendus utiles et nécessaires pour assurer le fonctionnement et la continuité de l'établissement, y compris les documents à transmettre à l'autorité judiciaire, à l'exception des documents en relation avec ceux dont lui-même ou l'un des ses propres délégataires seraient déjà signataires (Mandatement de factures de travaux ou de commandes des Services techniques en particulier).

**Article 4 :** Ces délégations principale et secondaires sont assorties de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires en vigueur,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés,
- de rendre compte des opérations effectuées au chef d'établissement.

**Article 5 :** Les titulaires de ces délégations ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leurs délégations et sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

**Article 6 :** La présente délégation prend effet à compter du 1er avril 2011.

**Article 7 :** Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet, est rapportée.

Nancy, le 22 mars 2011

En cinq exemplaires originaux

Le Directeur Général,  
Philippe VIGOUROUX

## CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY

### Décision n° 023/11 du 23 mars 2011 portant délégation de signature

Monsieur Gilles BAROU, Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy,

VU l'article L6143-7 du Code de la Santé Publique ;

VU les articles D 6143-33 à D 6143-36 du Code de la Santé Publique ;

VU l'information qui sera donnée au Conseil d'Administration en date du 24 avril 2009 ;

VU le tableau des attributions des directions fonctionnelles du Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU l'arrêté du 11/12/2008 nommant Monsieur Gilles BAROU dans les fonctions de Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy avec une prise de fonction à compter du 16 février 2009 ;

VU l'arrêté du 20 juillet 2007 nommant Madame Nadine CREUSAT COMMENVILLE dans les fonctions de Directeur Adjoint au Centre Psychothérapique de Nancy ;

#### DECIDE

**Article 1er :** La décision n° 011/09 du 16 février 2009 est annulée.

**Article 2 :** Délégation permanente est donnée à Madame Nadine CREUSAT COMMENVILLE, Directeur Adjoint Chargé de la Direction des Usagers, de la Qualité et de la Communication à effet de signer les courriers relevant de sa compétence à l'exclusion des correspondances aux services ministériels ou impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nadine CREUSAT COMMENVILLE, Directeur Adjoint, délégation est donnée à Madame Lydie MAUGOUST, Responsable Qualité, à effet de signer tous documents, correspondances courantes et bordereaux propres à l'activité de la Direction des Usagers et de la Qualité.

**Article 3 :** Délégation permanente est donnée à Madame Nadine CREUSAT COMMENVILLE, Directeur Adjoint Chargé de la Direction des Usagers, de la Qualité et de la Communication à effet de signer au nom de Monsieur Gilles BAROU, Directeur, en son absence :

- les conventions,
- tous documents et correspondances,
- communication et copies de pièces.

**Article 4 :** Délégation permanente est donnée à Madame Nadine CREUSAT COMMENVILLE, Directeur Adjoint à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins, relatifs à l'application des dispositions du livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

**Article 5 :** Les signatures des agents visés à l'article 2 sont annexées à la présente décision. Elles doivent être précédées de la mention "Pour le Directeur et par délégation" suivie du grade et des fonctions du signataire.

Le prénom et le nom dactylographiés des signataires devront suivre leur signature manuscrite.

**Article 6 :** La présente délégation prend effet le 23 mars 2011. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.  
Laxou, le 23 mars 2011

Le Directeur,  
Gilles BAROU

## **AVIS ET COMMUNICATIONS**

### **SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**

#### **DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**

##### **AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME, RISQUES**

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 43940 du 14 mars 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de JARVILLE**

Par arrêté préfectoral n° 43940 en date du 14 mars 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de 204 logements Bouygues Immobilier, avenue de la République, sur la commune de JARVILLE.

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 45202 du 14 mars 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de FONTENOY-LA-JOUTE**

Par arrêté préfectoral n° 45202 en date du 14 mars 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de la suppression poste Tour place de l'Eglise, sur la commune de FONTENOY LA JOUTE.

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 46470 du 22 mars 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de MARS-LA-TOUR.**

Par arrêté préfectoral n° 46470 en date du 22 mars 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation PTF offre de raccordement producteur photovoltaïque 60 KW SAS YRONDEL, ferme des 4 Vents, sur la commune de MARS-LA-TOUR.

## **AUTRES SERVICES**

### **CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY**

**Avis d'examen professionnel d'ouvrier professionnel qualifié (au titre de l'année 2010) (annule et remplace l'avis du 14 mars 2011)**

En application du décret n° 91.45 du 14 janvier 1991 modifié, portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière, le centre hospitalier universitaire de nancy organise un examen professionnel en vue de pourvoir :

↳ 3 postes d'Ouvriers Professionnels Qualifiés au C.H.U. de NANCY

#### **I - MODALITÉ DE CANDIDATURES**

Peuvent faire acte de candidature :

- les agents d'entretien qualifiés ayant atteint au moins le 3ème échelon et comptant deux ans de services effectifs dans leur grade à la date du 31 décembre 2009 (dispositions transitoires, article 46 du décret ci-dessus référencé).

#### **II - MODALITÉS D'EXAMEN**

- 1) L'examen comporte une épreuve écrite et anonyme permettant d'évaluer les connaissances professionnelles et techniques du candidat.
- 2) Le jury établit par ordre alphabétique la liste des candidats retenus qui seront inscrits à un tableau annuel d'avancement après avis de la CAP.

#### **III - RÉCEPTION ET CLÔTURE DES INSCRIPTIONS**

La demande d'inscription à cet examen est à envoyer à :

C.H.U. de NANCY  
Direction des Ressources Humaines  
Unité G.P.E.  
Service Concours - Bureau n° 11  
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 60034  
54035 NANCY CEDEX

↳ par lettre recommandée avec A.R.

ou

↳ par dépôt au Service Concours contre la remise d'une attestation de dépôt.

☞ Un délai d'un mois est imparti pour déposer le dossier d'inscription à compter de la date de publication de cet avis.

Nancy, le 16 mars 2011

La directrice des ressources humaines,  
Diane PETTER

□